

COMMUNE DE JAYAT

PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXES



SOMMAIRE

ANNEXE 1.	SERVITUDE I1 – MAITRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL	4
ANNEXE 2.	SERVITUDE I3 – SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE D'IMPLANTATION ET DE PASSAGE	13
ANNEXE 3.	SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	16
ANNEXE 4.	SECTEURS AFFECTÉS PAR UN CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET FERROVIAIRES	85
ANNEXE 5.	SECTEURS D'ALÉAS RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES	90
ANNEXE 6.	SECTEURS D'ALÉAS INONDATION DE LA REYSSOUZE.....	91
ANNEXE 7.	TRAFIC ROUTIER ET ACCIDENTOLOGIE	92
ANNEXE 8.	RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	95
ANNEXE 9.	RISQUES TECHNOLOGIQUES D'APRÈS LE RAPPORT DE LA DREAL	97
ANNEXE 10.	SEUILS DE SURFACES DES ESPACES BOISÉS APPARTENANT À DES PARTICULIERS POUR LESQUELS LES DÉFRICHEMENTS SONT SOUMIS À AUTORISATION	124
ANNEXE 11.	PÉRIMÈTRES À L'INTÉRIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN	127
ANNEXE 12.	SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT.....	135

Section I/ Les servitudes d'utilités publiques

Annexe 1. SERVITUDE I1 – MAITRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Dénomination	Acte juridique	Nom du service gestionnaire
Servitudes de type I1 relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz	Arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 sur la commune de Jayat	GRTgaz – DO – PERM Équipe Travaux Tiers & Urbanisme

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVES A LA MAITRISE DE L'URBANISATION SERVITUDE I1

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, l'arrêté préfectoral n°16.107 du 14/11/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel.

Le Gestionnaire de cette servitude est la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité de la canalisation jusqu'aux distances figurant dans le tableau suivant :

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)	Distance des SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
			SUP 1	SUP 2	SUP 3
ARTERE DU MACONNAIS	600	80	270	5	5

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

SUP 1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (CERFA N° 15016*01 : *Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

SUP 2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

SUP 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, **le maire doit informer GRTgaz de toute demande** de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone d'effets SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).

Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La servitude I1 (SUP 1) doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES DE GRTgaz IMPACTANT LE TERRITOIRE

Le territoire de JAYAT est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel haute pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

Il s'agit d'une canalisation.

Pour permettre une bonne exploitation du réseau GRTgaz, il est souhaitable de faire apparaître, en tête du règlement des zones du PLU, la mention suivante :

« Sont admis, dans l'ensemble des zones définies ci-après sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité. »

De plus, dans chaque zone traversée par un ouvrage GRTgaz, il est nécessaire que soient autorisés à la construction les équipements d'intérêt collectif et de service public.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz - DO – PERM Équipe Travaux Tiers & Urbanisme 10 rue Pierre Semard CS 50329 69363 LYON CEDEX 07 Tél : 04 78 65 59 59 urbanisme-rm@grtgaz.com

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : **0800 24 61 02**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant la commune

Cet ouvrage impacte le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage I3) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation I1).

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
ARTERE DU MACONNAIS	600	80

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service



PRÉFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme
N° 16. 207.

ARRETE

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Jayat

Le Préfet de l'Ain.

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30, R.555-31 et R.555-39 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 12 septembre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ain le 13 octobre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Ain ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Jayat

Code INSEE : 01196

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz

Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling

92277 BOIS COLLOMBES Cedex

• Ouvrage traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ARTERE DU MACONNAIS	80	600	2168	enterré	270	5	5

- Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

- Installations annexes situées sur la commune

Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

Article 2 :

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 :

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune concernée conformément aux articles L.151-43, L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 5 :

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de l'Ain et adressé au maire de la commune de Jayat.

Article 6 :

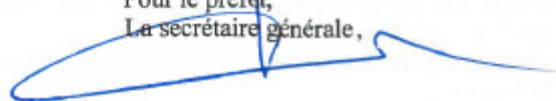
Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 :

- la secrétaire générale de la préfecture,
- le maire de Jayat,
- le directeur départemental des territoires de l'Ain,
- la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée au directeur de GRTgaz.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 14 NOV. 2016
Le préfet de l'Ain
Pour le préfet,
La secrétaire générale,

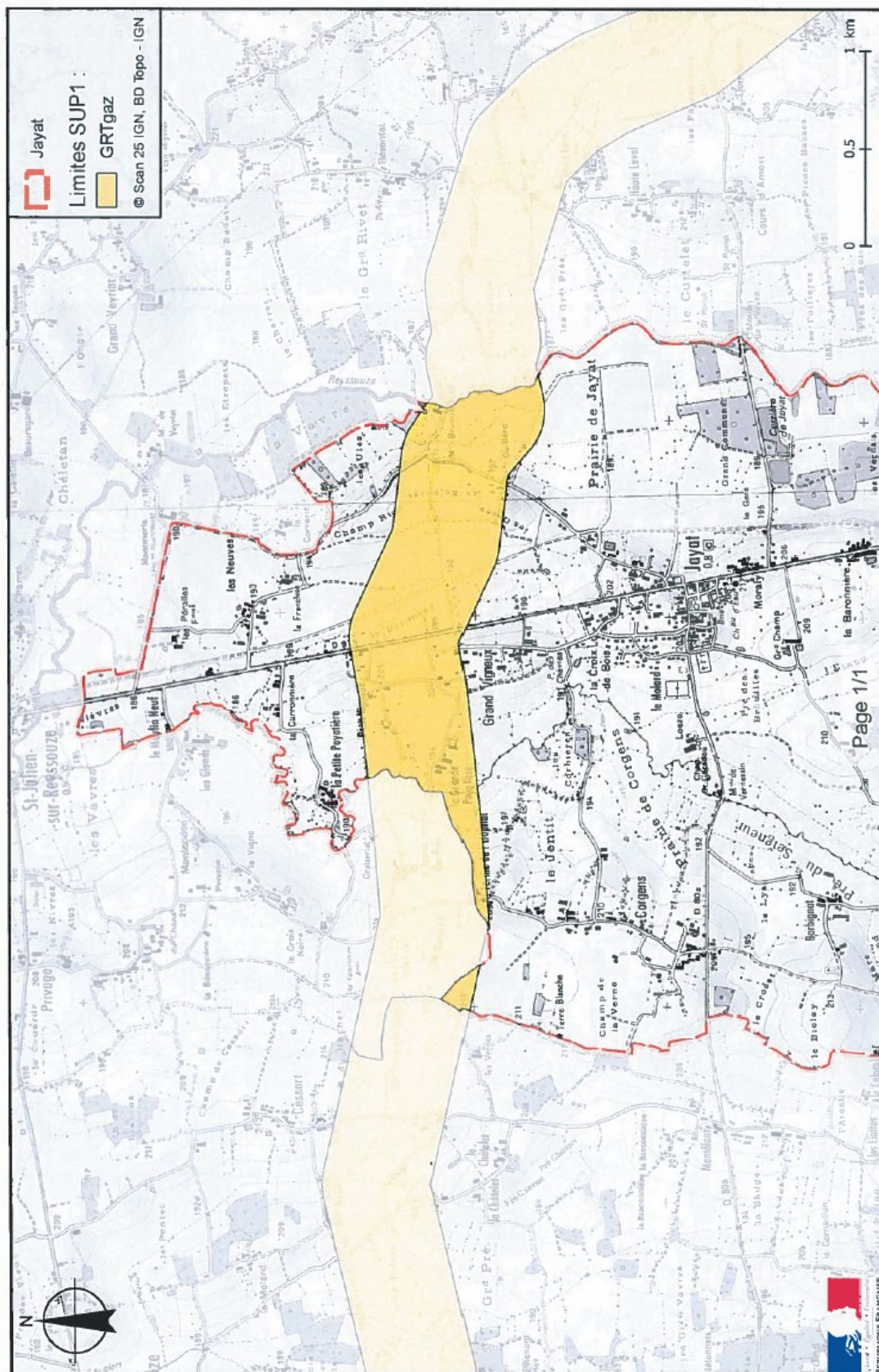


Caroline GADOU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de l'Ain
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Annexe 2. SERVITUDE I3 – SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE D'IMPLANTATION ET DE PASSAGE

Dénomination	Acte juridique	Nom du service gestionnaire
Servitudes de type I3 relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	Arrêté ministériel du 6 novembre 2009 autorisant la construction et l'exploitation par la société GRTgaz de la canalisation de transport de gaz « Gévelard-Etrez » dite « Artère du Mâconnais » (Saône-et-Loire et Ain)	GRTgaz – DO – PERM Équipe Travaux Tiers & Urbanisme

21 novembre 2009

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 6 sur 140

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 6 novembre 2009 autorisant la construction et l'exploitation par la société GRTgaz de la canalisation de transport de gaz « Gévelard-Etrez » dite « Artère du Mâconnais » (Saône-et-Loire et Ain)

NOR : DEVE0926547A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, en date du 6 novembre 2009, sont autorisées la construction et l'exploitation par la société GRTgaz de la canalisation de transport de gaz « Gévelard-Etrez », dite « Artère du Mâconnais », et des postes de coupure et de sectionnement mentionnés dans le cahier des charges de l'autorisation.

La présente autorisation est accordée à GRTgaz aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent arrêté (1). La présente autorisation, incessible et nominative, est accordée sans limitation de durée. Elle peut être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non-respect des obligations prévues au cahier des charges de l'autorisation ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004.

Cette canalisation traverse le territoire des communes de Gévelard, Ciry-le-Noble, Martigny-le-Comte, Ballore, La Guiche, Saint-Bonnet-de-Joux, Saint-Martin-de-Salencey, Saint-André-le-Désert, Saint-Vincent-des-Prés, Vitry-lès-Cluny, Massy, La Vineuse, Flagy, Lourmand, Cortambert, Donzy-le-Pertuis, Azé, Saint-Gengoux-de-Scissé, Péronne, Viré, Fleurville et Saint-Albain (Saône-et-Loire), Boz, Reyssouze, Gorrevod, Chevroux, Boisse, Saint-Etienne-sur-Reyssouze, Béréziat, Saint-Jean-sur-Reyssouze, Saint-Julien-sur-Reyssouze, Jayat, Foissiat et Etrez (Ain).

(1) La carte et le cahier des charges annexé au présent arrêté peuvent être consultés à la direction de l'énergie, arche de La Défense, paroi Nord, 92055 La Défense Cedex.

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION ET DE PASSAGE

SERVITUDE I3

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des canalisations avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée aux canalisations, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) dont la largeur de part et d'autre est précisée dans le tableau ci-dessous :

Canalisation	Direction de la Servitude	Servitude Gauche (m)	Servitude Droite (m)
ARTERE DU MACONNAIS	-	10	10

Dans cette bande de terrain (*zone non aedificandi et non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètre de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre canalisation dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

L'adresse du service gestionnaire de cette servitude est la suivante :

GRTgaz - DO – PERM
Équipe Travaux Tiers & Urbanisme
10 rue Pierre Semard
CS 50329
69363 LYON CEDEX 07
Tél : 04 78 65 59 59
urbanisme-rm@grtgaz.com

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES DE GRTgaz IMPACTANT LE TERRITOIRE

Le territoire de JAYAT est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel haute pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

Il s'agit d'une canalisation.

Pour permettre une bonne exploitation du réseau GRTgaz, il est souhaitable de faire apparaître, en tête du règlement des zones du PLU, la mention suivante :

« Sont admis, dans l'ensemble des zones définies ci-après sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité. »

De plus, dans chaque zone traversée par un ouvrage GRTgaz, il est nécessaire que soient autorisés à la construction les équipements d'intérêt collectif et de service public.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz - DO – PERM Équipe Travaux Tiers & Urbanisme 10 rue Pierre Semard CS 50329 69363 LYON CEDEX 07 Tél : 04 78 65 59 59 urbanisme-rm@grtgaz.com

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : **0800 24 61 02**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant la commune

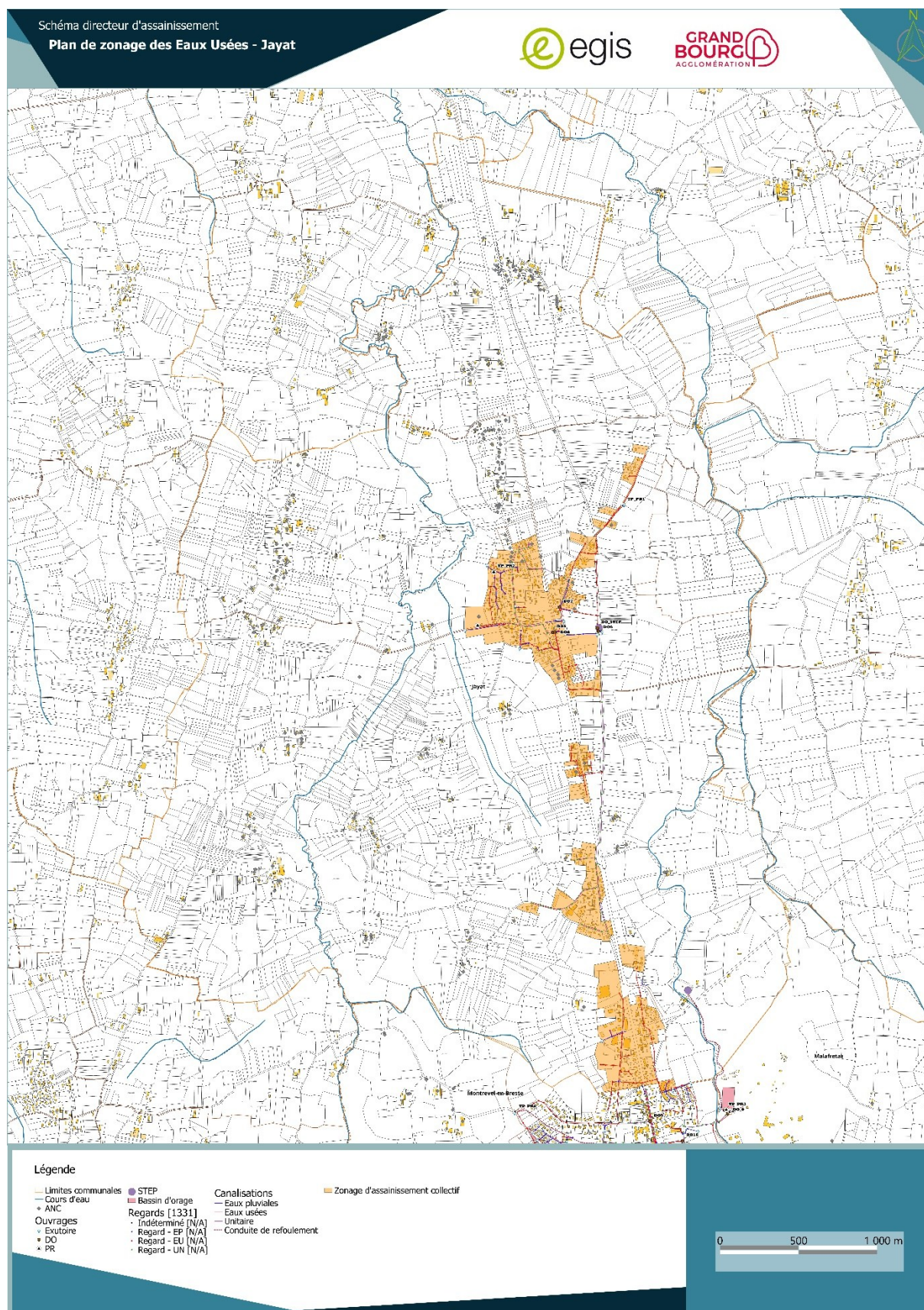
Cet ouvrage impacte le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage I3) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation I1).

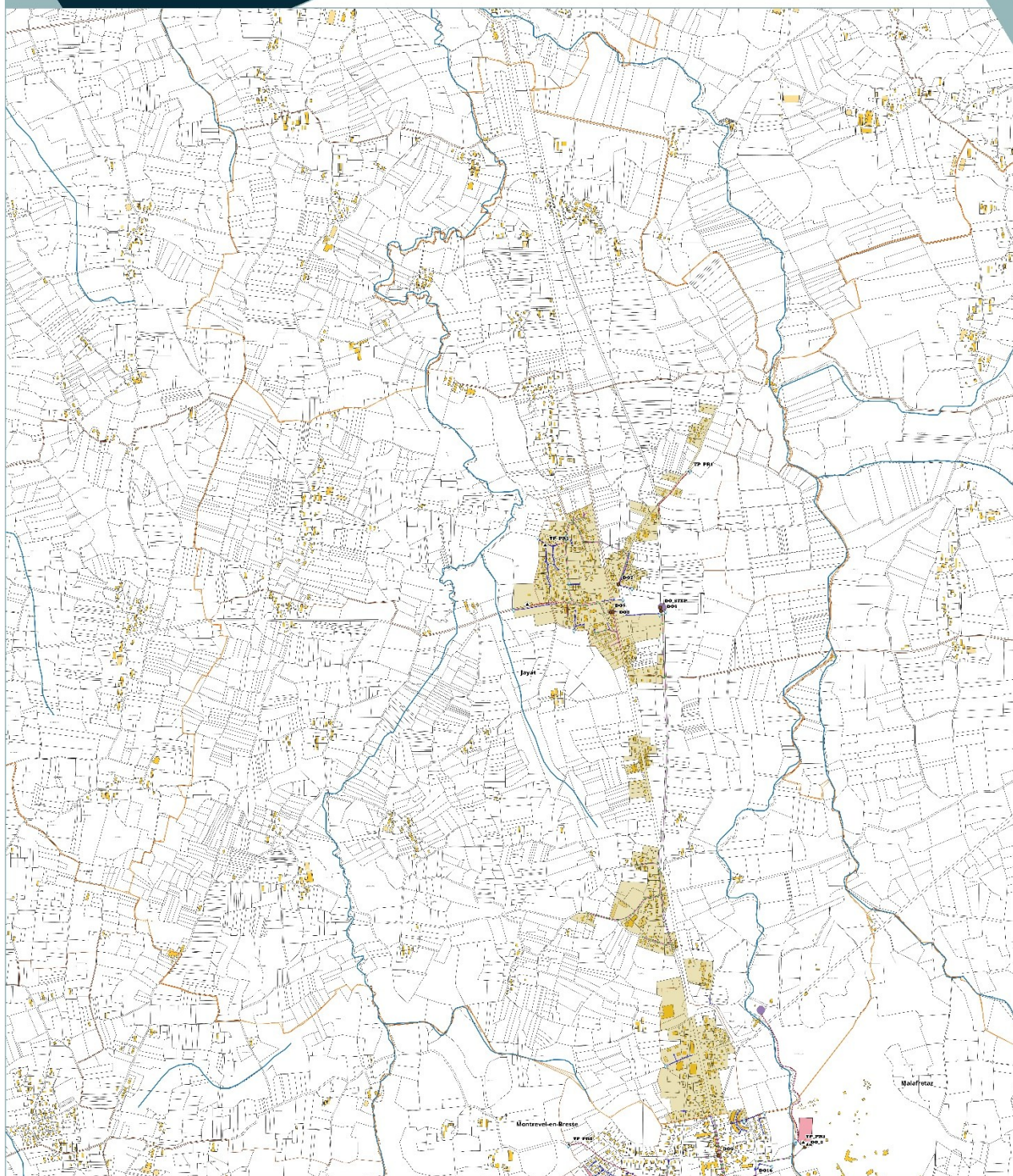
Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
ARTERE DU MACONNAIS	600	80

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Section II/ Les annexes sanitaires

Annexe 3. SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT





— Limites communales
— Cours d'eau
Ouvrages
• Exutoire
• DO
• PR
• STEP
• Bassin d'orage

Regards [1331]
• Regard - EP [N/A]
• Regard - UN [N/A]
Canalisations
— Eaux pluviales
— Unitaire

— Conduite de refolement

Zone de maîtrise de ruissellement

1. L'aménageur doit infiltrer sur la parcelle les eaux pluviales et de ne prévoir aucun rejet sur le domaine public.
2. L'aménageur doit privilégier l'infiltration sur la parcelle des eaux pluviales et ne prévoir aucun rejet sur le domaine public lorsque cela est possible.
3. Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer, il sera alors laissé la possibilité de rejeter les eaux pluviales à débit régulier dans un milieu naturel superficiel en respectant les prescriptions techniques et l'autorisation de rejet de l'autorité compétente.

0 500 1 000 m

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT JAYAT MALAFRETAZ ET MONTREVEL-EN-BRESSE

COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES

26 juillet 2024



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s)	Didier THOMAS
Date	Juillet 2024
Version	V3
Référence	CES0215 – SDA communes de Jayat Malafretaz Montrevel-en-Bresse

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Rédigé par	Visé par	Modifications
V1	Mai 2024	D. THOMAS	D. THOMAS	1 ^{ère} diffusion
V2	Juin 2024	D. THOMAS	D. THOMAS	Reprise remarques GBA
V3	Juillet 2024	D. THOMAS	D. THOMAS	Reprise remarques GBA
V4	Juillet 2024	D. THOMAS	D. THOMAS	Reprise remarques DREAL

DESTINATAIRES

Nom	Entité
F. CHAGNARD	Grand Bourg Agglomération
C. SUBLIME	Grand Bourg Agglomération
S. PERRIN	Commune de Jayat



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES
26 juillet 2024

2/70

SOMMAIRE

1 - CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	9
1.1 - Objectifs de l'étude	9
1.2 - Déroulement de l'étude	9
1.3 - Rappel du contexte réglementaire	10
2 - PRESENTATION DE L'AIRE D'ETUDE.....	11
2.1 - Situation	11
2.2 - Contexte géologique et hydrogéologique.....	12
2.3 - Environnement et milieu naturel	13
2.3.1 - Espaces protégés	13
2.3.2 - Problématique d'eutrophisation.....	15
2.3.3 - Autres pressions sur les milieux aquatiques	15
2.3.4 - Risques naturels.....	16
2.4 - Usages sensibles	16
2.4.1 - Alimentation en eau potable.....	16
2.4.2 - Zones de baignade	16
2.5 - Contexte pluviométrique.....	17
3 - CARACTERISTIQUES ET QUALITE DU MILIEU RECEPTEUR.....	18
3.1 - Contexte hydrographique	18
3.1.1 - Bassin versant	18
3.1.2 - Masses d'eau.....	18
3.1.3 - Débits caractéristiques.....	20
3.2 - Documents d'orientation et de programmation en matière de gestion et de protection des milieu aquatiques	21
3.2.1 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	21
3.2.2 - Contrat de rivière de la Reyssouze.....	22
3.3 - Analyse des données historiques milieu naturel	23
3.3.1 - Physico-chimie générale des eaux	23
3.3.2 - Hydrobiologie des eaux.....	24
4 - DONNEES URBAINES GENERALES	25
4.1 - Logement.....	25
4.2 - Démographie	26
4.3 - Les activités	26
4.4 - Consommation en eau potable	27
4.4.1 - Volumes consommés et rejets théoriques	27
4.4.2 - Gros consommateurs	27
5 - PROJETS D'URBANISATION	28
5.1 - Le projet de PLU.....	28

5.2 - Perspectives démographiques	31
6 - L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	32
6.1 - Patrimoine	32
6.1.1 - Réseaux de collecte et de transfert.....	32
6.1.2 - Stations d'épurations	34
6.1.2.1 - Station de Jayat.....	34
6.1.2.2 - Station de Cézille.....	35
6.1.3 - Station de pompage.....	35
6.1.4 - Ouvrages de déversement	36
6.2 - Bilan de fonctionnement	36
6.2.1 - Système de Jayat	36
6.2.1.1 - Volumes journaliers.....	36
6.2.1.2 - Estimation des Eaux Claires parasites	37
6.2.1.3 - Pollution traitée et rejetée.....	38
6.2.1.4 - Synthèse	39
6.2.2 - Système de la Cézille.....	40
6.2.2.1 - Volumes journaliers.....	40
6.2.2.2 - Estimation des Eaux Claires parasites	40
6.2.2.3 - Flux polluants.....	41
6.2.2.4 - Rejets STEP – rendements	42
6.2.2.5 - Synthèse	43
6.3 - Actions à engager	44
7 - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	45
7.1 - Synthèse des contrôles de Grand Bourg Agglomération	45
7.2 - Etude antérieure	48
7.2.1 - Aptitude des sols à l'assainissement non-collectif.....	48
7.2.2 - Scénarii étudiés.....	49
8 - ZONAGE ASSAINISSEMENT.....	50
8.1 - Base de proposition des scenarios d'assainissement.....	50
8.1.1 - Détail des coûts d'investissement de l'assainissement non collectif	50
8.1.2 - Seuil de rentabilité théorique de raccordement sur un réseau d'assainissement collectif	50
8.2 - Actualisation du zonage d'assainissement	51
8.2.1 - Etude de zonage antérieure.....	51
8.2.2 - Scénario étudiés	51
8.2.2.1 - Chemin de la Croix de Bois.....	52
8.2.2.2 - Grand Vigneux.....	53
8.3 - Conclusion	55
9 - ZONAGE DES EAUX PLUVIALES.....	56
9.1 - Rappel réglementaire.....	56
9.2 - Le patrimoine eaux pluviales.....	57

9.3 - Stratégie de gestion des eaux pluviales	57
9.3.1 - Priorités d'actions et objectifs fondamentaux.....	57
9.3.2 - Privilégier l'infiltration.....	59
9.3.3 - Limitation des débits de ruissellement – notion de débit de fuite	61
9.3.4 - Stratégie à retenir	61
9.4 - Proposition de zonage pluvial.....	62
9.5 - Solutions techniques envisageables	64
9.5.1 - Gestion quantitative des eaux pluviales.....	64
9.5.2 - Gestion qualitative des eaux pluviales	65
10 - ANNEXES	66
ANNEXE 1 – ZONAGE DES EAUX USEES.....	67
ANNEXE 2 – ZONAGE DES EAUX PLUVIALES	68
ANNEXE 3 – ZONAGE ASSAINISSEMENT 2007-2014	69

REFERENCES FIGURES

Figure 1 – Plan de localisation.....	11
Figure 2 – Carte géologique de la zone d'étude	12
Figure 3 – Carte des zones sensibles de la commune de Jayat	14
Figure 4 – cumuls moyens mensuels à SAINT-Julien-Sur-Reyssouze	17
Figure 5 – Carte des cours d'eau de la commune de Jayat	19
Figure 6 – Débits mensuels de la Reyssouze à Bourg-en-Bresse de 1983 à 2023	20
Figure 7 – Répartition des logements sur la commune	25
Figure 8 – Evolution de la Répartition des logements.....	25
Figure 9 – Evolution démographique (1968-2021)	26
Figure 10 – Projet de Plan local d'urbanisme de Jayat.....	29
Figure 11 – Projet de Plan local d'urbanisme de Jayat – OAP1 et OAP3	30
Figure 12 – Projet de Plan local d'urbanisme de Jayat – OAP2.....	30
Figure 13 – Plans des réseaux et ouvrages sur la commune de Jayat.....	33
Figure 14 – Schéma de fonctionnement de la staion d'épuration de jayat	34
Figure 15 – Schéma de fonctionnement de la station d'épuration de Cézille.....	35
Figure 16 – Système de JAyat - Evolution des ECPP sur l'année	38
Figure 17 – Système de la Cézille - Evolution des ECPP sur l'année	41
Figure 18 – EtaT des systèmes d'assainissement non collectifs.....	45
Figure 19 – Localisation des dispositifs ANC.....	47
Figure 20 – Localisation scénario ch. de la Croix de Bois	52
Figure 21 – Localisation scénario hameau de Grand Vigneux.....	54

REFERENCES TABLEAUX

Tableau 1 – Précipitations cumulées mensuelles relevées à St-Julien-sur-Reyssouze (en mm).....	17
Tableau 2 – Débits caractéristiques de La Reyssouze à Bourg-en-Bresse.....	20
Tableau 3 – Objectifs d'état des masses d'eau fixés par le SDAGE RHONE.....	22
Tableau 4 – Répartition des logements sur la commune.....	25
Tableau 5 – Evolution démographique.....	26
Tableau 6 – Gros consommateurs raccordés au systèmes d'assainissement de Cézille.....	27
Tableau 7 – Linéaire de réseaux et nombre total de regard	32
Tableau 8 – Caractéristiques des stations d'épuration.....	34
Tableau 9 – Inventaire des stations de pompage.....	35
Tableau 10 – Volumes annuels pour le système de Jayat.....	37
Tableau 11 – Système de collecte de Jayat – Bilan STEP 2019-2022	39
Tableau 12 – Volumes annuels pour le système de la Cézille	40
Tableau 13 – Système de collecte de la Cézille - Flux polluants en entrée de STEP	41
Tableau 14 – Système de collecte de la Cézille – Concentration moyenne annuelle de rejet et rendement épurationire	42
Tableau 15 – Conformité des dispositifs d'assainissement non-collectif.....	45
Tableau 16 – Couts de l'assainissement non-collectif	50
Tableau 17 – Investissement pour assainissement collectif et non-collectif – Croix de Bois	52
Tableau 18 – Ch. Croix de Bois : Comparaison assainissement collectif et non-collectif	53
Tableau 19 – Investissement pour assainissement collectif et non-collectif – Grand Vigneux	53
Tableau 20 – Grand Vigneux : Comparaison assainissement collectif et non-collectif	55

ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

ACRONYME	DEFINITION
AEP	Alimentation en Eau Potable
Aval, amont	Utilisés ici comme adjectifs pour des raisons pratiques...- mais cependant non accordés.
By-pass,	Détournement d'effluents vers un collecteur différent de celui emprunté en situation normale
BC, BM	Bassin de collecte ou bassin de mesure : appellation identique définissant une zone de collecte de rejet d'eaux usées
BSR	Bassin de stockage restitution : ouvrage qui stocke temporairement des sur débits pour les restituer par la suite
DBO ₅	Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours : appréciation du niveau de pollution organique par action biologique ; exprimé en masse de O ₂ par unité de volume
DCO	Demande chimique en Oxygène : appréciation du niveau de pollution organique par action chimique ; exprimé en masse de O ₂ par unité de volume
DCO/DBO ₅	Ratio caractérisant la biodégradabilité d'un effluent (<2 effluent facilement biodégradable ; 2<4 effluents moyennement biodégradables ; > 4 effluent difficilement biodégradable)
DN	Diamètre nominal
DO	Déversoir d'Orage : sur réseau unitaire ou EU..., il s'agit d'un by-pass vers le milieu naturel dont le fonctionnement est dû à une surcharge hydraulique d'origine pluviale du réseau.
ECM	Eaux Claires Météoriques : eaux de ruissellement parvenant par erreur au réseau d'eaux usées
ECPP	Eaux Claires Parasites Permanentes : eaux généralement de nappe phréatique (quelquefois de fuites de réseau d'eau potable) qui parviennent dans un réseau d'assainissement par faute d'étanchéité de ce dernier
ECR	Eaux Claires parasites de Ressuyage : ces eaux qui provoquent le même phénomène que les ECPP proviennent de la percolation des eaux de pluie dans les sols perméables au voisinage des réseaux d'assainissement
EH ou éq-hab	Equivalent Habitant : désigne un flux de pollution et de débit correspondant en moyenne à la production de pollution d'un habitant ; base définie par l'article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales complété par l'article 1 du Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 ;
EP	Eaux Pluviales
EU	Eaux Usées
IBGN	Indice Biologique Global Normalisé
IPS	Indice de Pollutosensibilité Spécifique
MES	Taux de Matières en Suspension ; exprimé en masse par unité de volume (donne un indicateur de la turbidité de l'eau)
NH ₄	Taux Ammoniacque ; signe très souvent une pollution d'origine domestique ; exprimé en masse par unité de volume

NO ₃	Taux de Nitrates ; exprimé en masse par unité de volume
O ₂	Taux d'Oxygène dissous dans l'eau
PPM	Unité de proportion = part-par-million. Exemple : 100ppm = 100 / 1.000.000 de litre, de kilo, 0.1 mg / L, 0.1 ml / L,
PR	Poste de refoulement/relèvement
SATESE	Service d'Assistance Technique pour l'Exploitation des Stations d'Épuration
Sélectivité	Pour un réseau séparatif : c'est sa performance dans la séparation des eaux de différentes natures : un système qui présente des défauts de sélectivité présente des eaux usées dans son réseau pluvial et/ou des eaux pluviales dans son réseau d'eaux usées
STEP ou STEU	Station d'épuration
T	Canalisation de section ovoïde
Tête de réseau	Désigne le point de départ amont d'un réseau.
TN	Terrain Naturel
TS	Temps Sec
TP	Temps de Pluie
UN	Unitaire(s)
Ø	Canalisation de section circulaire

1 - CONTEXTE ET OBJECTIFS

1.1 - Objectifs de l'étude

Pour satisfaire à l'obligation réglementaire de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par arrêté du 31 juillet 2020 imposant l'établissement d'un « diagnostic du système d'assainissement d'une fréquence n'excédant pas 10 ans », Grand Bourg Agglomération a décidé de mettre les documents à jour pour la commune de Jayat.

Grand Bourg Agglomération a donc lancé une mission d'étude globale sur la gestion de l'assainissement sur le territoire des communes de Jayat, Montrevel-en-Bresse et Malafretaz, complétée par la mise à jour des documents stratégiques (zonages).

Les enjeux de l'étude sont les suivants :

- Etablir un diagnostic de fonctionnement du système d'assainissement en caractérisant de manière qualitative et quantitative :
 - Les flux hydrauliques et de pollution collectés, traités et rejetés par le système d'assainissement dans le milieu naturel ;
 - Les quantités d'eaux usées non collectées du fait des mauvais branchements ;
 - L'état structurel des réseaux et de la station de traitement des eaux usées ;
 - L'impact des rejets sur le milieu récepteur.
- Etablir le schéma directeur d'assainissement avec un programme pluriannuel et hiérarchisé d'investissements et d'actions propres à réduire les rejets de pollution et leur impact sur le milieu naturel en conformité avec la réglementation tout en tenant compte des évolutions prévisibles de l'urbanisation.
- Mettre à jour les documents réglementaires.

L'objectif de l'étude est donc de fournir aux élus les éléments techniques et financiers d'aide à la décision quant aux choix d'aménagement du système d'assainissement, tout en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes, améliorant les rendements des équipements en place et participant à l'amélioration de la qualité des milieux récepteurs.

1.2 - Déroulement de l'étude

Pour parvenir à l'élaboration d'un bilan patrimonial, du diagnostic de fonctionnement, et de sa traduction en schéma directeur d'assainissement et dans les documents de zonage, l'étude s'est déroulée en 4 phases techniques complétées par le document de zonage :

- Phase 1 : Etats des lieux préliminaires, comprenant recueil des données, interprétation, mise à jour des plans ;
- Phase 2 : Campagnes de mesures sur les réseaux et le milieu naturel ;
- Phase 3 : Localisation précise des anomalies et des dysfonctionnements du système d'assainissement ;
- Phase 4 : Elaboration du schéma directeur de l'assainissement collectif
- Actualisation du zonage des Eaux usées et des Eaux Pluviales

Le présent document constitue le zonage des Eaux Usées et des Eaux Pluviales qui sera soumis à l'enquête publique.

1.3 - Rappel du contexte réglementaire

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 impose aux communes ou leurs groupements de définir, après étude préalable et enquête publique, un zonage des Eaux Usées et des Eaux Pluviales.

Cet article mentionne notamment que les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

■ **Eaux Usées**

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien.

La détermination du zonage doit résulter d'une étude préalable comprenant :

- L'analyse de l'existant et la prise en compte de l'urbanisation future de la commune ;
- La comparaison technico-économique des solutions permettant de choisir par zone le type d'assainissement ;
- Les répercussions financières sur le prix de l'eau.

Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il est soumis à enquête publique, obligatoire avant d'approuver la délimitation de ces zones. Le dossier soumis à enquête doit comporter :

- Le projet de carte de zonage d'assainissement de la commune ;
- La notice justifiant le zonage et comprenant l'analyse de l'existant, les solutions techniques étudiées, leurs coûts, leurs avantages et inconvénients.

Les textes réglementaires à prendre en compte pour l'assainissement non collectif sont les suivants :

- L'arrêté du 21 juillet 2015 fixe les prescriptions minimales applicables à la collecte, au transport, au traitement des eaux usées pour des dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (> 20 équivalents-habitants) ;
- L'arrêté du 7 septembre 2009 est la nouvelle réglementation en matière d'assainissement non collectif pour les installations recevant une charge de pollution inférieure à 1,2 kg DBO5/j (soit 20 équivalents-habitants). Elle remplace l'arrêté du 6 mai 1996 modifié par arrêté du 24 décembre 2003,
- Le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement.

Le DTU 64.1 (mars 2007) précise les règles de mise en œuvre des ouvrages d'assainissement non collectif.

■ **Eaux pluviales :**

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

A partir de ce constat, le schéma directeur d'assainissement réalisé sur les communes de Jayat, Montrevel-en-Bresse et Malafretaz a permis de définir les recommandations et moyens à mettre en œuvre pour assainir de manière optimale les eaux usées et eaux pluviales de la commune de Jayat au moindre coût, dans les respects des contraintes du milieu.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 10/70
26 juillet 2024

2 - PRESENTATION DE L'AIRE D'ETUDE

2.1 - Situation

La commune de Jayat est située au nord-ouest du département de l'Ain (01) à environ 20 km au nord de Bourg-en-Bresse. La commune de Jayat fait partie de Grand Bourg Agglomération (GBA).

Les altitudes minimum et maximum de l'aire d'étude sont respectivement de 188 m et 215 m.

FIGURE 1 – PLAN DE LOCALISATION



2.2 - Contexte géologique et hydrogéologique

Les données et analyses réalisés par le BRGM ont été consultées.

L'ensemble du département de l'Ain appartient au bassin hydrologique du Rhône. Le département de l'Ain présente une géomorphologie contrastée puisqu'il se situe entre la partie méridionale de la chaîne montagneuse du Jura (à l'Est) et un territoire de grandes plaines (à l'Ouest).

FIGURE 2 – CARTE GEOLOGIQUE DE LA ZONE D'ETUDE



Source : Infoterre (BRGM)

La commune de Jayat appartient à l'unité géomorphologique de la plaine bressane. Limitée à l'Est par les abrupts calcaire du Jura, celle-ci constitue une zone de plaines occupées au Pliocène par un vaste lac, correspond à une zone d'effondrement entre le Massif Central et le Jura. Le substratum de Bresse est constitué d'alluvions tertiaires argilo-siliceuses d'âge miocène, apportées par l'ancienne Saône et le fleuve qui faisait communiquer le Rhône et le Rhin.

Les formations affleurantes sur le territoire sont représentées par des terrains récents appartenant à l'ère Quaternaire. Il s'agit d'alluvions fluviales et torrentiels du Pliocène supérieur continental pour la couche p2c et des alluvions modernes de l'holocène pour la couche Fz, à proximité des cours d'eau ;

Ces terrains, à dominantes argileuse ou marneuse à priori peu favorables à l'infiltration, ont favorisé la constitution de nappes aquifères. Ces nappes représentent par conséquent d'importants puits de captage de ressource en eau potable. Un captage d'eau potable est d'ailleurs présent sur la commune voisine de Foissiat au lieu-dit Cours d'Amont. La particularité géologique du territoire a fait se développer l'activité d'extraction de matériaux dans la plaine alluvionnaire, à l'est de Montreuil-en-Bresse. On recense aujourd'hui de nombreuses gravières, dont les extractions ont permis d'aménager la base de loisir de la Plaine Tonique.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 12/70
26 juillet 2024

2.3 - Environnement et milieu naturel

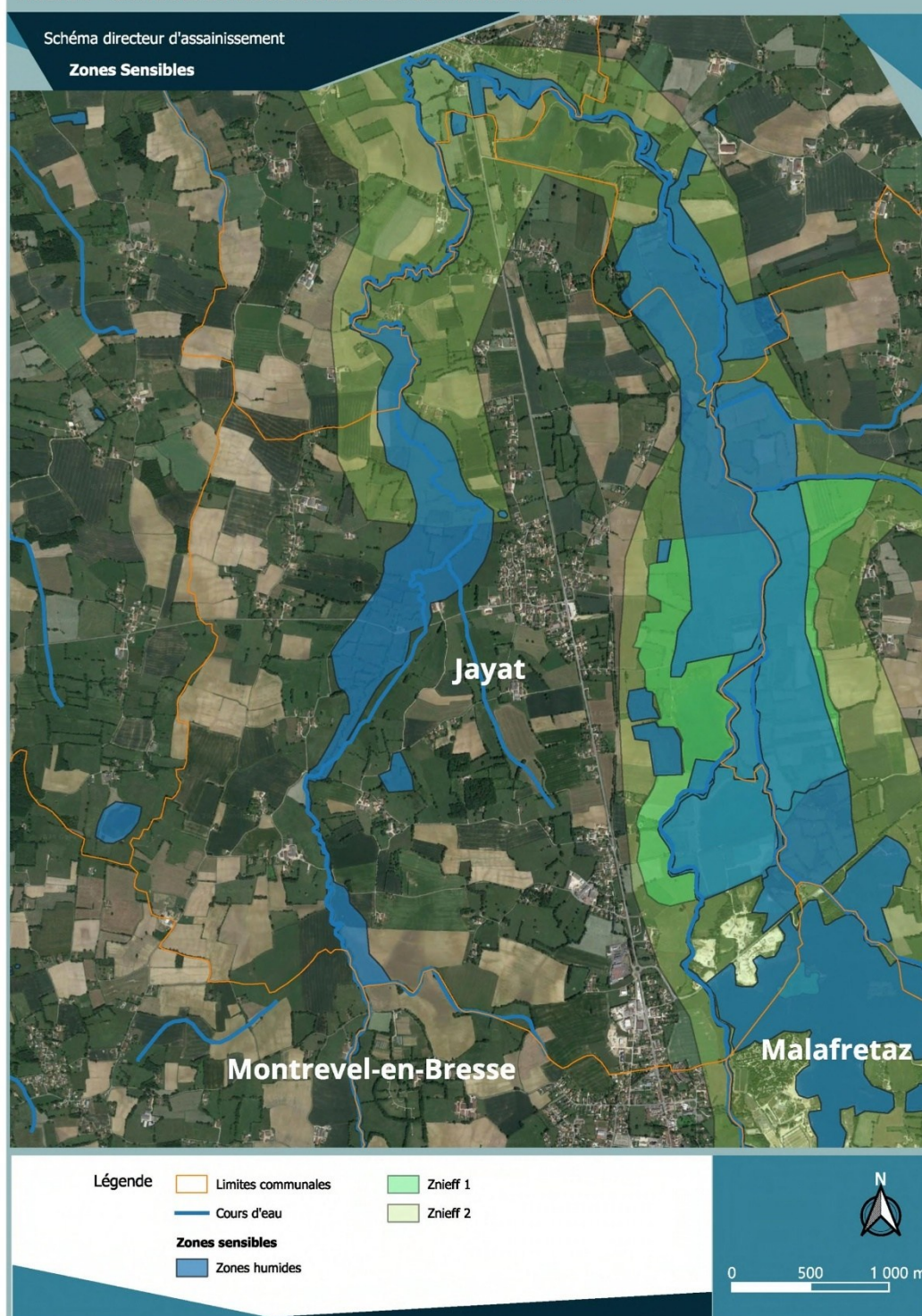
2.3.1 - Espaces protégés

Pour l'implantation d'éventuels futurs aménagements, le contexte écologique doit être étudié et en particulier la présence d'espaces naturels sensibles et/ou protégés :

- ZNIEFF de type I :
 - 820030894 : Ile de Malafretaz (37 ha)
 - 820030866 : prairies de Jayat, du Curtulet et de Césille (255 ha)
- ZNIEFF de type II :
 - 820030864 : Basse Vallée de la Reyssouze (32 km²)
- Zones humides :
 - 01ZH0343 : Etang de Jayat
 - 01ZH1107 : Mare la croix de bois
 - 01ZH1123 : Mare les Nièvres
 - 01ZH1301 : Plan d'eau du grand lac
 - 01ZH1470 : Prairie humide de Jayat
 - 01ZH1512 : Prairie humide de Ruiset
 - 01ZH1512 : Prairie humide des Folières
 - 01ZH1567 : Prairie humide les Vernais
 - 01ZH1568 : Prairie humide de les Vernes
 - 01ZH1672 : Rivière la Reyssouze 03
 - 01ZH1673 : Rivière la Reyssouze 04
 - 01ZH1823 : Ruisseau le Reyssouzet
 - 01ZH1824 : Ruisseau le Salencon
- ZICO : néant
- NATURA 2000 (Directive Habitats) : néant
- Arrêtés préfectoraux de protection de biotope : Néant
- Réserve Naturelle Nationale ou encore Parc Naturel National ou Régional : Néant

Le secteur d'étude est situé dans l'Hydroécorégion Plaine de Saône (HER 15), dans la Bresse, vaste plaine agricole. La Bresse est une zone bocagère, majoritairement composée de champs céréaliers bordés de haies et de prairies dans les vallons humides. Quelques étangs annoncent la Dombes plus au sud. On trouve sur les communes d'étude plusieurs zones humides d'intérêt, notamment tout le long de la Reyssouze et du Reyssouzet, s'élargissant au niveau des lacs de Montrevel/Malafretaz et à leur aval.

FIGURE 3 – CARTE DES ZONES SENSIBLES DE LA COMMUNE DE JAYAT



2.3.2 - Problématique d'eutrophisation

La totalité du territoire d'étude est sensible à l'eutrophisation. La réduction de l'eutrophisation des cours d'eau était un des objectifs du dernier contrat de rivière de la Reyssouze et reste une grande problématique dans les cours d'eau de la zone d'étude. Les enjeux pour les systèmes d'assainissements concernent la réduction des rejets en nutriments pour réduire leur impact sur l'eutrophisation des milieux.

2.3.3 - Autres pressions sur les milieux aquatiques

Dans les années 1950 à 90, la Reyssouze a été curée, élargie et son tracé modifié. Le Reyssouzet, tout comme d'autres affluents de la Reyssouze, a été curé à cette même époque. De ces modifications des cours d'eau, résulte une habitabilité du milieu dégradée.

La Reyssouze en amont de Malafretaz a une qualité hydromorphologique et une habitabilité moyenne à mauvaise. Sur tout le long du secteur d'étude, la qualité hydromorphologique est mauvaise, avec une quasi-absence de frayères et de caches, une ripisylve peu présente, un ombrage très faible, un lit très large, des écoulements lents, un fond de lit colmaté et des berges moyennes à hautes dégradées. (BURGEAP 2012) Les problématiques sur le Reyssouzet sont similaires avec une plus grande variabilité des largeurs et profondeurs de son lit.

Cette dégradation de l'habitabilité et de la qualité hydromorphologique rend le cours d'eau plus sensible et plus fragile, avec une capacité de régénération diminuée. L'augmentation en nutriment dans le cours d'eau par exemple donnera lieu plus rapidement à une eutrophisation du milieu, qui impactera les peuplements déjà vulnérables.

Le long de la Reyssouze se trouvent 44 ouvrages en travers du cours d'eau, et 4 se trouvent sur le Reyssouzet rendant la migration piscicole difficile en période de hautes eaux et impossible en période d'étiage. (BURGEAP 2012) La restauration de la continuité écologique est un des objectifs du SDAGE.

Ces ouvrages, ayant un impact direct sur le débit du cours d'eau, peuvent également, en cas de mauvaise gestion, créer des périodes de débits très réduits voir d'assecs (non-respect des débits réservés par exemple). La présence de ces ouvrages peut donc contribuer à l'augmentation de la sensibilité du milieu par la réduction de la capacité de dilution du cours d'eau.

Tous les cours d'eau présents sur les communes d'études sont de catégorie 2.

Certaines espèces envahissantes ont colonisé le bassin versant de la Reyssouze avec notamment :

- Le Ragondin : espèce inscrite sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne et dans le premier groupe du classement des nuisibles par arrêté ministériel annuel en France. Sa présence amène la déstabilisation des berges, l'envasement des cours d'eau et une diminution de la ripisylve.
- La Renouée du Japon, plante exotique et invasive, impactant fortement la ripisylve car à développement très rapide et hautement compétitif.
- L'Ecrevisse américaine, espèce introduite et invasive, présente en 2010 sur la Reyssouze et le Reyssouzet.
- L'Ecrevisse de Louisiane, observée en 2010 dans un étang sur la partie amont du Reyssouzet à Saint-Martin-le-Châtel, considérée comme invasive.

Le Ragondin et la Renouée du Japon sont deux espèces participant à la dégradation de la ripisylve et par cela à la baisse de l'habitabilité du cours d'eau et par cela à la diminution de ses capacités d'autoépuration.

2.3.4 - Risques naturels

- Inondations : Risque existant
- Mouvements de terrain : Risque inexistant
- Cavités souterraines : Risque inexistant
- Séismes : Risque existant - faible
- Radon : Risque existant - faible
- Retrait-gonflements des sols argileux : Risque existant - modéré

Pour conclure, le système d'assainissement est situé sur des zones humides. Il est exposé à un risque d'inondation avec une partie du territoire en zone inondable. Il est également exposé à un risque modéré de retrait-gonflement des argiles et un faible risque de séismes, ou encore de radons.

2.4 - Usages sensibles

2.4.1 - Alimentation en eau potable

Aucun captage d'eau ne se trouve sur la commune de Jayat. Le captage le plus proche est le captage de Foissiat, commune limitrophe de Jayat.

2.4.2 - Zones de baignade

Une zone de baignade réglementaire se trouve à proximité du territoire, sur la commune de Malafretaz. Pour le plan d'eau de la base de plein air « La Plaine Tonique » situé sur le Grand lac de Montrevel-en-Bresse, la qualité a été classée « Excellente » sur les 4 dernières saisons (selon la directive 2006/7/CE).

Les lagunes (bassin d'orage) du système de collecte de la STEP de Cézille (Montrevel-en-Bresse/Malafretaz/Jayat) qui se rejettent dans la Reyssouze se trouvent à proximité de la base de Loisirs et les rejets se font dans la Reyssouze courant sur le côté ouest du lac. **La Reyssouze ne rejoint pas le plan d'eau.**

2.5 - Contexte pluviométrique

La zone d'étude peut être décrite à partir des données pluviométriques de la station Météo France de Saint-Julien-sur-Reyssouze située à environ 3,5 km au nord de Jayat.

Le secteur est caractérisé par un climat à tendance continentale, avec des précipitations supérieures à la moyenne nationale, d'environ 1 000 mm par ans. Le tableau ci-après présente la pluviométrie mensuelle pour chaque année relevée par la station météo de Saint-Julien-sur-Reyssouze.

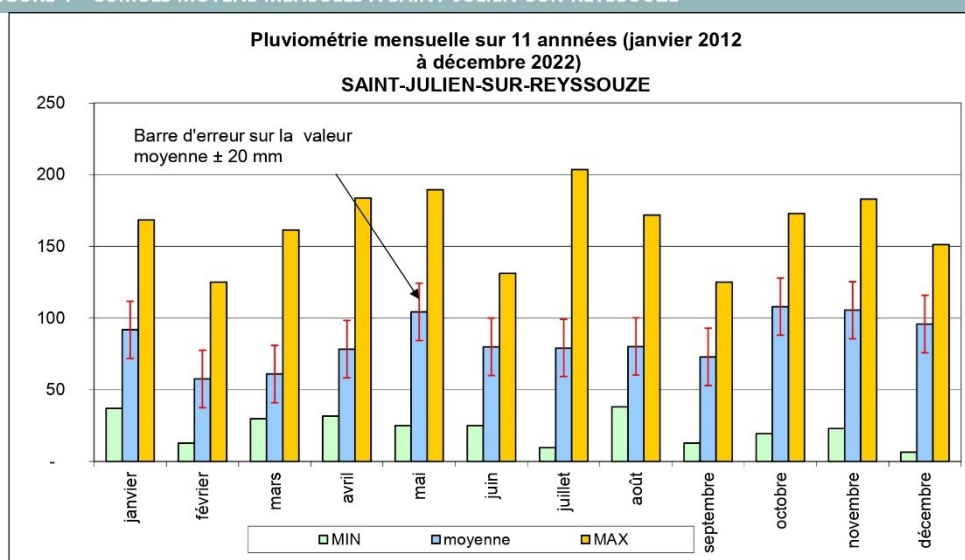
TABLEAU 1 – PRECIPITATIONS CUMULEES MENSUELLES RELEVÉES A ST-JULIEN-SUR-REYSSOUZE (EN MM)												
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	moyenne
janvier	93,3	105,8	87,5	119,6	123,3	36,9	168,3	66,1	42,4	128,6	38,0	91,8
février	12,7	67,4	125,2	55,7	90,1	57,0	43,0	35,2	49,6	42,3	55,5	57,6
mars	42,3	72,1	29,7	45,0	69,3	61,8	161,3	55,2	57,9	39,4	37,4	61,0
avril	140,2	126,9	39,2	49,1	183,9	49,2	37,6	79,6	31,5	73,8	49,8	78,3
mai	93,5	189,6	56,6	61,5	166,9	115,5	174,4	43,4	71,3	149,9	24,9	104,3
juin	131,2	86,0	50,0	24,9	126,2	40,6	55,9	81,4	76,8	99,7	106,5	79,9
juillet	79,0	69,8	167,0	20,7	66,5	78,8	72,3	67,2	36,1	203,6	9,5	79,1
août	123,2	57,1	62,7	49,3	48,9	73,8	171,8	134,2	55,7	68,2	38,1	80,3
septembre	121,1	64,8	17,0	115,8	95,7	59,3	12,7	39,3	77,6	74,1	125,2	73,0
octobre	90,4	109,1	115,2	93,7	118,5	19,4	84,9	172,0	172,9	123,9	87,5	108,0
novembre	183,0	153,4	159,6	40,7	134,9	101,6	86,3	140,4	22,9	48,9	88,9	105,5
décembre	134,4	95,0	96,9	32,5	6,4	132,5	91,9	98,3	131,7	151,4	82,8	95,8
TOTAL	1 244,3	1 197,0	1 006,6	708,5	1 230,6	826,4	1 160,4	1 012,3	826,4	1 203,8	744,1	1 014,6
Moyenne (%)	123%	118%	99%	70%	121%	81%	114%	100%	81%	119%	73%	

valeur supérieur à un écart type
 valeur inférieur à un écart type
 valeur moyenne plus ou moins un écart type

2012 et 2016 sont des années très pluvieuses, avec un total trop supérieur à la moyenne, tandis que 2015 et 2022 sont des années sèches, avec un total bien inférieur à la moyenne.

La pluviométrie moyenne, minimale et maximale sur l'ensemble de ces 11 années, sont représentées dans la figure ci-après.

FIGURE 4 – CUMULS MOYENS MENSUELS A SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE



3 - CARACTERISTIQUES ET QUALITE DU MILIEU RECEPTEUR

3.1 - Contexte hydrographique

3.1.1 - Bassin versant

La commune de Jayat se trouve dans le sous-bassin versant de la Reyssouze. Le bassin versant de la Reyssouze a une superficie approximative de 500 km², situé pour sa totalité dans le département de l'Ain. Il est bordé à l'est par le massif du Revermont, au sud par le plateau de la Dombes et se jette dans la Saône à l'ouest.

3.1.2 - Masses d'eau

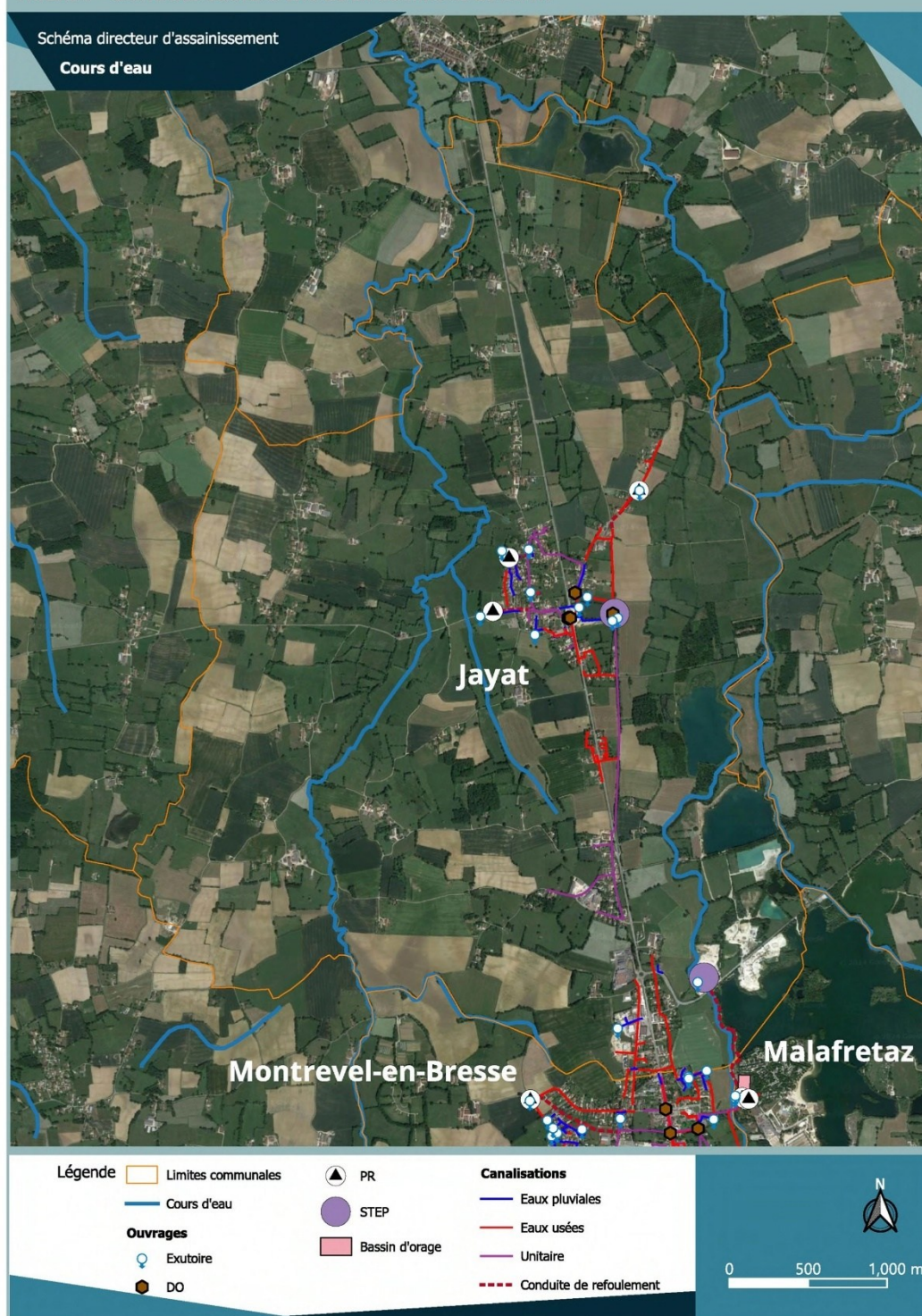
La Reyssouze court sur 75 km et son bassin versant est constitué au total de 232 km de cours d'eau. La commune de Jayat est traversée par plusieurs cours d'eau, représentés sur la carte ci-après.

Le Reyssouzet est le plus long affluent de la Reyssouze avec ses 23 km. La confluence avec la Reyssouze se situe sur la commune de Jayat.

Deux stations de mesure hydrométrique se trouvent à proximité sur la Reyssouze sur les communes de Saint-Jean-sur-Reyssouze et Bourg-en-Bresse (Majornas).

Il faut noter également la présence du cours d'eau Salençon en limite sud-est de la commune et le plan d'eau, de la Gravière de Montrevel.

FIGURE 5 – CARTE DES COURS D'EAU DE LA COMMUNE DE JAYAT



3.1.3 - Débits caractéristiques

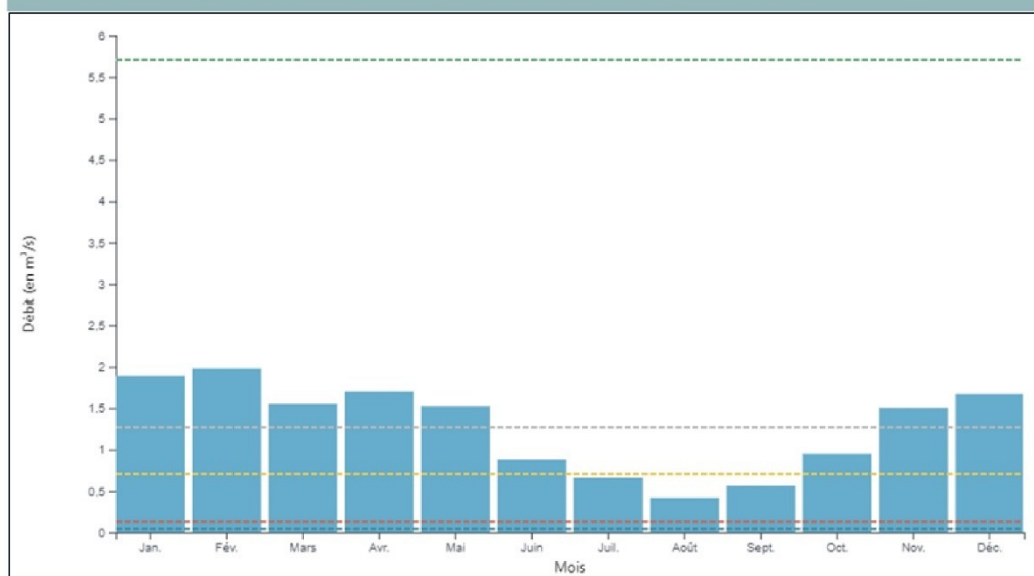
Les données suivantes sont issues d'Hydroportail. Elles concernent la station hydrométrique de la Reyssouze à Bourg-en-Bresse.

■ Module (moyenne interannuelle)

La Reyssouze à Bourg-en-Bresse présente un module de 1,26 m³/s.

Les débits mensuels moyens du 01/01/1983 au 23/02/2023 sont présentés ci-après :

FIGURE 6 – DEBITS MENSUELS DE LA REYSSOUZE A BOURG-EN-BRESSE DE 1983 A 2023



Source : Hydroportail

■ Débits caractéristiques

En période d'étiage, le débit mensuel minimal quinquennal, QMNA₅, est de l'ordre de 0,296 m³/s, soit 23,5 % du module.

TABLEAU 2 – DEBITS CARACTERISTIQUES DE LA REYSSOUZE A BOURG-EN-BRESSE

	La Reyssouze à Bourg-en-Bresse	Unité
Module	1,26	m³/s
Etiage – QMNA ₂	0,168	m³/s
Etiage – QMNA ₅	0,091	m³/s
Crue journalière - biennale	21,7	m³/s
Crue journalière - quinquennale	27,4	m³/s
Crue journalière - décennale	31,2	m³/s
Crue journalière - vicennale	34,8	m³/s
Crue journalière - cinquantennale	39,4	m³/s

Source : Hydroportail

Sur la Reyssouze, de nombreux moulins sont présents, donnant lieu à des assecs ponctuels en période d'étiage dus à des retenues d'eau trop importantes au niveau des moulins.

Il n'existe pas de station hydrométrique sur le Reyssouzet. Celui-ci ne semble pas subir d'assecs.

3.2 - Documents d'orientation et de programmation en matière de gestion et de protection des milieux aquatiques

Ce chapitre synthétise les différents objectifs et mesures concernant la Reyssouze, le Reyssouzet et le Ruisseau de Salençon. Le territoire de Jayat est concerné par le SDAGE Rhône Méditerranée et par les contrats de rivière de la Reyssouze de 1997 à 2005 et de 2014 à 2018.

3.2.1 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Outre les mesures complémentaires qui visent à atteindre et maintenir le bon état des masses d'eau, le SDAGE définit les orientations générales en matière de gestion de l'eau et de préservation des milieux aquatiques. Ces orientations fondamentales constituent des principes à respecter dans le cadre de projets susceptibles d'impacter la gestion de l'eau et celle des milieux aquatiques.

Jayat appartient au sous-bassin versant référencé au SDAGE comme « Reyssouze et petits affluents de la Saône » (SA_04_04).

La commune est concernée par trois segments de Masse d'Eau Naturelle du SDAGE :

- Le Reyssouzet (FRDR593b) sur toute sa longueur : de sa source à Attignat à sa confluence avec la Reyssouze à Saint-Jean-sur-Reyssouze. **Son état écologique est classé en « Etat Médiocre » et son état physico-chimique est classé en « Bon Etat »**. Il est classé comme moyen ou petit cours d'eau de plaine de Saône.
- La Reyssouze (FRDR593a) « Le Jugnon, la Reyssouze de Bourg en Bresse à sa confluence avec le Reyssouzet et le Bief de la Gravière », **l'état écologique et l'état physico-chimique de ce segment sont classés « Mauvais »**. Il est classé comme moyen ou petit cours d'eau de plaine de Saône.
- Le Ruisseau de Salençon (FRDR11565) **l'état écologique de ce segment est classé « Médiocre » et son état physico-chimique est classé en « Bon Etat »**. Il est classé comme très petit cours d'eau de plaine de Saône.

Le plan d'eau Gravière de Montrevel (FRDL40) est aussi une masse d'eau du SDAGE, classée comme Masse d'Eau Artificielle. Les objectifs d'état pour la Gravière de Montrevel sont le Bon potentiel écologique à l'échéance 2021 ainsi que le Bon Etat chimique à l'échéance 2015 (avec et sans ubiquistes).

Les cours d'eau concernés par l'étude sont quant à eux tous classés en Objectifs Moins Stricts avec pour motif dérogatoire la faisabilité technique. Les objectifs à atteindre pour ces cours d'eau et notamment les éléments de qualité faisant l'objet d'une adaptation sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Ces masses d'eau et leur objectif d'atteinte de bon état sont présentés ci-après :

La Reyssouze fait l'objet d'une dérogation (2033) pour l'objectif d'état chimique pour faisabilité technique et condition naturelle pour les paramètres suivants : Benzo(b)fluoranthene, Benzo(g,h,i)perylene, Benzo(a)pyrene et Fluoranthene. Ces hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) se forment notamment lors de la combustion des matériaux fossiles, leur présence d'origine anthropique dans l'environnement résulte par exemple des échappements d'automobiles.

TABLEAU 3 – OBJECTIFS D'ETAT DES MASSES D'EAU FIXES PAR LE SDAGE RHONE									
N° Masse d'eau	Nom masse d'eau	Etat écologique			Etat chimique				
		Etat des lieux	Objectif	Délai	Etat des lieux	Objectif sans ubiquiste	Délai	Objectif avec ubiquiste	Délai
FRDR593a	Le Jugnon, La Reyssouze de Bourg-en-Bresse à la confluence avec le Reyssouzet et le bief de la Gravière	Mauvais	Bon	2027	Mauvais	Bon	2033	Bon	2033
FRDR593b	Le Reyssouzet	Médiocre	Bon	2027	Mauvais	Bon	2015	Bon	2027
FRDR11565	Ruisseau de Salençon	Médiocre	Bon	2027	Bon	Bon	2015	Bon	2015
FRDL40	Gravière de Montrevel n°1	Moyen	Bon potentiel	2027	Bon	Bon	2015	Bon	2015

Source : SDAGE Rhône-méditerranée 2021-2026

3.2.2 - Contrat de rivière de la Reyssouze

La commune de Jayat a été inscrite dans le premier (1997-2005) et second (2014-2018) contrat de rivière de la Reyssouze. Le premier contrat avait pour objectif le développement d'actions de restauration de la qualité des eaux puis le second la lutte contre l'eutrophisation et l'amélioration du fonctionnement des milieux aquatiques.

Aujourd'hui, et depuis 1957 la gestion des rivières du bassin versant ainsi que la compétence sur la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) est géré par le Syndicat du bassin versant de la Reyssouze. Depuis juillet 2019 le syndicat mène des actions sur la préservation et restauration des fonctionnalités des zones humides tout en agissant sur les thématiques de prévention des inondations.

Deux projets ont été menés par le syndicat durant les dernières années à Malafretaz située en amont : en 2018 la restauration de la continuité écologique au droit du moulin neuf avec le contournement du seuil du moulin en réaménagement le cours d'eau la Morte et en 2022 avec la création d'une Zone Tampon Humide Artificielle.

3.3 - Analyse des données historiques milieu naturel

Les données historiques sur la qualité de la physico-chimie générale des eaux de la Reyssouze et du Reyssouzet ont été récupérées via le portail Naiades pour les vingt dernières années sur la période estivale (2000-2022).

3.3.1 - Physico-chimie générale des eaux

Les données historiques donnent les informations suivantes sur la qualité physico-chimique des cours d'eau :

- Reyssouze – Amont Système d'Assainissement de Montrevel-en-Bresse et Malafretaz (Reyssouze à Cras-sur-Reyssouze)

En juin 2018, année de suivi la plus récente, le « Moyen Etat » était retenu pour la physico-chimie générale des eaux de la Reyssouze à Cras-sur-Reyssouze.

Au niveau de cette station, les eaux de la Reyssouze ont un pH légèrement élevé (classe « Bon Etat ») pouvant indiquer, lorsque couplé à une sursaturation de l'oxygénation des eaux, une tendance à l'eutrophisation des eaux. Le bilan des nutriments varie du « Bon Etat » à « l'Etat Médiocre » au cours des années de suivi. Les éléments déclassants sont les nitrites et les orthophosphates.

- Aval de Malafretaz et amont de la STEU de Montrevel (Reyssouze à Malafretaz)

En juin 2012, année de suivi la plus récente, le « Bon Etat » était retenu pour la physico-chimie générale des eaux de la Reyssouze à Malafretaz soit la même classe de qualité que pour la station amont (à Cras sur Reyssouze) pour la même année de suivi.

Au niveau de cette station l'analyse de la qualité des eaux est semblable à la station amont, avec une potentiel tendance à l'eutrophisation et une concentration légèrement élevée en nutriment, plus particulièrement en orthophosphates.

- Affluents de la Reyssouze : Bief de la Gravière et le Salençon (à Foissiat)

Le Salençon à Foissiat, confluent vers la Reyssouze à Jayat, est sujet à une mauvaise oxygénation des eaux : « Etat Médiocre » en juin 2018.

Le bief de la gravière se jetant dans la Reyssouze à Jayat, en aval de Malafretaz est sujet à une mauvaise oxygénation des eaux ainsi qu'à de fortes concentrations en nitrites orthophosphates, phosphore et ammonium. En 2018, année de suivi la plus récente, « l'Etat Médiocre » était retenu.

- Reyssouze – Aval des systèmes d'assainissement de Montrevel-en-Bresse, Malafretaz et Jayat et de la confluence avec le Bief de la gravière et le Salençon (Reyssouze à Saint-Julien-sur-Reyssouze).

En aout 2012, année de suivi la plus récente, le « Moyen Etat » était retenu pour la physico-chimie générale des eaux de la Reyssouze à Saint-Julien-sur-Reyssouze. La situation semble globalement comparable aux stations se trouvant à l'amont.

Les données historiques disponible sur le territoire d'études sont dispersées sur le territoire et peu récente. Ces données permettent déjà d'identifier certaines sensibilités du territoire : mauvaise oxygénation des eaux et concentration importante en nutriment des eaux du bassin versant. Ces données sont insuffisantes à la définition de la conformité des systèmes d'assainissement mais seront pris en compte dans l'établissement de notre programme de mesure 2023.

3.3.2 - Hydrobiologie des eaux

Les données historiques sur la qualité hydrobiologique des eaux de la Reyssouze et du Reyssouzet ont été récupérées via le portail Nâïades pour les vingt dernières années. Les analyses les plus récentes datent de 2018 pour les paramètres recherchés.

La qualité hydrobiologique de la Reyssouze à Cras-sur-Reyssouze, qui se trouve à l'amont des systèmes d'assainissement de Montrevel-en-Bresse et de Jayat était en « Etat Médiocre » en 2018.

La note moyenne de l'IBD associé aux très faibles valeurs des métriques de l'I2M2, particulièrement l'ASPT (I2M2) et du groupe indicateur de l'IBGN montre une qualité des eaux dégradée dès l'amont du système d'assainissement de Sain-Martin-le-Chatel. La faiblesse de la richesse/variété taxonomique montrée par les indices macro-invertébré peut également révéler une habitabilité médiocre du cours d'eau au niveau de cette station de mesure.

N'ayant pas de données sur la situation à l'aval de la station de Montrevel-en-Bresse, nous n'avons pas d'information permettant l'évaluation de son impact en 2018. Il est cependant possible de conclure que la qualité de la Reyssouze est historiquement dégradée dès l'amont du territoire d'étude, avec une habitabilité faible du cours d'eau.

Les deux affluents de la Reyssouze : le bief de la Gravière et le Salençon sont dans un état similaire à celui de la Reyssouze.

Les données historiques disponibles sur le territoire d'études sont dispersées sur le territoire et peu récentes. Ces données permettent déjà d'identifier certaines sensibilités du territoire : faible habitabilité, qualité des eaux dégradée et tendance assez marquée à l'eutrophisation.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 24/70
26 juillet 2024

4 - DONNEES URBAINES GENERALES

4.1 - Logement

Pour la communes de Jayat, le nombre de logements pour l'année 2020 était estimé à 534 dont environ 89 % de résidences principales (477 logements), de 5 % de résidences secondaires (24 logements) et 6 % de logements vacants (32 logements).

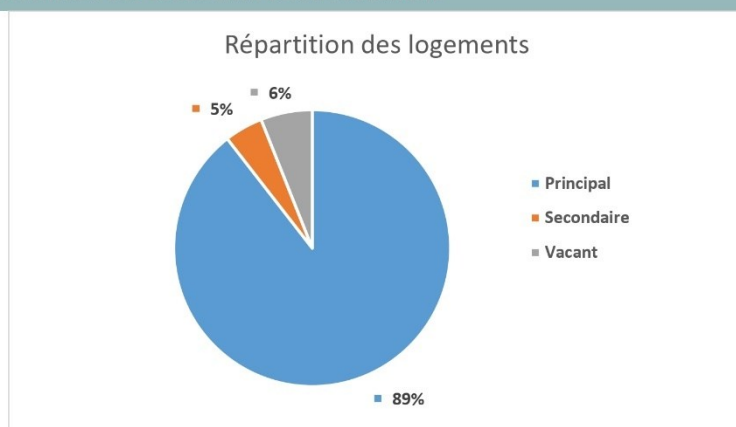
TABEAU 4 – REPARTITION DES LOGEMENTS SUR LA COMMUNE

	Population	Logement			Ensemble	Ratio hab / log.
		Principal	Secondaire	Vacant		
2008	994	400	24	23	446	2.5
2014	1 124	426	14	36	476	2.6
2020	1 241	477	24	32	534	2.6

Source : INSEE

Sur la base de la population municipale 2020 et du nombre de logements principaux, le ratio d'habitants par logement est estimé à 2,6.

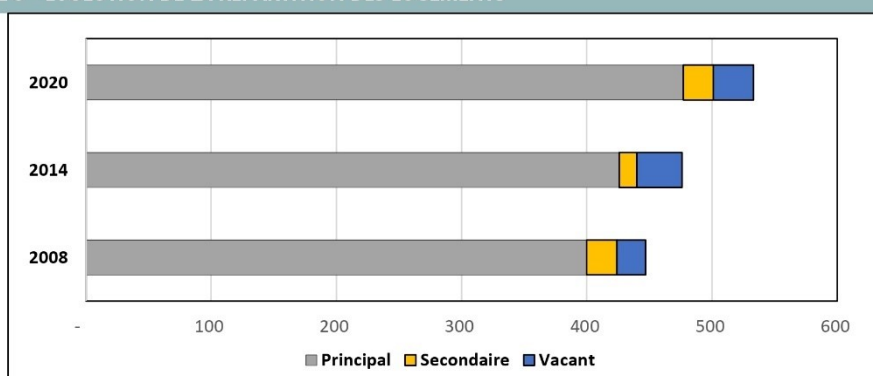
FIGURE 7 – REPARTITION DES LOGEMENTS SUR LA COMMUNE



Source : INSEE

L'évolution de la répartition des logements est détaillée sur la figure ci-après.

FIGURE 8 – EVOLUTION DE LA REPARTITION DES LOGEMENTS



Source : INSEE

4.2 - Démographie

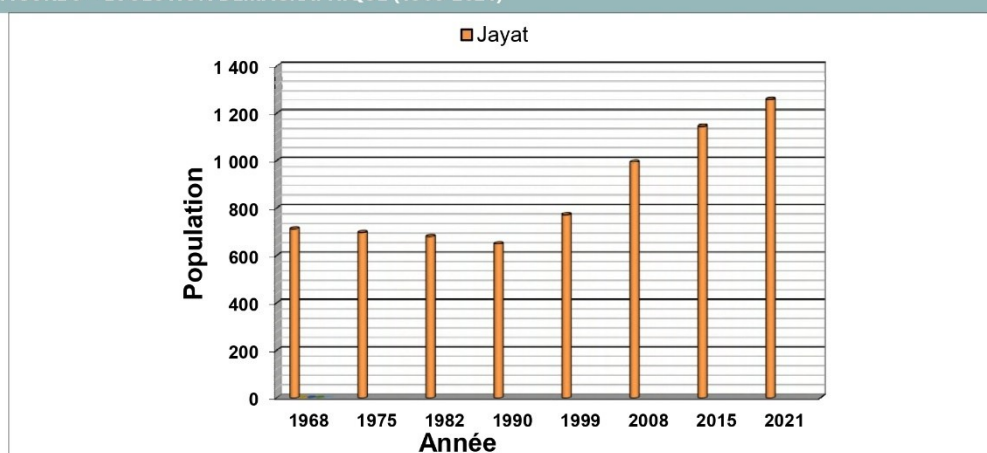
Au dernier recensement INSEE en 2021, la population de Jayat s'élevait à 1 259 habitants. Le tableau et le graphique ci-après présentent l'évolution démographique entre 1968 et 2021.

TABLEAU 5 – EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2015	2021
Jayat	713	698	681	650	773	994	1 145	1 259
Taux d'évolution annuel		-0.3%	-0.4%	-0.6%	1.9%	2.8%	2.0%	1.6%

Source : INSEE

FIGURE 9 – EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE (1968-2021)



Source : INSEE

Entre 1968 et 1990, la population de Jayat a baissé régulièrement mais la période 1990-2019 montre une croissance importante. Jayat a enregistré une augmentation de 94 % de sa population entre 1990 et 2021, soit une moyenne de 2,2 % par an.

4.3 - Les activités

Les principales activités recensées sur le territoire de Jayat sont :

- La base de loisirs de la Plaine Tonique + camping
- La zone d'activité de Jayat :
 - Intermarché avec Station-Service
 - Netto
 - Gamm Vert
 - Le Lavoir Bressan
 - Restaurant Mac-Donald
- Une scierie (emballage Comas)
- Des activités agricoles.

4.4 - Consommation en eau potable

La consommation en eau potable est un facteur essentiel pour dégager les informations concernant les débits sanitaires dans les collecteurs d'assainissement. Elle permet de déterminer une dotation hydrique exprimée en litres par jour par habitant raccordé au réseau de collecte des eaux usées.

4.4.1 - Volumes consommés et rejets théoriques

La moyenne des consommations annuelles des trois dernières années sur la commune de Jayat est d'environ **70 750 m³** d'eau potable répartis ainsi :

■ Secteurs en assainissement collectif :

- **9 930 m³** par les foyers raccordés à la station d'épuration de Cézille représentant environ 150 habitants.
- **24 350 m³** par des foyers raccordés à la station d'épuration de Jayat représentant environ 650 habitants.

■ Secteur en assainissement non-collectif : **36 470 m³**

Avec un taux de rejet de 85 %, le volume assaini est estimé à **8 440 m³** à la station de Cézille, et de **20 700 m³** à la station de Jayat sur une année.

La consommation moyenne par habitant est évaluée à **158 l/hab/j**.

4.4.2 - Gros consommateurs

Le tableau ci-après nous présente l'ensemble des adresses et activités des abonnées ayant une consommation d'eau potable supérieure à 1 000 m³/an.

TABLEAU 6 – GROS CONSOMMATEURS RACCORDES AU SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE CEZILLE					
Activité	Nom	STEP de raccordement	Commune	Adresse	Consommation moyenne annuelle (m ³)
Station de lavage automobile	Le lavoir bressan	Cézille	Jayat	213 route de Bresse Cocagne	1 988
Grande distribution	Intermarché	Cézille	Jayat	Prairie de Cézille	2 719
Activité agricoles		ANC	Jayat	764 route de Corgent	2 836
Activité agricoles	Gaec des Forays	ANC	Jayat	Lieu-dit : la boucle des Forays	5 101
Activité agricoles		ANC	Jayat	360 Lieu-dit : Ferme de grands	4 120
Activité agricoles		ANC	Jayat	Lieu-dit : Vigneux	1 810
Activité agricoles		ANC	Jayat	628 Lieu-dit : Les Neuves	3 374

Il n'y a pas de gros consommateurs reliés à la station d'épuration de Jayat.

5 - PROJETS D'URBANISATION

5.1 - Le projet de PLU

La commune de Jayat a décidé de limiter son développement et donc de limiter l'urbanisation du territoire. Les zones définies au PLU sont les suivantes :

- Zone Urbaine : elle est répartie sur 3 secteurs soit le bourg de Jayat, le hameau de Riottier et le secteur de la Cézille au sud du territoire communal.
 - ▶ UBa : La zone UBa recouvre la partie urbaine centrale de la commune, mixte, où le bâti ancien est dominant. Elle a vocation à accueillir des constructions à usage d'habitation ainsi que d'autres fonctions urbaines compatibles avec la fonction résidentielle (commerces, bureaux, services, équipements collectifs, espaces publics, activités artisanales non nuisantes...).
 - ▶ UB : Cette zone est essentiellement pavillonnaire à vocation à maintenir un usage principalement résidentiel en permettant une densification douce.
 - ▶ Ueq : la zone recouvre les secteurs d'équipement d'intérêts collectif de la commune (équipements sportifs, cimetière,...)
 - ▶ UX : ce sont les secteurs d'activités industrielles, artisanales, commerciale et de service de la commune,
 - ▶ 1Aux : secteur prévu pour l'extension de la scierie située au hameau de Riottier,
- Zone Agricole (A) : Cette zone correspond à l'ensemble des espaces à protéger en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles et participant au maintien des corridors écologiques. Cela concerne à la fois les terres cultivées et celles faisant partie intégrante de l'activité agricole. Elle recouvre également des hameaux, secteurs faiblement urbanisés, où la gestion du bâti existant est poursuivie.
- Zone Naturelle (N) : La zone N correspond à l'ensemble des espaces naturels à protéger.

Le nouveau projet de PLU prévoit 3 OAP :

- OAP1 - Centre Bourg : l'objectif est de renforcer la polarité du Bourg en proposant des opérations de logements de formes et de densité variée. Le périmètre de l'OAP s'étend sur 1,4 Ha et est situé dans la zone Urbaine entre le lotissement de la Levée, la route de Béréziat et la route de Bourg. L'opération peut potentiellement comptée de 30 à 35 logements soit entre 80 et 90 EH. **Cette zone est située à proximité immédiate d'un réseau d'assainissement collectif. La gestion des eaux pluviales est prévue sur la zone (infiltration).**
- OAP2 - Extension de la scierie : elle est située à l'ouest du hameau de Riottier. Le périmètre s'étend sur 4,6 Ha et comprend la scierie actuelle et son extension projetée. **Ce secteur est raccordable à un réseau d'assainissement situé à proximité. La gestion des eaux pluviales est prévue sur le site (infiltration).**
- OAP3 - Clos de Moraly : le périmètre est de 3,4 Ha situé à l'est de la route de Bourg. Cette zone est vouée à l'habitat avec environ 40 logements envisagés soit environ 100 habitants. **Cette zone est située à proximité immédiate d'un réseau d'assainissement collectif. La gestion des eaux pluviales est prévue sur la zone (infiltration).**

La quasi-totalité de la zone urbaine (Zone U) est desservie par un réseau d'assainissement collectif raccordé soit, à la STEP de Jayat (Bourg et hameau de Riottier,) soit à la STEP de la Cézille (secteur Cézille au sud en limite de Montrevel-en-Bresse). Seul, le début du chemin de la Croix de Bois (3 habitations à l'extrémité nord du bourg) ne dispose pas de réseau d'assainissement

La cartographie page suivante présente le nouveau projet de PLU pour le territoire de Jayat.

FIGURE 10 – PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE JAYAT

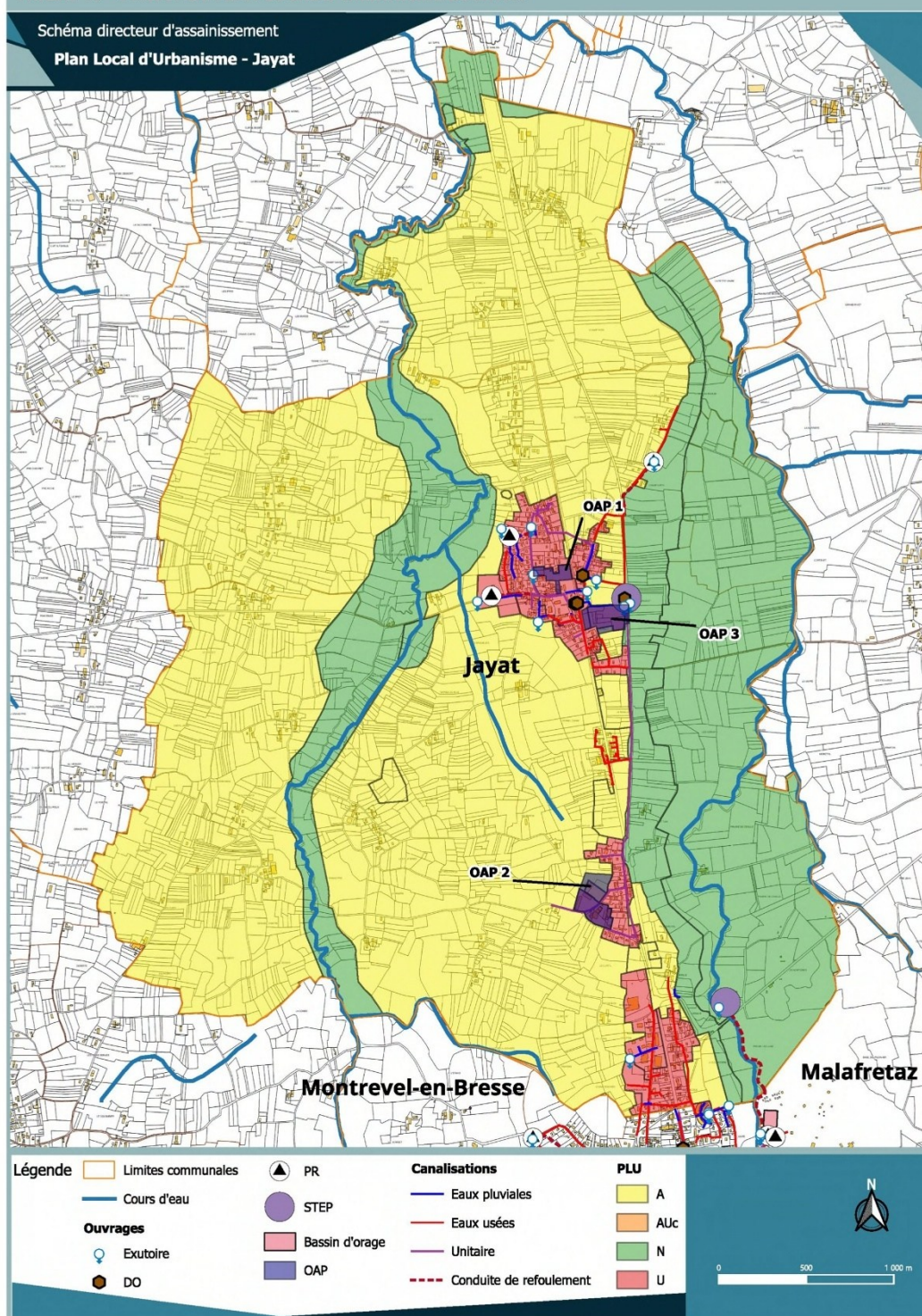


FIGURE 11 – PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE JAYAT – OAP1 ET OAP3

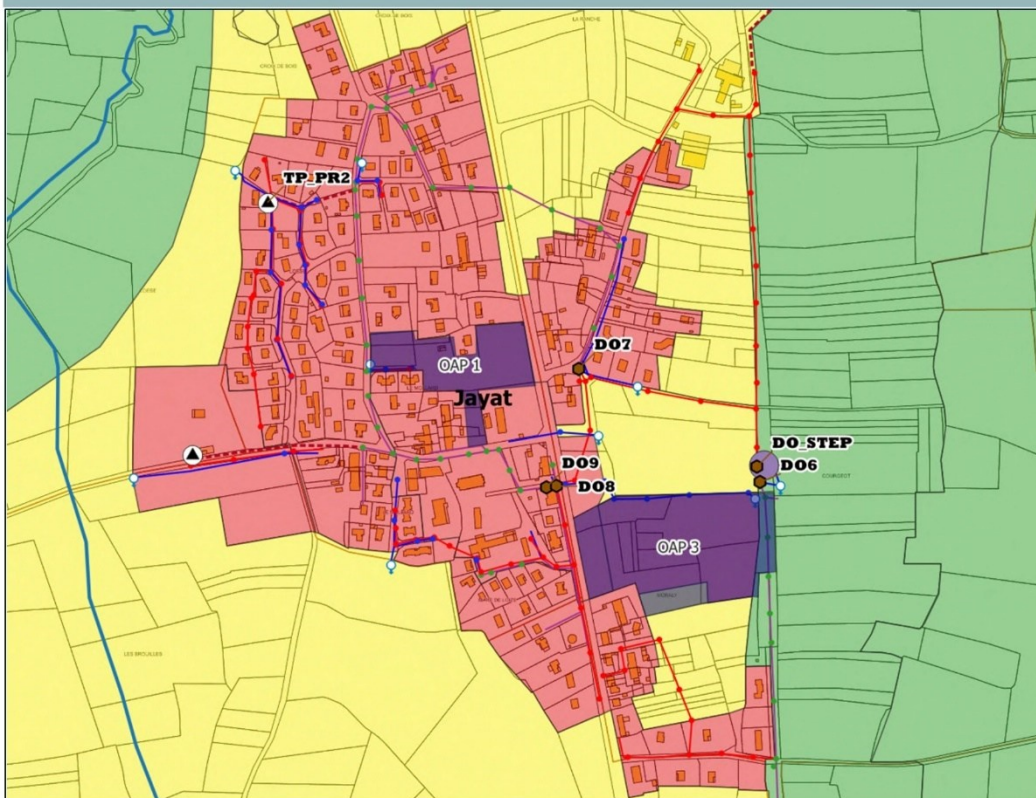
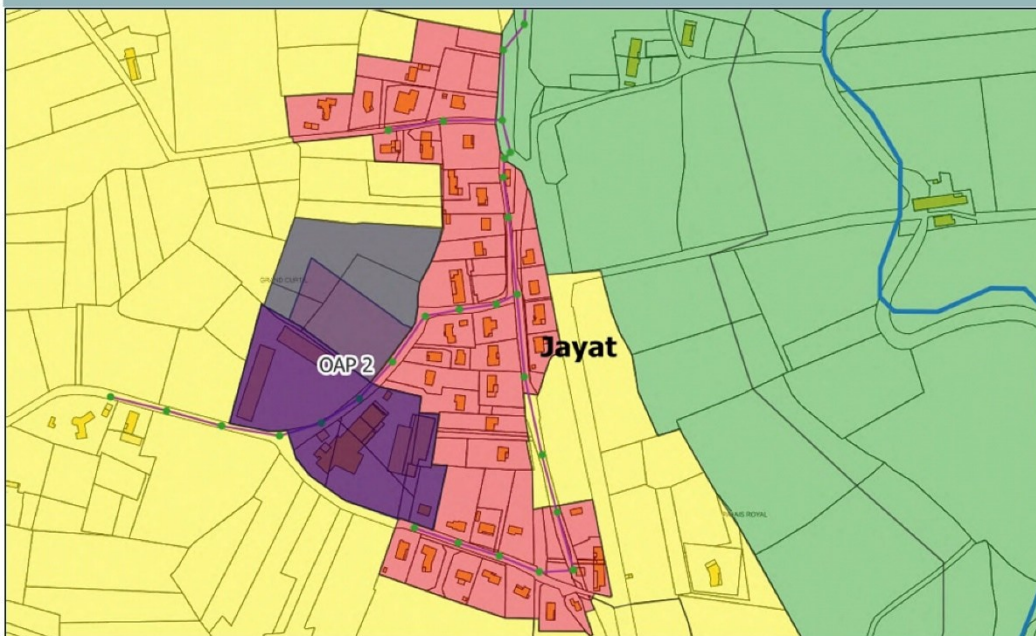


FIGURE 12 – PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE JAYAT – OAP2



5.2 - Perspectives démographiques

Dans le projet de PLU, les perspectives d'évolution démographique pour la commune de Jayat sont estimées à **une croissance d'environ 160 habitants à l'horizon 2035**.

Cette prévision de croissance concerne essentiellement le bourg de Jayat avec les 3 OAP inscrites au PLU.

L'évolution de la population sur les hameaux devrait être marginale.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 31/70
26 juillet 2024



6 - L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de Jayat est concernée par 2 systèmes d'assainissement :

- **STEP de Jayat** : le système d'assainissement reçoit des effluents exclusivement de la commune de Jayat. Le périmètre concerné est le Bourg et les lieux-dits la Baronnière, Riottier et Palais Royal situé le long de la route de Bourg. Le système de collecte est mixte avec des secteurs en séparatif et d'autres en unitaires. Toutefois, des travaux récents effectués entre la route de Bourg et la route de Toulon ont permis de progresser dans la mise en séparatif. La topographie de la zone de collecte induit la présence de 3 stations de pompage sur le réseau d'eaux usées.
- **STEP de la Cézille** : Le système d'assainissement reçoit les effluents de Montrevel-en-Bresse, Malafretaz et de la partie sud de la commune de Jayat correspondant au secteur de la Cézille. Le système de collecte est de type mixte :
 - Malafretaz : la commune dispose exclusivement de réseaux séparatifs ;
 - Jayat : la partie de territoire de Jayat concernée est en mode séparatif.
 - Montrevel-en-Bresse : les secteurs périphériques et plus récents sont en séparatif alors que le fonctionnement du Centre est plutôt en unitaire. Toutefois, la collectivité a entrepris des travaux de mise en séparatif récemment.

La topographie de la zone de collecte induit la présence de 6 stations de pompage sur le réseau d'eaux usées en complément des 2 stations situées à l'aval du système et permettant d'alimenter la Station d'Épuration et les lagunes qui servent de bassin tampon.

Les 2 systèmes d'assainissement sont exploités par AQUALTER depuis le 1^{er} janvier 2024.

6.1 - Patrimoine

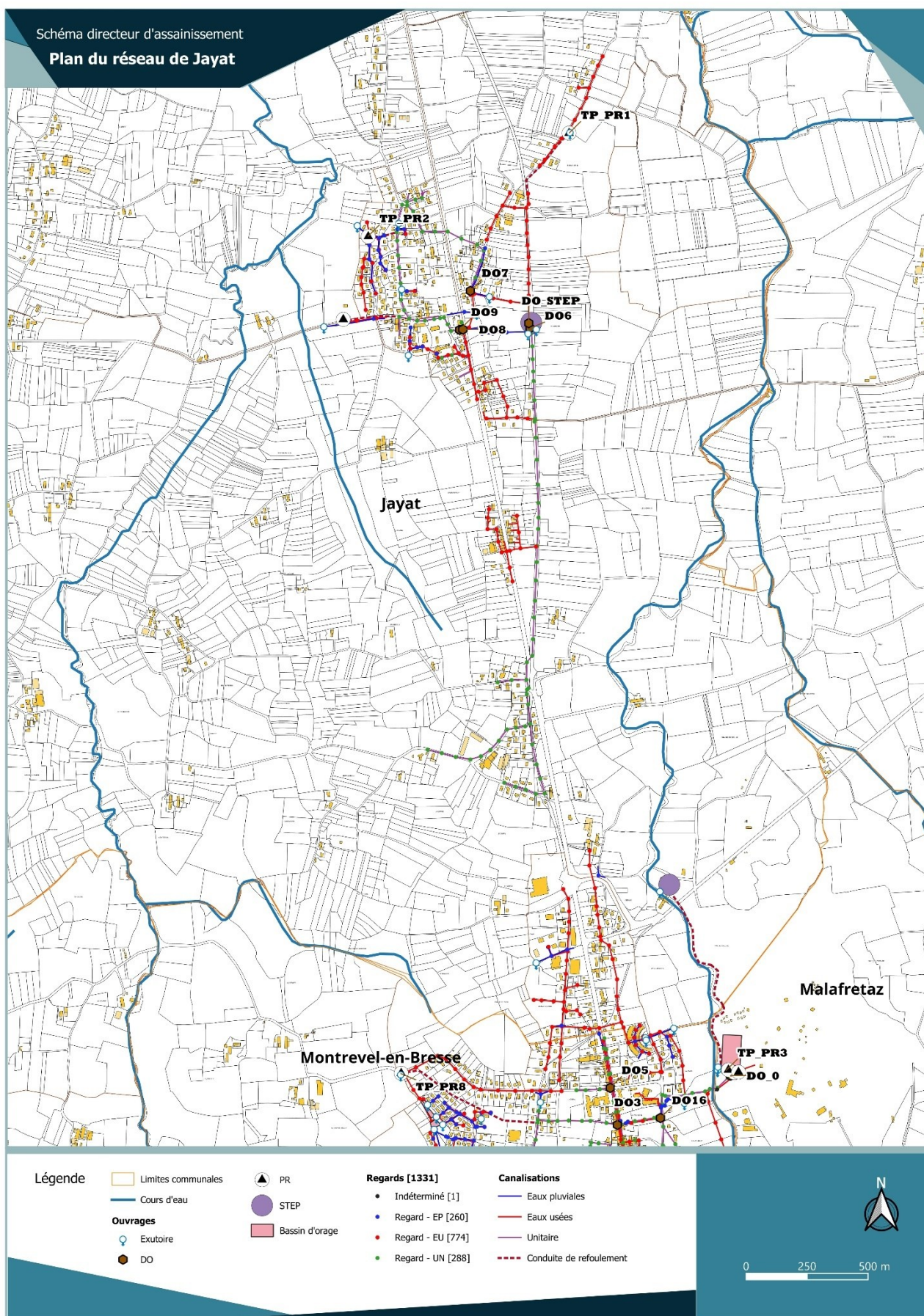
6.1.1 - Réseaux de collecte et de transfert

Le linéaire total de réseaux d'assainissement sur les 2 systèmes d'assainissement est de **58 995 m** dont **43 953 m** pour le réseau raccordé à la station de Cézille et de **15 042 m** pour le réseau raccordé à la station de Jayat. Les tableaux suivants présentent la décomposition des linéaires en gravitaire et refoulement pour chacun des systèmes.

TABLEAU 7 – LINEAIRE DE RESEAUX ET NOMBRE TOTAL DE REGARD						
Réseau	EU (m)		UN (m)		EP (m)	nombre de regards
	refoulement	gravitaire	refoulement	gravitaire	gravitaire	
Cézille	3 305	31 222	914	7 847	665	1 086
	34 527		8 761			
Jayat	682	5 570	0	4 700	4 090	227
	6 252		4 700			

Le plan des réseaux de collectes sont présentés ci-après.

Schéma directeur d'assainissement
Plan du réseau de Jayat



6.1.2 - Stations d'épurations

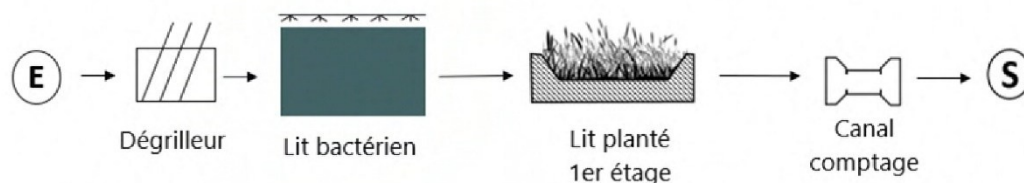
Le tableau suivant présente les différentes caractéristiques des deux STEP implantés sur le territoire.

TABLEAU 8 – CARACTERISTIQUES DES STATIONS D'EPURATION										
Localisation	Code Sandre	Entrée STEP (Lambert 93)		Exutoire STEP (Lambert 93)		Milieu récepteur	Masse d'eau réceptrice du rejet	Type de procédé	Année de construction	Charge polluante
		X	Y	X	Y					Capacité constructeur
lieux dit : Cézille / route de Foissat	60901196002	863 853	6 585 327	862 355	6 582 534	La Reyssouze	FRDR593b : La Reyssouze de Bourg en bresse à la confluence avec le Reyssouzet	Bassin à boues activées	2000	6 000 EH
lieux dit : Moraly	60901196003	863 287	6 587 632	863 308	6 587 606	La Reyssouze	FRDR593b : La Reyssouze de Bourg en bresse à la confluence avec le Reyssouzet	Lit bactérien et filtres plantés de roseaux	2010	800 EH

6.1.2.1 - Station de Jayat

La station d'épuration de Jayat est de type lit bactérien + lits plantés de roseaux.

FIGURE 14 – SCHEMA DE FONCTIONNEMENT DE LA STAION D'EPURATION DE JAYAT



L'épuration des eaux usées par lit bactérien consiste à laisser se développer les micro-organismes sur un matériau support régulièrement irrigué par l'effluent. Le film biologique ainsi créé sera responsable de l'assimilation de la pollution. La biofiltration permet de dégrader la matière carbonée qui sera récupérée par un décanteur, ou comme ici, par un lit planté de roseaux.

L'épuration des eaux usées par filtres plantés de roseaux est réalisée selon le principe de l'épuration biologique en aérobie (présence d'oxygène) dans un milieu granulaire fin à grossier et est composée de bassins de faible profondeur (environ 1 mètre).

La station est en bon état. Toutefois, il faut noter la nécessité de curer les filtres plantés de roseaux et d'évacuer les boues.

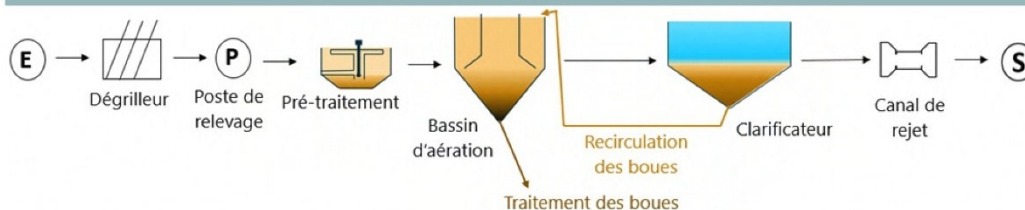
Il faut noter également la présence d'un by-pass (point A2) dans le regard d'entrée de la STEP et qui n'est aujourd'hui pas autosurveillé.

Remarque : La station de Jayat est dimensionnée sur une base de traitement de 800 EH. Toutefois, le dossier Loi sur l'Eau établi lors de sa construction prévoit son extension à 1 200 EH (en fonction du développement de la commune) par adjonction d'une cellule supplémentaire sur le lit bactérien et de 2 lits de filtres plantés de roseaux.

6.1.2.2 - Station de Cézille

La station d'épuration de Cézille est de type boues activées.

FIGURE 15 – SCHEMA DE FONCTIONNEMENT DE LA STATION D'EPURATION DE CEZILLE



Le procédé d'épuration à boues activées utilise l'épuration biologique. C'est un mode d'épuration par cultures libres. Le principe est de dégrader la matière organique par des bactéries.

Le traitement par boues activées repose sur l'oxydation biologique de la pollution organique par des cultures libres, concentrées, oxygénées et brassées de façon artificielle.

Il est réalisé en deux phases :

- L'oxydation de la pollution par des micro-organismes aérobies alimentés en oxygène par des aérateurs mécaniques ou par injection d'air
- La décantation permettant la séparation physique de l'eau épurée des micro-organismes épurateurs et de la pollution résiduelle solide.

La déshydratation des boues se fait par filtre à bande. Ensuite les boues déshydratées sont chaulées.

La station est dans un état correct avec toutefois **le bardage en bois de l'aire de stockage qui se décompose**. Ce problème entraîne des entrées d'eaux par temps de pluie et donc une réhumidification des boues.

Il faut noter également de **prévoir rapidement un épandage des boues stockées** car les quantités sont importantes avec un risque de manque de place rapide.

6.1.3 - Station de pompage

3 stations de pompages sont présentes sur le territoire communal. Elles sont toutes implantées sur le système de collecte du Bourg.

Concernant le système de la Cézille, il faut noter que les effluents collectés sur Jayat transitent par le poste de refoulement dit Général reprenant également l'ensemble des effluents de Montrevel-en-Bresse et de Malafretaz et qui alimente la station d'épuration.

TABLEAU 9 – INVENTAIRE DES STATIONS DE POMPAGE

NOM OUVRAGE	NATURE EFFLUENTS	Dimensions (m)	Profondeur (m)	Nombre Pompes	Q unitaire (m³/h)	Trop-Plein	Autosurveillance	Observations
Système STEP de Jayat								
PR RTE DE TOULON	Eaux Usées	Ø 1,00	2.80	2	5	Oui	Alarme	
PR STADE	Eaux usées	Ø 1,00	2.31	2	5	Non	Non	Alarme sonore
PR LOT LA LEVEE	Eaux usées	Ø 2,00	> 4,7	2	5	Oui	Alarme	
Système STEP de la Cézille								
PR GENERAL	Unitaire	Ø 3,00 ?	?	3	300	DO amont + TP	Alarme Débit	Entrée STEP



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 35/70
26 juillet 2024



6.1.4 - Ouvrages de déversement

9 ouvrages de déversement vers le milieu naturel sont recensés sur le territoire de Jayat. Ils sont tous implantés sur le système de collecte du Bourg.

- 2 DOs en amont immédiat de la STEP constituant le point A2 :
 - ▶ 1 DO sur l'antenne sud mais avec un impact de la mise en charge en entrée de STEP,
 - ▶ 1 Trop-plein au niveau du regard amont à la STEP.
- 1 TP by-pass après prétraitements STEP
- 3 DO en réseau au sens réglementaire
- 2 Trop-Pleins de PR (TP de sécurité)

Remarque : aujourd'hui un DO situé sur une antenne arrivant à la STEP est auto-surveillé. Toutefois, celui-ci ne constitue pas entièrement le by-pass de la STEP dans la mesure où un trop-plein existe au niveau du le regard d'entrée de STEP (situé à l'aval immédiat) et l'exutoire de la STEP.

Le trop-plein situé dans le regard entrée STEP a été réalisé lors de la construction de la station d'épuration et devait être provisoire (données SUEZ – précédent délégataire). Son altimétrie indique qu'il fonctionne avant le DO situé à l'amont immédiat sur l'antenne Sud.

Concernant le système d'assainissement de la Cézille, les effluents générés sur Jayat transitent par le PR Général où 2 DO sont implantés afin de limiter les apports vers la station d'épuration. Ces DO constitue les points réglementaires A2 de la station d'épuration :

- 1 DO permet d'alimenter le PR Orages puis des lagunes avant rejet à la Reyssouze ;
- 1 Trop plein sur le PR Général dont les sur-débits sont évacués à la Reyssouze.

6.2 - Bilan de fonctionnement

Les graphiques et tableaux ci-après présentent des volumes mensuels et annuels collectés, by-passés et traités pour les systèmes de collecte avec une estimation des proportions d'Eaux Usées (EU), d'Eaux Claires Parasites Permanentes (ECPP) et d'Eaux Claires Météoriques. Les tableaux sont établis à partir des données débitométriques journalières mesurées entre 2017 et 2022 au niveau des points entrée STEP et By-Pass-STEP (point A2).

Remarque : ces estimations permettent d'avoir une idée des apports d'eaux parasites mais présentes des incertitudes liées au mode de calcul.

6.2.1 - Système de Jayat

6.2.1.1 - Volumes journaliers

Le tableau ci-dessous présente la répartition des volumes collectés, by-passés et traités pour le système assainissement.

Toutefois, le tableau ne prend pas en compte les volumes éventuellement by-passés au niveau du regard situé en entrée de STEP et mis en évidence par les investigations menées lors de la phase 1 du Schéma Directeur d'Assainissement. Ce by-pass n'étant pas auto-surveillé, les volumes rejetés éventuellement au milieu naturel ne sont pas connus.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 36/70
26 juillet 2024

TABEAU 10 – VOLUMES ANNUELS POUR LE SYSTEME DE JAYAT

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne
Volumes collectés	(m³/an)	60 094	62 007	45 228	45 278	100 810	76 866	65 047
	(m³/j)	165	170	124	124	276	211	178
Centile 95	(m³/j)	478	387	289	420	878	615	511
Volumes traités	(m³/an)	59 883	60 530	45 228	40 943	85 792	68 675	60 175
Volume by-passés	(m³/an)	211	1 477	-	4 335	15 018	8 191	4 872
Nombre de jour by-pass		6	14	-	29	77	44	28
Volume by-passés	(%)	0.4%	2.4%	0.0%	9.6%	14.9%	10.7%	7.5%
Pluviométrie	(mm)	826.4	1 160.4	1 012.3	826.4	1 203.8	744.1	962.2

Les données d'autosurveillance montrent sur les 6 dernières années :

- Un débit de référence d'environ 510 m³/j (centile 95 – A2+A3) pour un débit nominal constructeur de 160 m³/j ; **Le débit de référence représente plus de 3 fois le débit nominal** ce qui témoigne d'un apport d'eaux parasites significatif (ECP et ECM)
- Un débit moyen journalier de 178 m³/j collecté sur les réseaux ;
- 7,5 % des volumes collectés sont by-passés (moyenne sur les 6 années). Toutefois, il est constaté une augmentation des volumes by-passés sur les 2 dernières années. L'analyse ne permet pas de conclure à une corrélation évidente avec la pluviométrie. Les volumes by-passés sont certainement sous-estimés compte-tenu que **le by-pass « entrée STEP » mis en évidence par les investigations de terrain n'est aujourd'hui pas suivi.**

6.2.1.2 - Estimation des Eaux Claires parasites

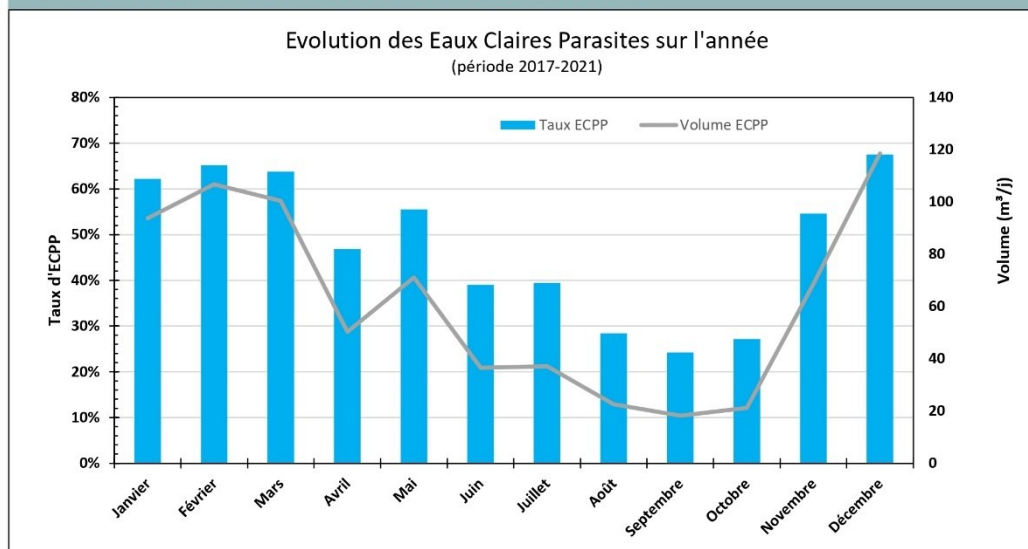
Les bases de l'analyse sont les suivantes :

- volume EU constant sur l'année (57 m³/j – calcul établi sur la base des consommation d'eau potable affectée d'un coefficient de rejet de 0,85),
- volume d'ECP calculé sur les jours de temps sec du mois concerné,
- volume d'ECM correspondant à la moyenne journalière mensuelle (tout temps) – les EU et les ECP.

Les résultats de l'analyse montrent :

- **un débit moyen de temps sec d'environ 119 m³/j qui représente 74 % du débit nominal.** Toutefois, il faut noter que ce débit nominal peut être dépassé par temps sec en période de nappe haute.
- **un taux d'ECP moyen sur l'année est estimé à 52 % soit un volume à 62 m³/j. Toutefois ce volume peut dépasser 100 m³/j avec un taux supérieur à 60 % en nappe haute (décembre à mars).**
- **que le système collecte sur une année en moyenne environ 33 % d'eaux usées, 36 % d'ECP et 31 % d'ECM.**

FIGURE 16 – SYSTEME DE JAYAT - EVOLUTION DES ECPP SUR L'ANNEE



6.2.1.3 - Pollution traitée et rejetée

Les données de pollution sont issues de l'analyse des bilans annuels 2019 à 2022 établis par le délégataire.

Les résultats des bilan pollution sur la station d'épuration sont présentés dans le tableau suivant :

TABLEAU 11 – SYSTEME DE COLLECTE DE JAYAT – BILAN STEP 2019-2022

			Dates								
		Unité	20/6/19	1/10/19	30/6/20	6/10/20	24/3/21	14/10/21	23/3/22	14/9/22	Moyenne
	Pluviométrie	mm	0.0	7.1	0.0	5.2	0.0	0.2	0.0	24.5	
Débits	Entrés	m3/j	45	112	53	158	90	77	125	489	143.6
	Sortie	m3/j	46	112	53	159	90	78	125	489	144.0
DBO5	Conc entrée	mg/l	26.6	209.6	56.3	19.1	170.5	12.2	89.1	61.1	76.6
	Flux entrée	kg/j	1.2	23.5	3.0	3.0	15.3	0.9	11.1	29.9	11.0
	Conc.Sortie	mg/l	5.00	11.00	3.00	7.00	3.00	5.00	4.00	3.00	4.7
	Flux Sortie	kg/j	0.23	1.23	0.16	1.11	0.27	0.39	0.50	1.47	0.7
	Rdt	%	80.8%	94.8%	94.6%	63.2%	98.2%	58.3%	95.5%	95.1%	94%
DCO	Conc entrée	kg/j	273.0	1098.8	167.7	164.9	327.9	225.9	297.0	220.9	315.4
	Flux entrée	mg/l	12.3	123.1	8.9	26.1	29.5	17.4	37.1	108.0	45.3
	Conc.Sortie	mg/l	30.00	51.00	38.00	33.00	24.00	33.00	74.00	22.00	33.8
	Flux Sortie	kg/j	1.35	5.71	2.01	5.21	2.16	2.54	9.25	10.75	4.9
	Rdt	%	89.0%	95.4%	77.4%	80.0%	92.7%	85.4%	75.1%	90.1%	89%
MES	Conc entrée	kg/j	143.9	467.1	73.5	279.3	209.8	89.7	110.3	129.5	182.5
	Flux entrée	mg/l	6.5	52.3	3.9	44.1	18.9	6.9	13.8	63.3	26.2
	Conc.Sortie	mg/l	6.00	5.00	6.00	5.00	3.00	4.00	13.00	4.00	5.5
	Flux Sortie	kg/j	0.32	0.79	0.32	0.79	0.27	0.31	1.63	1.95	0.8
	Rdt	%	95.1%	98.5%	91.8%	98.2%	98.6%	95.5%	88.2%	96.9%	97%
NTK	Conc entrée	kg/j	13.7	87.4	6.2	18.7	39.0	29.6	53.0	20.9	31.6
	Flux entrée	mg/l	0.6	9.8	0.3	3.0	3.5	2.3	6.6	10.2	4.5
	Conc.Sortie	mg/l	2.30	6.00	2.30	6.00	4.00	3.20	13.00	14.00	9.7
	Flux Sortie	kg/j	0.12	0.95	0.12	0.95	0.36	0.25	1.63	6.84	1.4
	Rdt	%	80.5%	90.3%	63.5%	67.9%	89.7%	89.0%	75.4%	33.0%	69%

Les résultats des mesures de pollution sont bons et témoignent d'un bon fonctionnement de la station de traitement. La station est jugée conforme en performance sur ces 4 dernières années.

Le flux moyen mesuré en entrée de STEP (11,8 kg/j) représente environ 25 % de la charge nominale.

Le flux maximum mesuré en entrée de STEP a été de 29,9 Kg/J de DBO5 (septembre 2022 avec une forte pluviométrie) soit 62 % de la charge nominale de la STEP.

Remarque : le portail de l'assainissement (<https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr>) indique une charge maximale en entrée de STEP évaluée en 2022 à 657 EH. Cette données doit être issues de calculs théoriques dans la mesures où aucun bilan réalisé par le gestionnaire de la STEP sur ces 4 dernières années ne dépasse une charge entrante de 500 EH.

6.2.1.4 - Synthèse

Le fonctionnement de la station d'épuration de Jayat est aujourd'hui satisfaisant. Les rejets respectent l'arrêté de la station d'épuration.

La station d'épuration dispose d'une capacité pour recevoir de nouveaux effluents, évaluée à minima à 200 EH. Cela doit permettre d'accepter les apports d'eaux usées liés à la croissance démographique envisagée sur le bourg de Jayat estimée à environ 160 EH (cf. § 5.2.)

6.2.2 - Système de la Cézille

6.2.2.1 - Volumes journaliers

Le tableau ci-dessous présente la répartition des volumes collectés, by-passés et traités pour le système assainissement.

TABLEAU 12 – VOLUMES ANNUELS POUR LE SYSTEME DE LA CEZILLE								
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne
Volumes collectés	(m³/an)	369 636	574 674	565 500	497 289	730 594	563 519	550 202
	(m³/j)	1 013	1 574	1 549	1 362	2 002	1 544	1 507
Centile 95	(m³/j)	2 293	3 373	3 560	3 083	4 331	3 414	3 342
Volumes traités	(m³/an)	336 983	507 031	518 278	510 973	698 015	556 123	521 234
Volume by-passés	(m³/an)	15 336	42 388	27 593	9 416	77 866	47 091	36 615
Vers lagune	(m³/an)	15 336	42 317	27 520	9 046	75 752		33 994
Directement Reyssouze	(m³/an)	-	71	73	370	2 114		526
Nombre de jour by-pass		19	34	25	12	42	66	33
Volume by-passés	(%)	4.1%	7.4%	4.9%	1.9%	10.7%	8.4%	6.7%
Pluviométrie	(mm)	826.4	1 160.4	1 012.3	826.4	1 203.8	744.1	1 006

Les données d'autosurveillance montrent sur les 5 dernières années :

- Un débit de référence d'environ 3 340 m³/j (centile 95 – A2+A3) pour un débit nominal constructeur de 1 342 m³/j ; Le débit de référence représente 2,5 fois le débit nominal constructeur.
- Un débit moyen journalier de 1 510 m³/j collecté sur les réseaux ;
- 6,7 % des volumes collectés sont by-passés (moyenne sur les 6 années).
- Le nombre de déversements annuels varient entre 12 et 66 en fonction de la pluviométrie enregistrée. Toutefois, il est constaté un nombre de déversement élevé en 2022 alors que la pluviométrie annuelle est faible.

6.2.2.2 - Estimation des Eaux Claires parasites

Les bases de l'analyse sont les suivantes :

- d'un volume EU variable sur l'année soit un maximum de 530 m³/j en période estivale et un minimum de 441 m³/j en période hivernale. Cette variation estimée est liée à l'activité saisonnière de la base de loisirs Plaine Tonique. Le calcul est établi sur la base des consommations d'eau potable affectée d'un coefficient de rejet de 0,85.
- d'un volume d'ECPP calculé sur les jours de temps sec du mois concerné,
- d'un volume d'ECM correspondant à la moyenne journalière mensuelle (tout temps) – les EU et les ECPP.

Les résultats de l'analyse montrent :

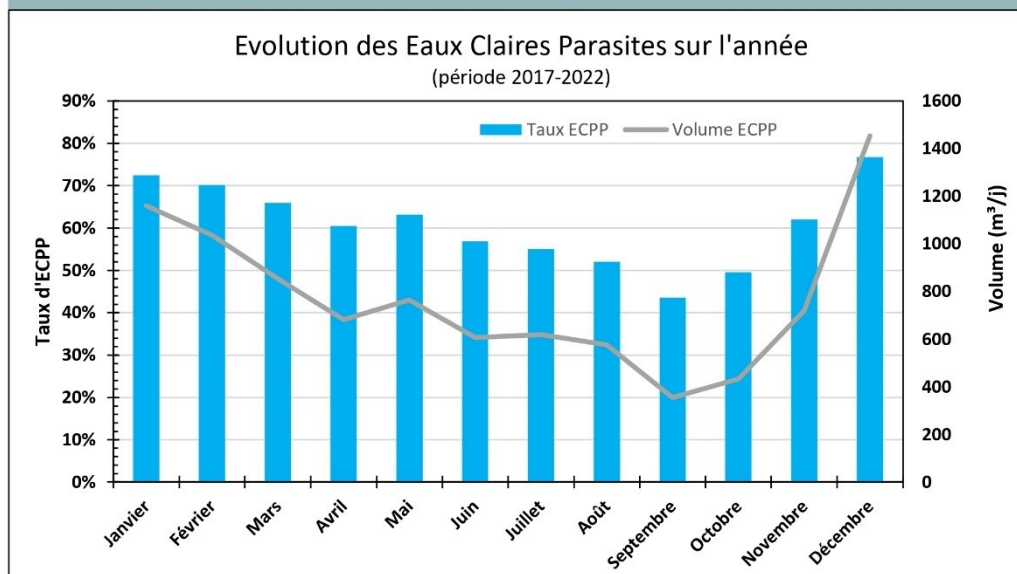
- **un débit moyen de temps sec d'environ 1 229 m³/j, représentant 91 % du débit nominal de la STEP**, Toutefois, il faut noter que ce débit nominal peut être dépassé par temps sec en période de nappe haute
- **un taux d'ECPP moyen sur l'année est estimé à 63 % soit un volume à 772 m³/j. Toutefois ce volume peut dépasser 1 000 m³/j avec un taux supérieur à 70 % en période de nappe haute.**
- **que le système collecte en moyenne environ 31 % d'eaux usées, 51 % d'ECPP et 18 % d'ECM.** Toutefois, il faut considérer le la part d'ECM est sous-estimée dans la mesure où les calculs ne prennent pas en compte les déversements au niveau des DO situés sur le système de collecte



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 40/70
26 juillet 2024



FIGURE 17 – SYSTEME DE LA CEZILLE - EVOLUTION DES ECPP SUR L'ANNEE



6.2.2.3 - Flux polluants

Les données de pollution sont issues de l'analyse des bilans annuels établis par le délégataire (SUEZ).

Les bilans moyens en entrée de la station d'épuration sont présentés dans le tableau suivant :

TABLEAU 13 – SYSTEME DE COLLECTE DE LA CEZILLE - FLUX POLLUANTS EN ENTREE DE STEP

Entrée	Débit m³/j	DCO kg/j	DBO kg/j	MES kg/j	NGL kg/j	Pt kg/j	DBO EH	ratio DBO / Nominal
2018	1 574	374	121	213	49.7	5.7	2 020	34%
2019	1 549	392	106	177	61.5	9.3	1 773	30%
2020	1 359	424	151	180	47.9	5.0	2 511	42%
2021	2 002	385	116	630	51.0	5.0	1 925	32%
2022	1 544	425	158	206	71.0	6.4	2 641	44%
Moyenne	1 606	400	130	281	56.2	6.3	2 174	36%

Globalement les flux moyens traités sur la station sont stables sur les dernières années. Cela représente selon les paramètres 3 330 EH en DCO, 2 170 EH en DBO. La charge en entrée de station d'épuration représente en moyenne 36 % de la capacité nominale de traitement.

Toutefois, il faut noter qu'au cours de ces 5 dernières années, la charge nominale de la station d'épuration a été dépassée 2 fois :

- Octobre 2020 : la charge organique mesurée était de 422 kg de DBO5 soit 7 030 EH.
- Septembre 2022 : la charge organique mesurée était de 438 kg de DBO5 soit 7 290 EH.

Sur les 5 dernières années, la capacité nominale a été dépassée sur 3,3 % des bilans pollution réalisés (2/60). Ces dépassements restent donc très ponctuels et ne reflètent pas de la charge organique reçue par la station d'épuration.

6.2.2.4 - Rejets STEP – rendements

Le niveau de rejet autorisé est respecté en moyenne annuelle sur la période étudiée. Toutefois, si l'on regarde les analyses détaillées par bilan sur les 4 années (2019-2022), il est constaté des dépassement :

- 2019 : 1 dépassement pour le Phosphore. Il semble que le problème soit lié à une erreur d'analyse ;
- 2020 :
 - ▶ 1 dépassement en DCO, DBO et MES pour le même bilan. Cela était dû à des pluies significatives qui ont entraînées des déversements au point A2.
 - ▶ 2 dépassements en NGL dont 1 du au dysfonctionnement de la sonde REDOX
 - ▶ 2 dépassements en Phosphore total non expliqué.
- 2021 : 1 dépassement pour le Phosphore. Le problème est lié à une panne du pont racleur.
- 2022 : 1 dépassement en NGL lié à un taux de boues et une charge élevée dans le bassin d'aération

Concernant les rendements épuratoire, on constate qu'en moyenne annuelle les valeurs limites peuvent ne pas être atteinte notamment sur les paramètres NGL, Pt. Dans le détail des bilans consultés, on constate que les rendements épuratoires attendus ne sont pas atteints 2 à 4 fois dans l'année pour la DBO, la DCO et les MES et jusqu'à 5 fois (année 2020) pour les paramètres NGL et Pt.

Ces difficultés sur les rendements n'engendrent pas de non-conformité de la station d'épuration dans la mesures ou la conformité est jugée sur soit le paramètre concentration soit sur le paramètre rendement. En effet, en général le paramètre concentration est bon (excepté année 2020 avec 2 dépassement en NGL et Pt).

TABEAU 14 – SYSTEME DE COLLECTE DE LA CEZILLE – CONCENTRATION MOYENNE ANNUELLE DE REJET ET RENDEMENT EPURATOIRE

<u>Sortie</u>	<u>Débit</u> <i>m³/j</i>	<u>DCO</u> <i>mg/l</i>	<u>DBO</u> <i>mg/l</i>	<u>MES</u> <i>mg/l</i>	<u>NGL</u> <i>mg/l</i>	<u>Pt</u> <i>mg/l</i>
2019	1 549	22.6	4.9	4.2	8.8	1.1
2020	1 359	35.7	11.2	12.7	9.3	1.8
2021	2 002	21.7	4.8	5.6	12.6	0.9
2022	1 544	20.0	5.0	5.1	7.1	0.9
<u>Rendement</u>		<u>DCO</u> %	<u>DBO</u> %	<u>MES</u> %	<u>NGL</u> %	<u>Pt</u> %
2019		93.0	94.0	97.0	82.0	87.0
2020		87.0	89.0	89.0	80.0	55.0
2021		90.0	93.4	94.6	70.4	75.7
2022		91.9	94.6	95.7	87.3	76.1

Les résultats de la station d'épuration sont considérés comme bon.

Par ailleurs, suite à des problèmes de fonctionnement de la filière boues, des travaux ont été réalisé en novembre 2022 avec un déplacement du point de prélèvement des boues qui sont désormais extraite au niveau du puits de recirculation alors qu'auparavant elle l'était depuis le bassin d'aération. Une amélioration des performances de la STEP est attendue sur le bilan annuel 2023.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 42/70
26 juillet 2024



6.2.2.5 - Synthèse

Le fonctionnement de la station d'épuration de Montrevel-en-Bresse n'est pas satisfaisant dans la mesure où les surcharges hydrauliques entraînent des déversements importants en entrée de station d'épuration même si les résultats en terme de performance et vis-à-vis des limites de rejets autorisées restent bons. est aujourd'hui satisfaisant. Les rejets respectent l'arrêté de la station d'épuration.

Théoriquement, sur le plan organique, la station d'épuration dispose d'une réserve capacitaire pour traiter une pollution supplémentaire, toutefois cela implique que des actions soient menées pour réduire drastiquement les apports d'eaux claires parasites.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 43/70
26 juillet 2024



6.3 - Actions à engager

Au terme du schéma directeur d'assainissement, le programme d'actions pour la commune de Jayat comprendra les orientations suivantes pour garantir le respect des objectifs réglementaires et un meilleur fonctionnement des ouvrages :

■ Système d'assainissement de Jayat :

- la rectification des anomalies de branchement identifiées (eaux usées polluant le réseau pluvial, eaux pluviales surchargeant les réseaux d'eaux usées) :
 - ▶ reprise des branchements EU encore raccordés au réseau à vocation pluviale (secteur mis en séparatif récemment rte de Bourg et lotissement Mare de Loize),
 - ▶ reprise de branchements EP au réseau EU identifiés par les contrôles de branchements,
- la réduction des apports parasites permanents dans les réseaux d'eaux usées via la réhabilitation de collecteurs ;
- l'élimination des dégradations structurelles et fonctionnelles recensées ;
- la maîtrise des rejets pluviaux :
 - ▶ mise en séparatif des quelques voies identifiées encore en unitaire (route de Berezyiat, route de Toulon, chemin de la Croix de Bois et hameau de Riottier). Cette mise en séparatif se fera préférentiellement en déconnectant les ouvrages de captages des eaux pluviales (grilles, avaloirs, gouttières) du réseau d'assainissement.
 - ▶ mise en place d'un zonage des eaux pluviales privilégiant la gestion des eaux à la parcelle.
- la mise aux normes des systèmes d'assainissement non-collectif ;

■ Système d'assainissement de la Cézille :

Les investigations de terrain menées et la campagne de mesures réalisée n'ont pas mis en évidence d'anomalies majeures sur les réseaux d'assainissement du territoire de la commune de Jayat. Les dysfonctionnements observés sur le système de traitement et de collecte sont essentiellement imputables aux réseaux de collecte des communes de Montrevel-en-Bresse et Malafretaz. Cela s'explique par le fait que les dysfonctionnements consistent essentiellement en des surcharges hydrauliques liés à une mise en séparatif non finalisée sur le territoire de la commune de Montrevel-en-Bresse. Aussi, les travaux sur la commune de Jayat seront limités à :

- la rectification des anomalies de branchement identifiées (quelques branchements d'eaux pluviales surchargeant les réseaux d'eaux usées) ;
- l'élimination des dégradations structurelles et fonctionnelles recensées ;

Par ailleurs, compte-tenu des coûts élevés de raccordements de hameaux en système d'assainissement non-collectif et aux surcharges hydrauliques identifiées sur les stations d'épuration, la commune de Jayat et Grand Bourg Agglomération souhaite maintenir le périmètre de l'assainissement collectif aux secteurs actuellement desservis par un réseau de collecte raccordé soit à la STEP de Jayat, soit à la STEP de Cézille.

Le programme de travaux sera intégré au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de Grand Bourg Agglomération qui aura la charge de leur programmation pluriannuelle. En effet, Grand Bourg Agglomération détient la compétence Assainissement et Gestion des Eaux Pluviales Urbaines et doit tenir compte de l'ensemble des actions à engager à l'échelle de la collectivité qui compte 74 communes. Le PPI de Grand Bourg Agglomération ne pourra être connu qu'au terme de l'ensemble des études d'assainissement menées sur le territoire de la collectivité.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 44/70
26 juillet 2024



7 - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.1 - Synthèse des contrôles de Grand Bourg Agglomération

206 habitations en assainissement non collectif sont répertoriées sur le territoire à Jayat.

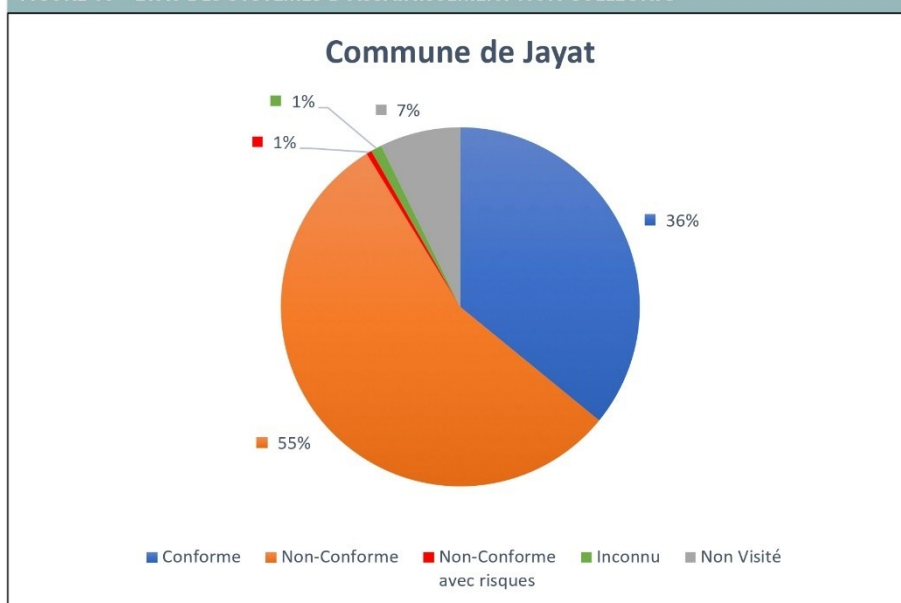
La population communale est estimée à 1 241 habitants. Avec une moyenne de 2,6 habitants par logement sur le territoire, la population raccordée en assainissement non collectif est estimée à 536 habitants, représentant 43 % de la population communale.

Sur l'ensemble de ces ANC, 74 sont conformes (soit un taux de conformité de 36 %), 114 sont non-conformes et 1 est non-conforme avec risques. Il manque également les données de 17 ANC dont la conformité n'est pas précisée.

TABLEAU 15 – CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

		Conforme	Non-Conforme	Non-Conforme avec risques	Inconnu	Non Visité	Total
Jayat	Nombre	74	114	1	2	15	206
	%	35.9	55.3	0.5	1.0	7.3	100.0

FIGURE 18 – ETAT DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIFS



Les principaux hameaux concernés par l'assainissement collectif sont situés principalement sur la zone A (zone agricole) :

- Au nord du Bourg
 - Les Neuves,
 - La Petite Poyatière,
 - Petit Vigneux,
 - Grand Vigneux,



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 45/70
26 juillet 2024

■ A l'Ouest du bourg :

- Corgent,
- Barbignat

■ Au sud du Bourg :

- Les Chaudys,
- Les Forays,
- Les Vernes,
- Montessuy,

Excepté, le hameau de Grand Vigneux, les secteurs disposant de système d'assainissement non collectifs sont éloignés des secteurs aujourd'hui raccordés à l'un des 2 systèmes de collecte.

Il existe également des habitations isolées ou domaines agricoles en assainissement non collectif situés en zone A ou N (zone naturelle) du nouveau PLU.

Il est possible de trouver des habitations situées à proximité immédiate des réseaux des eaux usées mais qui demeurent en assainissement individuel par difficultés de raccordement (utilisation de poste de relevage en domaine privé).

Cette spécificité devra être prise en compte lors de la rédaction du projet règlement du PLU.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 46/70
26 juillet 2024

FIGURE 19 – LOCALISATION DES DISPOSITIFS ANC

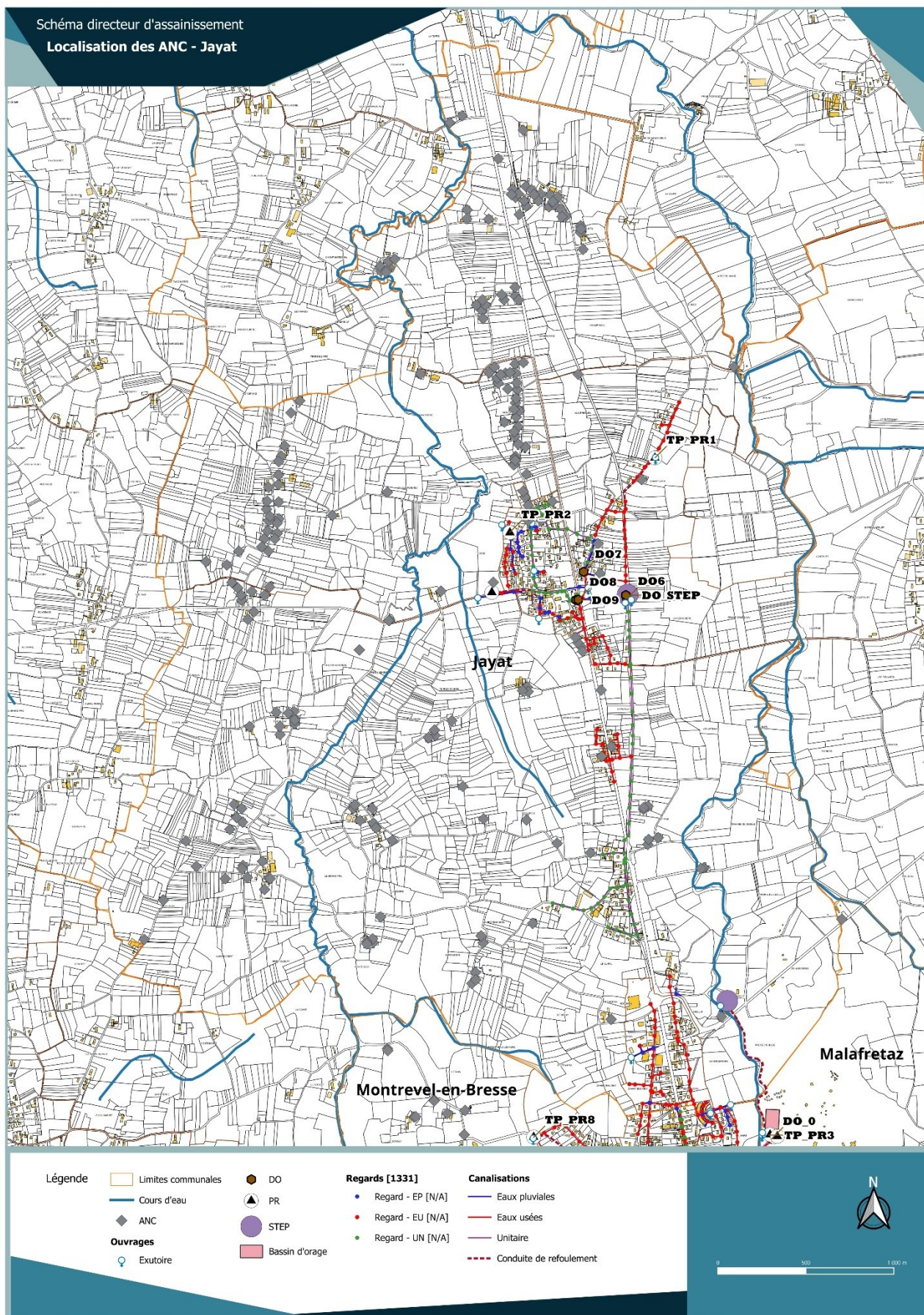


COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 47/70
26 juillet 2024

Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.



Schéma directeur d'assainissement
Localisation des ANC - Jayat



7.2 - Etude antérieure

La commune a réalisé en 2007, une étude du zonage d'assainissement (Bureau d'Etudes. GINGER). Cette étude comprenait notamment :

- Une analyse des contraintes de l'habitat,
- une analyse de l'aptitude des sols sur les zones du territoire communal disposant d'assainissement non-collectifs.

Les éléments du précédent zonage (Phase 1, Phase 2 et carte des contraintes de l'assainissement avec les données d'infiltration et les filières préconisées) présentés en Annexe 3.

Dans le cadre de cette étude, il n'a pas été produit de nouvelles cartes d'aptitudes et des contraintes, dans la mesure où l'ensemble des études a été fait précédemment et il n'y a pas eu de nouvelles zones urbanisées depuis le dernier zonage assainissement. Les données collectées sont donc suffisantes.

7.2.1 - Aptitude des sols à l'assainissement non-collectif

Les investigations ont permis les conclusions suivantes (source : Zonage Assainissement – Ginger - 2007) :

« La totalité du territoire communal est concernée par une faible perméabilité : les sols argileux ne peuvent assurer ni le traitement des effluents ni leur évacuation dans le sol. Les filières drainées permettent de traiter les effluents avant évacuation. Dans ce cas les possibilités d'évacuation des effluents traités doivent être vérifiées. En effet ces filières nécessitent un exutoire pour évacuer les effluents traités hors des zones urbanisées.

Sur le secteur de Corgent, un système d'assainissement par tranchées d'infiltration surdimensionnées paraît suffisant. Il conviendra néanmoins de vérifier la perméabilité sur le lieu d'implantation du dispositif car les valeurs sont relativement faibles : 15 à 30 mm/h. Par ailleurs, ce système de traitement nécessite une surface disponible plus importante que le filtre à sable drainé.

Les secteurs tels que Les Neuves ou Barbignat sont concernés par des remontées de nappe. Les secteurs de Cachets, Moulin de Riottier n'ont pas été mis en évidence mais peuvent être concernés par cette contrainte très importante. Dans ce cas, il conviendrait de mettre en place un tertre d'infiltration qui n'est autre qu'un filtre à sable drainé surélevé. Ce type de filière d'assainissement autonome nécessite la plupart du temps un poste de relevage des eaux usées.

Aucun secteur ne paraît concerné par la contrainte habitat du fait d'un habitat plutôt dispersé sur les zones d'assainissement non collectif. Aucune habitation ne disposerait d'une surface insuffisante pour mettre en œuvre un système « classique » d'assainissement individuel le plus souvent à cause d'équipements (parking, terrasse, piscine, etc.) mais également lorsque la superficie des parcelles est limitée. Cette contrainte est donc à étudier cas par cas. Lorsqu'aucun aménagement ou achat de terrain n'est possible la mise en place d'une filière compacte peut être envisagée (cf. arrêté du 23/12/03).

Il convient également de s'interroger sur les possibilités d'évacuation des effluents traités dans ces zones d'habitat peu dense. L'absence d'exutoire peut en effet être une contrainte majeure à la faisabilité de l'assainissement individuel. Sur l'ensemble du territoire, vu le type d'habitat peu dense et les nombreux exutoires présent (fossés, cours d'eau, étang...) l'évacuation des effluents traités ne semble pas poser de problème majeur.

En outre, la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriétés, forme, taille et occupation de la parcelle). Les règles d'urbanisme doivent être respectées avant de prendre en compte les différentes contraintes ci-dessus pour choisir la filière d'assainissement adaptée. »



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 48/70
26 juillet 2024

Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.

Conclusion :

La contrainte principale à l'assainissement autonome sur la commune de Jayat est la contrainte perméabilité du fait du caractère argileux du sol superficiel. Par conséquent, la mise en place de filières de traitement drainées est généralement nécessaire sur le territoire communal.

Deux secteurs (Les Neuves – Barbignat) présenteraient des contraintes importantes à l'assainissement individuel : remontées de nappe qui nécessitent la mise en place d'un tertre d'infiltration avec l'installation d'un poste de relevage :

Seule une étude d'aptitude des sols à la parcelle permet de définir la filière de traitement la mieux adaptée aux contraintes du site et le type d'évacuation des eaux épurées envisageable.

7.2.2 - Scénarii étudiés

Des propositions d'extensions du réseau d'assainissement collectif ont été étudié et chiffré en phase 2 de l'étude de zonage. Ces propositions concernaient les hameaux de Grand Vigneux et Les Neuves.

Les scénarii étudiés proposaient :

- Un raccordement du hameau du Grand Vigneux à la STEP du bourg de Jayat,
- La mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement spécifique sur le hameau des Neuves.

Au vu des montants de travaux évalués et des contraintes, et compte tenu que les hameaux n'étaient pas voués à avoir un développement important, la collectivité a fait le choix de maintenir les hameaux en assainissement non-collectif.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 49/70
26 juillet 2024



8 - ZONAGE ASSAINISSEMENT

8.1 - Base de proposition des scénarios d'assainissement

Avant d'aborder au chapitre suivant la proposition concrète de zonage d'assainissement sur la commune de Jayat, il est présenté ici les hypothèses techniques, environnementales et financières qui ont été utilisées pour comparer les différentes solutions envisageables sur les zones de la commune actuellement en assainissement non collectif (maintien en assainissement individuel ou raccordement au réseau collectif).

8.1.1 - Détail des coûts d'investissement de l'assainissement non collectif

En fonction des unités de sols mises en évidence, les dispositifs d'assainissement individuel diffèrent.

Le tableau ci-dessous rappelle le coût moyen de la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement non collectif dans le cadre de la réhabilitation d'installations existantes. Pour les constructions neuves ces coûts pourront être minorés de 30 % (absence de contraintes liées à l'accès, l'occupation du sol, la destruction de la filière existante..).

TABLEAU 16 – COUTS DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF			
Type de filières individuelles (base de dimensionnement de 2 à 5 pièces principales)	Forme de traitement des effluents	Coût pour une construction neuve en € H.T.	Coût pour une réhabilitation d'installation existante en € H.T.
Fosse toutes eaux+ Ependage souterrain 45 ml à 60 ml en fonction de la perméabilité du sol et 15 ml de plus par pièce principale supplémentaire en fonction de la perméabilité du sol	Sol en place	environ 6 000 à 12 000 en fonction de la filière utilisée et des contraintes du site	Varie en fonction de : Ouvrages à réhabiliter, Contraintes du site, Filière retenue, Accessibilité de la parcelle
Fosse toutes eaux + Lit d'épandage 60 m ² et 20 m ² de plus par pièce principale supplémentaire	Sol en place		
Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical non drainé de 20 m ² et 5 m ² de plus par pièce principale supplémentaire	Traitement des effluents en sol reconstitué		
Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé 20 m ² et 5 m ² de plus par pièce principale supplémentaire	Traitement des effluents en sol reconstitué		
Filières compactes (filière limitée aux habitations de 5 pièces principales au maximum) Filières agréées par l'arrêté du 07/09/2009 modifié le 25 avril 2012	Traitement des effluents en sol reconstitué		

8.1.2 - Seuil de rentabilité théorique de raccordement sur un réseau d'assainissement collectif

D'une manière générale, pour que la solution « assainissement collectif » soit rentable, la densité de l'habitat doit être suffisamment importante afin de :

- Limiter le coût d'investissement par habitation,
- Garantir un écoulement suffisant dans le réseau de collecte, évitant ainsi des dépôts de matières pouvant être à l'origine de colmatages du réseau.

Pour les cas simples (habitat diffus), la rentabilité du raccordement au collecteur le plus proche est exprimée en linéaire à poser, notion qui traduit le coût d'investissement qu'il faudrait engager pour réaliser un réseau de desserte.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 50/70
26 juillet 2024

Elle est modulée en fonction du coût des filières d'assainissement non collectif qu'il faut mettre en place en fonction de la nature des sols, plus la filière est contraignante donc coûteuse et plus le linéaire équivalent à réaliser est important.

Cette approche se base notamment sur les recommandations de la circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif qui indique dans son annexe 2 que « l'assainissement non collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20 à 25 mètres, cette distance devra bien entendu être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Au-dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe à protéger).»

La traduction concrète de ces principes s'exprime généralement au niveau de la densité de l'habitat, densité qui doit être suffisamment grande pour envisager la réalisation d'un réseau d'eaux usées afin que :

- le coût d'investissement par habitation soit faible,
- les risques de glissement de terrain soient pris en compte,
- les écoulements dans le réseau de collecte soient suffisants, évitant ainsi des dépôts de matière pouvant être à l'origine de colmatage du réseau.

8.2 - Actualisation du zonage d'assainissement

8.2.1 - Etude de zonage antérieure

L'étude de zonage assainissement précédente (Ginger – 2007) avait abouti à un zonage assainissement ne prévoyant pas d'extension des réseaux d'assainissement collectifs existant.

La mise à jour du zonage d'assainissement intervient suite à la révision du PLU. Elle doit tenir compte de des nouvelles orientations de la commune en matière d'urbanisme.

Le zonage d'assainissement proposé tient compte des nouvelles orientations définies dans le projet PLU et de la desserte actuelle en réseau.

La carte de zonage d'assainissement proposé tient compte :

- De la desserte ou non en réseau,
- Du projet PLU et de son règlement,
- De la faisabilité technique et financière de l'assainissement collectif.

8.2.2 - Scénario étudiés

Compte tenu du fort éloignement de nombreux hameaux par rapport aux secteurs raccordés sur la station de Jayat, mais également du fait que le nouveau PLU ne prévoit pas de développement sur ces hameaux, seulement 2 hypothèses de raccordement à l'assainissement collectif ont été étudiées. Les zones concernées sont :

- Le début du chemin de la Croix de Bois situé en limite de la zone Urbaine du bourg (3 habitations concernées)
- Le hameau de Grand Vigneux situé à environ 350 m au nord du bourg (potentiellement 30 habitations concernées). Le raccordement de ce hameau avait déjà été étudié en 2007.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 51/70
26 juillet 2024

8.2.2.1 - Chemin de la Croix de Bois

Le secteur étudié compte 3 habitations (8 EH) située en zone UB.

Le listing ANC de Grand Bourg Agglomération identifie 2 habitations comme non-conforme et une habitation en inconnu (non visitée).

Les 2 habitations non-conformes dispose de fosse toutes eaux mais visiblement pas de traitement en aval.

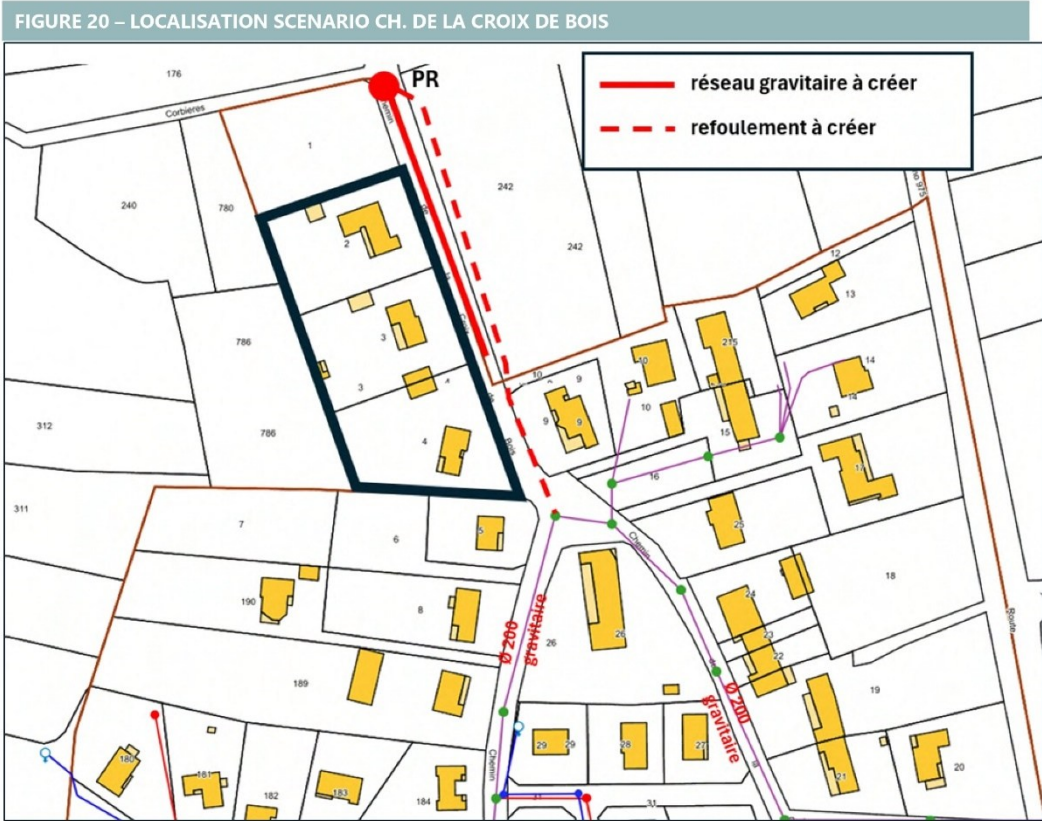


TABLEAU 17 - INVESTISSEMENT POUR ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF – CROIX DE BOIS

Assainissement non-collectif				Assainissement collectif				
Désignation	Qté	P.U. € H.T.	Total € H.T.		Unité	Qté	P.U. € H.T.	Total € H.T.
Logements / établissements				Création EU (Ø 200)				
- Fosse toutes eaux (volume 3 m³)	1	3 500	3 500	Branchements	U	3	1 800	5 400
- Filtre à sable drainé	3	4 000	12 000	Poste de refoulement	U	1	12 000	12 000
			15 500	Conduite refoulement (Ø 60)	m	170	100	17 000
Aléas (10%)			1 600	Aléas (10%)	F			7 000
Etudes / MOE / réception (10%)			1 600	Etudes / MOE / réception (10%)	F			7 700
TOTAL			18 700	TOTAL				84 300

Le montant des investissements est nettement moins important dans le scénario de mise aux normes des ANC.

■ Synthèse



TABLEAU 18 – CH. CROIX DE BOIS : COMPARAISON ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF

		Assainissement collectif	Assainissement non collectif
Investissement € H.T.	Public	93 900	
	Privé	6 000	18 700
	Total	99 900	18 700
Nombre habitation		3	3
dont à réhabiliter		3	3
Ratio / logement (€)		33 300	6 230
Coût d'exploitation (€)		3 300	600
Descriptif	1 Poste de refoulement 110 m Ø200 gravitaire 170 m Ø90 refoulement		réhabilitation 3 ANC Filière : filtre à sable drainé ou microstation
Avantages	Suppression nuisances individuelles		Pas d'investissement public Pas de contraintes à l'ANC
Inconvénients	Coûts d'exploitation et d'investissement pour GBA		Gestion privé Exutoires car terrains peu perméables

L'assainissement non-collectif apparaît le plus pertinent pour les habitations concernées d'autant plus que les parcelles sont suffisamment grandes pour accueillir un dispositif autonome.

8.2.2.2 - Grand Vigneux

Le secteur étudié compte environ 35 habitations :

- 3 habitations (8 EH) du ch. de la Croix de Bois (Zone UB)
- 32 habitations (80 EH), chemin du Grand Vigneux, impasse du Petit Vigneux et chemin de la Grande Poyatière, située en zone A (Agricole).

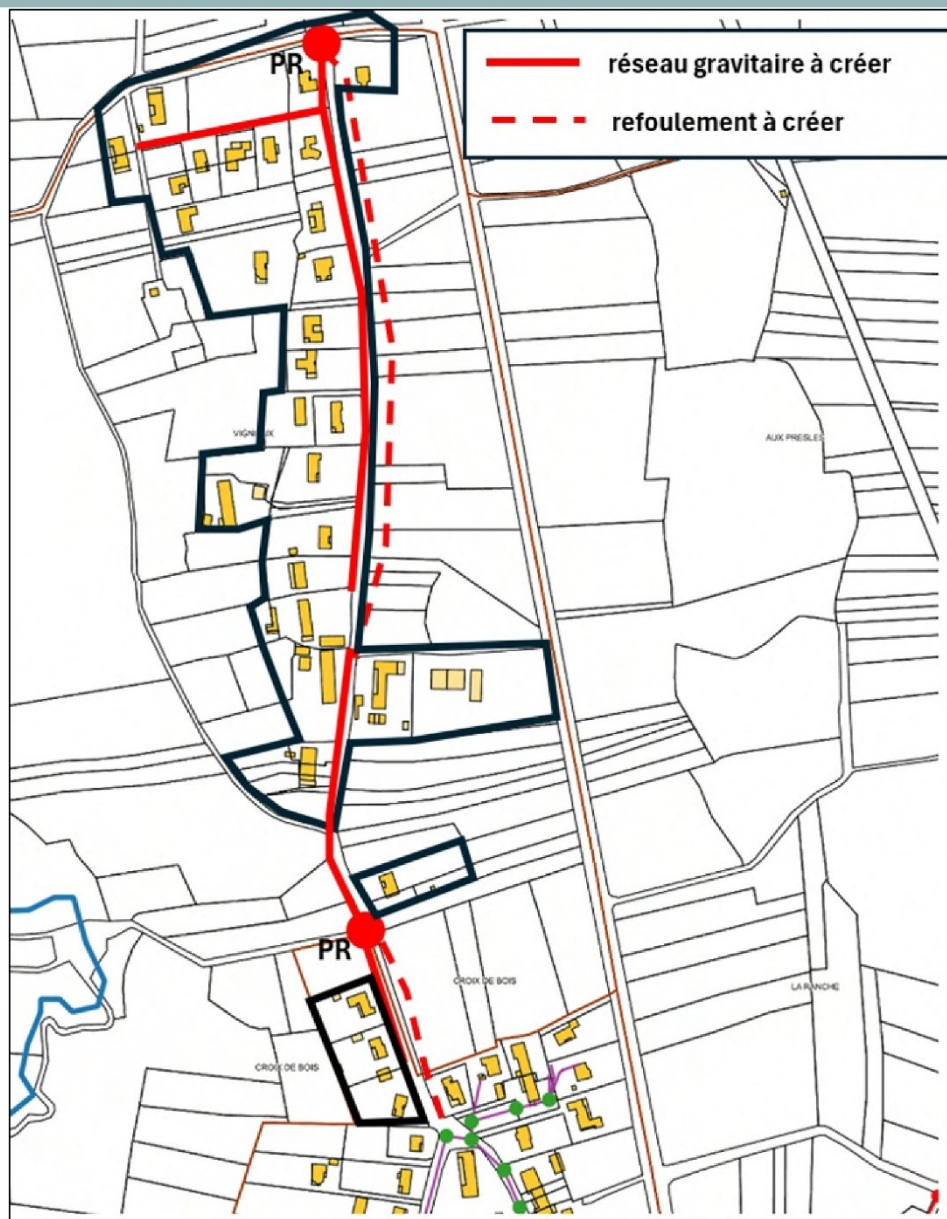
Le listing ANC de Grand Bourg Agglomération identifie :

- 19 habitations conformes
- 15 habitations non conformes
- 1 habitation en inconnu (non visitée).

TABLEAU 19 – INVESTISSEMENT POUR ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF – GRAND VIGNEUX

Assainissement non-collectif				Assainissement collectif				
Désignation	Qté	P.U. € H.T.	Total € H.T.		Unité	Qté	P.U. € H.T.	Total € H.T.
<u>Logements / établissements</u>				Création EU (Ø 200)	m	910	320	291 200
- Fosse toutes eaux (volume 3 m³)	10	3 500	35 000	Branchements	U	35	1 800	63 000
- Filtre à sable drainé	16	4 000	64 000	Poste de refoulement	U	2	35 000	70 000
			99 000	Conduite refoulement (Ø 90)	m	650	120	78 000
Aléas (10%)			9 900	Aléas (10%)	F			50 200
Etudes / MOE / réception (10%)			9 900	Etudes / MOE / réception (10%)	F			55 200
TOTAL			118 800	TOTAL			607 600	

FIGURE 21 – LOCALISATION SCENARIO HAMEAU DE GRAND VIGNEUX



■ Synthèse

TABLEAU 20 – GRAND VIGNEUX : COMPARAISON ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF			
		Assainissement collectif	Assainissement non collectif
Investissement € H.T.	Public	607 600	
	Privé	70 000	118 800
	Total	677 600	118 800
Nombre habitation		35	35
dont à réhabiliter		35	16
Ratio / logement (€)		19 360	7 430
Coût d'exploitation (€)		12 400	7 000
Descriptif	2 Poste de refoulement 910 m Ø200 gravitaire 650 m Ø90 refoulement		réhabilitation 16 ANC Filière : filtre à sable drainé ou microstation
Avantages	Suppression nuisances individuelles		Pas d'investissement public Pas de contraintes à l'ANC
Inconvénients	Coûts d'exploitation et d'investissement pour GBA		Gestion privé Exutoires car terrains peu perméables

L'assainissement non-collectif apparaît le plus pertinent pour les habitations concernées pour les raisons suivantes :

- Coûts d'investissement et d'exploitation moins élevés,
- Pas de contraintes majeures pour la mise en place d'un assainissement non collectif,
- Pas de développement de l'urbanisme envisagé sur le hameau.

8.3 - Conclusion

Le nouveau PLU ne prévoit pas de développement des différents hameaux présents sur le territoire communal. Aussi, est-il proposé de maintenir un assainissement non-collectif sur l'ensemble des zones avec ce type d'assainissement actuellement.

Les apports supplémentaires vers la station d'épuration de Jayat envisagés à échéance 2035 correspondront au projet d'urbanisation réalisés sur le bourg de Jayat. La charge supplémentaire à traiter sera d'environ 160 EH ce qui est compatible avec les capacité de traitement de la station.

Le zonage d'assainissement proposé est cohérent avec les contraintes physiques et environnementales décrites dans les paragraphes précédents :

- Il n'existe aucun point de prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine et le territoire de la commune n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage AEP.
- Sur les zones maintenues en, assainissement non collectif les contraintes vis-à-vis de l'assainissement non collectif ne sont pas majeures.
- La capacité du réseau de collecte et de la station d'épuration sont largement suffisantes pour répondre aux besoins de la commune en assainissement.
- De travaux ont été réalisés (mise en séparatif) ou sont encore prévus pour améliorer le fonctionnement du réseau par temps de pluie.

La carte du zonage assainissement est présentée en annexe.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 55/70
26 juillet 2024



9 - ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

9.1 - Rappel réglementaire

L'outil réglementaire de base pour élaborer le zonage pluvial :

- Le Code de l'environnement ou ancienne loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;
- Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Code général des collectivités territoriales (CGCT Article L2224-10) ;
- Le Code Civil ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

L'étude de zonage pluvial est réalisée sur les zones urbaines et sur les zones à urbaniser du PLU. Cette étude devra passer en enquête publique pour être opposable aux tiers.

La composition du dossier de l'enquête publique du zonage pluvial devra comprendre le rapport de zonage pluvial et prescriptions, ainsi que qu'éventuellement une évaluation environnementale (demande au cas par cas à réaliser).

Le présent règlement ne se substitue pas à la loi sur l'eau, tout nouveau rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles devant faire l'objet d'une procédure :

- De déclaration, si la superficie totale desservie est supérieure ou égale à 1 ha, mais inférieure à 20 ha ;
- D'autorisation, si la superficie totale desservie est supérieure ou égale à 20 ha ;
- D'autorisation, en cas de création d'une zone imperméabilisée de plus de 5 ha d'un seul tenant (à l'exception des voies publiques affectées à la circulation).

La loi sur l'eau a pour conséquence de renforcer le rôle des collectivités territoriales qui se voient dotées de nouvelles obligations en matière d'assainissement. Les articles R.214-1 à 214-56 du code de l'environnement (ex : loi sur l'eau). Ainsi, lors de certaines opérations d'aménagement, le rejet et l'infiltration d'eaux pluviales sont soumis à déclaration ou à autorisation au titre de cette réglementation.

Désormais, la maîtrise du ruissellement, la collecte, le stockage des eaux pluviales ainsi que la lutte contre la pollution apportée par ces eaux doivent être pris en compte dans le cadre du zonage d'assainissement défini dans l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales. Cet article stipule que : « ... les communes ou leurs groupements délimitent, après enquêtes :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Ces deux derniers points concernent directement les eaux pluviales : mieux gérer les eaux pluviales et surtout limiter l'imperméabilisation des zones d'aménagement. Ils entrent en accord avec le principe de maîtrise quantitative et qualitative des eaux régi aux articles R214-1 et suivants du code de l'environnement.

Deux objectifs sont poursuivis :

- un objectif quantitatif par la mise en place de dispositifs d'infiltration, de bassins de rétention ou par des techniques alternatives afin de limiter les ruissellements et leurs effets,
- un objectif qualitatif par la protection des milieux naturels et la prise en compte des impacts de la pollution transitée par les réseaux pluviaux.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 56/70
26 juillet 2024

9.2 - Le patrimoine eaux pluviales

Le linéaire de réseaux d'eaux pluviales connu est limité sur le territoire de Jayat. Il a été évalué lors du schéma directeur d'assainissement à environ 4 755 m sur les zones urbaines du PLU.

Toutefois, dans le cadre du SDA, il n'a pas été réalisé d'investigations spécifiques de recensement des réseaux pluviaux sur les hameaux éloignés et non raccordés aux systèmes d'assainissement collectifs. Il est probable que sur ces hameaux, il existe quelques réseaux pluviaux peu étendus.

Les investigations de terrain ont également permis de localiser 2 bassins de stockage sur le territoire communal :

- Zone d'activités de la Cézille : bassin du Centre Commercial (privé),
- Rue de la Chenevière, sur la limite communale avec Montrevel-en-Bresse : le bassin collecte les eaux d'un lotissement.

9.3 - Stratégie de gestion des eaux pluviales

9.3.1 - Priorités d'actions et objectifs fondamentaux

Même si les projets d'urbanisation prévus sur le territoire restent limités, ils conduiront à une augmentation du ruissellement par rapport à la situation actuelle d'où la nécessité de mettre en place des compensations à l'imperméabilisation.

Aussi, il est nécessaire de réguler les volumes de ruissellement sur les futurs secteurs d'urbanisation afin de limiter les débits pluviaux rejetés dans les réseaux d'assainissement unitaires et pluviaux communaux ou le réseau hydrographique naturel.

Le principe est simple : les nouvelles imperméabilisations ne doivent pas modifier le débit de base naturel des terrains avant urbanisation, avec pour finalité la non-aggravation et même l'amélioration de la situation hydrologique du bassin versant.

A ce titre, le SDAGE 2022-2027 fixe les Orientations Fondamentales et la gestion des eaux pluviales est notamment prise en compte par l'orientation 5A (Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestiques et industrielles). Les dispositions à mettre en œuvre sont :

- 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux

La recherche de l'adéquation entre le développement des agglomérations et les infrastructures de dépollution doit être intégrée à tout projet d'aménagement. Aussi, les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU(i) doivent s'assurer du respect des réglementations sectorielles (directive eaux résiduaires urbaines « ERU », directive baignade) et de l'objectif de non dégradation des masses d'eau, en veillant en particulier à la maîtrise de l'impact cumulé de leurs rejets dans les masses d'eau.

Les processus de choix des dispositifs d'épuration doivent aussi étudier et, quand c'est possible, privilégier les possibilités d'infiltration des eaux pluviales au plus près de la parcelle, de réutilisation des eaux usées et des eaux pluviales traitées, les filières de valorisation des boues, l'optimisation du bilan énergétique des systèmes de dépollution.

- 5A-03 : Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine

L'objectif est de réduire les déversements d'eaux usées non traitées au niveau des déversoirs d'orage des systèmes d'assainissement.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 57/70
26 juillet 2024

■ 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées

L'imperméabilisation augmente le ruissellement des eaux de pluie au détriment de leur infiltration dans le sol. Les conséquences sur les milieux aquatiques et les activités humaines peuvent alors être importantes, en entraînant notamment une augmentation des volumes d'eaux pluviales ruisselées et de leur charge en polluants qui perturbe les réseaux et le fonctionnement des dispositifs d'assainissement. L'imperméabilisation entraîne par ailleurs une moindre alimentation des nappes souterraines, une accélération des écoulements en surface, et une augmentation des risques de catastrophes naturelles (inondation, coulée de boue etc.).

Aussi le SDAGE fixe 3 objectifs généraux :

■ Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols

Cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme lors des réflexions en amont de l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation. La limitation de l'imperméabilisation des sols peut prendre essentiellement deux formes : soit une réduction de l'artificialisation, c'est-à-dire du rythme auquel les espaces naturels, agricoles et forestiers sont reconvertis en zones urbanisées, soit l'utilisation des terrains déjà bâtis, par exemple des friches industrielles, pour accueillir de nouveaux projets d'urbanisation.

■ Réduire l'impact des nouveaux aménagements

Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant la rétention des pollutions.

■ Compenser l'imperméabilisation nouvelle par la désimperméabilisation de l'existant

Le SDAGE incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU(i)) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150 % de la nouvelle surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification.

Compte-tenu de ces orientations et des désordres mis en évidence sur le territoire de Jayat, nous proposons d'agir prioritairement, via le zonage, **sur la gestion quantitative des eaux pluviales**, de manière généralisée, **avec les objectifs concomitants suivants** :

- Réduire les rejets au milieu naturel des réseaux d'assainissements par temps de pluie,
- Protéger les riverains de manière pérenne des désordres liés au ruissellement incontrôlé émis par les zones amont et des débordements de réseaux saturés par l'ensemble des apports ;
- Ne pas créer ou augmenter un risque d'inondation par débordement des cours d'eau, lié à des rejets non maîtrisés vers les eaux superficielles ;
- Dépolluer, car les dispositifs permettant la gestion quantitative des eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées peuvent être d'excellents (voire les mieux adaptés) facteurs de l'interception des polluants.

De facto, **la maîtrise des flux polluants émis vers les eaux de surface ne constitue donc pas un objectif secondaire**, mais un effet connexe de la gestion quantitative, que l'on complètera par **quelques actions ciblées** lorsque les émissions proviennent de zones imperméabilisées sensibles notamment dans le cas de sites économiques (entreprises).



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 58/70
26 juillet 2024



Remarque : les projets soumis à la mise en place des règles de gestion des eaux pluviales et mesures compensatoires explicitées ci- après sont :

- Les constructions neuves,
- Les constructions existantes : extensions de plus de 40 m²,
- Les reconstructions.
 - ▶ Cas de constructions neuves : la surface imperméabilisée à compenser (i.e. désimperméabiliser une zone de surface active équivalente à un autre endroit) sera prise égale à la surface d'emprise maximale au sol des constructions augmentée des équipements internes à la parcelle : voies d'accès, terrasses, parking, abri jardin, piscine couverte, etc...
 - Dans le cas d'une démolition de l'existant, le cas des constructions neuves s'applique.
 - ▶ Cas des extensions : dans le cas d'une extension d'une construction existante, seule l'extension liée au projet est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée à compenser sans rattrapage de la solution pré-existante.
 - Si l'extension est inférieure à 40 m² de surface au sol, les règles suivantes ne s'appliquent pas et aucune rétention des eaux pluviales n'est alors imposée sur l'unité foncière.

Il est rappelé que, pour des projets dont la surface totale, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet est supérieure ou égale à 1 ha, le projet est soumis soit à déclaration, soit à autorisation au titre de la Loi sur l'Eau. Une étude d'incidence ou une étude d'impact est alors nécessaire à l'instruction du dossier par les services de l'Etat.

En dessous de 1 ha, la gestion des eaux pluviales revient à l'appréciation de l'aménageur, en fonction de la sensibilité du milieu récepteur et du risque de production de polluants par le projet (ce qui pourra justifier le choix d'un prétraitement ou d'une rétention).

Dans le cas où un raccordement des eaux pluviales du site au réseau public des eaux pluviales sera sollicité, la collectivité demandera à ce que le débit de fuite soit le plus faible possible et que des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales soient préalablement prévues au projet.

Remarque : Tout nouveau rejet d'eaux pluviales aux réseaux de type unitaire est proscrit.

9.3.2 - Privilégier l'infiltration

L'infiltration des eaux de ruissellement est la solution à privilégier sauf sur les zones où elle est exclue pour des enjeux environnementaux (qualité des aquifères), géologiques (stabilité des sols) ou pour une impossibilité avérée (perméabilité du sol insuffisante).

La faisabilité de l'infiltration doit être établie au regard des principes suivants :

- La perméabilité des sols
 - a. Sol très peu perméable à imperméable ($k \leq 10^{-7}$ m/s) : l'infiltration n'est pas envisageable,
 - b. Sol peu perméable à perméable (k compris entre 10^{-7} et 10^{-4} m/s) : l'infiltration des eaux pluviales peut être réalisée,
 - c. Sol perméable à très perméable ($k > 10^{-4}$ m/s) : l'infiltration des eaux pluviales est possible mais nécessite des précautions pour maîtriser les transferts de polluants.
- Pente du terrain

Les dispositifs d'infiltration sont à proscrire dans les zones présentant des pentes fortes (10% et plus), sauf si une étude justifie de l'absence d'impact sur l'aval.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 59/70
26 juillet 2024

■ Présence d'une nappe

Pour assurer leur bon fonctionnement, les dispositifs d'infiltration sont à proscrire si une hauteur minimale de 1 m entre le fond du dispositif d'infiltration et le niveau maximal de la nappe n'est pas respectée.

■ Risque géotechnique

Les dispositifs d'infiltration sont à proscrire dans une zone de prévention liée aux risques de glissement de terrain.

Au cours de l'élaboration des projets, une étude de perméabilité :

- Est conseillée dans le cadre de la mise en œuvre de dispositif d'infiltration des eaux pluviales, afin de confirmer la capacité des sols à l'infiltration ;
- Est obligatoire dans le cadre d'une demande de raccordement des eaux pluviales au réseau public eaux pluviales / unitaires pour des projets pour lesquels la surface imperméabilisée excède 500 m² ou tout autre projet que maison individuelle.

La solution d'infiltration est à privilégier car elle permet de ne pas augmenter les débits générés par temps de pluie.

En conséquence, la collectivité doit préférer l'infiltration si elle s'avère réalisable et peut se réserver le droit de refuser un rejet dans ses infrastructures de collecte si elle estime que le pétitionnaire dispose d'autres solutions pour la gestion de ses eaux pluviales générées par son projet. Le pétitionnaire devra alors transmettre tous les éléments demandés par la collectivité lui permettant d'émettre un avis.

Par conséquent, en cas de rejet par infiltration, pour des projets pour lesquels la surface imperméabilisée excède 500 m² ou tout autre projet que maison individuelle, le pétitionnaire devra fournir toutes les justifications techniques permettant de juger de la faisabilité technique du rejet et de son adéquation à son environnement pédologique et hydrogéologiques, autant en termes quantitatifs que qualitatifs. L'étude géotechnique pourra être annexée à la demande du pétitionnaire.

Le prestataire est responsable de la localisation précise des essais, affinée sur site à partir du dossier de consultation et au vu de l'emplacement et la profondeur prédéterminés des ouvrages le cas échéant. Un nombre plus important d'essais est nécessaire pour des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales à emprise ou linéaire important et / ou en cas d'hétérogénéité des sols rencontrés. Dans tous les cas, des sondages représentatifs du sol et sous-sol, avec des mesures de perméabilité, seront systématiquement réalisés au droit des ouvrages prévus et démontreront la faisabilité (ou non) de l'infiltration.

Une note récapitulative devra synthétiser les éléments suivants :

- Nombre et localisation des sondages effectués
- Faciès géologiques, leurs profondeurs, venues d'eau observées
- Protocole des essais d'infiltration (volume d'eau utilisé, courbe de ressuyage...)
- Coefficients d'infiltration des faciès.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 60/70
26 juillet 2024

9.3.3 - Limitation des débits de ruissellement – notion de débit de fuite

Les perspectives d'urbanisation, en situation future, engendrent une augmentation des surfaces imperméabilisées et par la même une augmentation des volumes et débits ruisselés. De ce fait, toute nouvelle zone d'urbanisation devra compenser les volumes et débits supplémentaires qu'elle génère par rapport à une situation actuelle non imperméabilisée.

En cas de difficultés de gestion des eaux à la parcelle (récupération ou infiltration directe), le rejet s'effectuera à débit régulé de préférence vers le milieu naturel ou, si cela n'est pas possible, dans un réseau séparatif d'eaux pluviales.

Les rejets vers les réseaux unitaires sont à proscrire. Dans des conditions particulières et sous réserve d'accord des services compétents, ils pourront être choisis en dernier recours. En outre, la séparation des réseaux « eaux pluviales » et « eaux usées » dans l'emprise de l'unité foncière reste obligatoire.

Les règles de rejet sont exprimées par un débit de fuite à garantir jusqu'à une occurrence d'évènement pluvieux.

Les débits de fuite sont exprimés en litre / seconde / ha cadastré.

Si les enjeux, à l'aval ou au niveau même des nouvelles parcelles, l'imposent, **le débit rejeté pourra être nul : les eaux de ruissellement devront alors être stockées en totalité puis infiltrées avec un rejet nul vers l'aval.** La mise en place de techniques dites alternatives restera obligatoire.

Le zonage pluvial permet de préciser les différentes zones et les règles à respecter.

9.3.4 - Stratégie à retenir

Au regard du fonctionnement actuel des réseaux publics, et **notamment des déversements significatifs au niveau des DO**, il convient de mettre en œuvre une stratégie efficace pour la gestion des eaux pluviales dans les projets d'urbanisation.

La démarche réglementaire à imposer est la suivante :

1. La séparation des réseaux « eaux pluviales » et « eaux usées » dans l'emprise de l'unité foncière est obligatoire quel que soit le point de rejet envisagé.
2. L'aménagement doit privilégier l'infiltration sur la parcelle des eaux pluviales et ne prévoir aucun rejet sur le domaine public lorsque cela est possible.

Les conditions de faisabilité de l'infiltration à la parcelle sont présentées au paragraphe 9.2.2. Toutefois, le zonage peut prévoir d'exclure l'infiltration sur certaines zones (enjeux protection de nappe ou stabilité du sol).

3. Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer (à justifier par tout document demandé par les services compétents en matière d'eaux pluviales) notamment dans les situations suivantes :

- Si la réglementation l'interdit (PPRi, PPRn) ou si l'infiltration est susceptible d'aggraver l'aléa à proximité,
- Si impossibilité manifeste (non-aptitude des sols – niveau haut de nappe incompatible) démontrée par l'aménageur (étude de sols à minima) et validée par les services compétents en matière d'eaux pluviales,
- Si la construction se situe dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable, en adéquation avec les prescriptions préfectorales définies dans la DUP ou, à défaut, par l'ARS.

Il sera alors laissé la possibilité de rejeter les eaux pluviales **à débit régulé** dans un milieu naturel superficiel (fossé, cours d'eau, etc...) en respectant les prescriptions techniques et l'autorisation de rejet de l'autorité compétente Grand Bourg Agglomération ou commune de Jayat).



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 61/70
26 juillet 2024

4. Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer et de rejeter dans le milieu naturel, il devra le justifier par tout document demandé par les services compétents en matière d'eaux pluviales (Grand Bourg Agglomération ou commune de Jayat). Il sera alors toléré **un rejet à débit régulé** vers le réseau public d'assainissement des eaux pluviales sous réserve que celui-ci dispose d'une capacité résiduelle suffisante et qu'il ne rejoigne pas un réseau de type unitaire.

En parallèle, il convient d'inciter à la maîtrise de l'imperméabilisation des surfaces :

■ L'emploi de matériaux perméables (ex : pavés joints enherbés ou poreux, gravillons concassés, etc...) permet de minimiser les volumes de ruissellement produits et ainsi de limiter le dimensionnement des infrastructures pluviales à prévoir pour le même gain final.

■ L'intégration des techniques alternatives dès la conception du projet permet d'optimiser le mode de gestion (infiltration d'une partie des eaux générées sur la parcelle) et, là encore, de limiter le dimensionnement des infrastructures pluviales.

Enfin, la récupération des eaux pluviales peut être valorisée :

Cette méthode à deux effets positifs : réduction des volumes de ruissellement et économie de la ressource en eau potable.

La réglementation (arrêté du 21 août 2008) autorise la récupération des eaux de toitures pour l'arrosage, le lavage des sols, l'évacuation des excréments. D'autres utilisations peuvent être faites en cas d'installation d'un dispositif de traitement adapté (ex : lavage du linge).

Toutefois, des précautions doivent être prises dans la mise en œuvre de ces dispositifs : sanitaires (exigences sanitaires réglementaires), non interaction avec les ressources eau potable, protection, entretien...

En conséquence, la gestion à la parcelle doit être privilégiée, dans la politique engagée de gestion des eaux pluviales. Ce scénario est préconisé par les instances de l'eau (Agence de l'Eau, Conseil Départemental..) et présente les avantages de mutualiser les efforts et les risques résiduels : l'objectif est de maîtriser le ruissellement dès la source dans une perspective de désordres diffus non ou peu dommageables, plutôt que concentrer les débits vers l'aval proche ou plus éloigné, pour des désordres circonscrits spatialement mais beaucoup plus dommageables.

9.4 - Proposition de zonage pluvial

Pour mémoire : Au-delà de 1 ha, le projet est soumis à déclaration ou à autorisation au titre du Code de l'Environnement (ex Loi sur l'Eau)..

Pour l'ensemble des projets sur la commune, les prescriptions suivantes sont à respecter.

La Collectivité n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées, le principe général de gestion des eaux pluviales étant le rejet au milieu naturel par infiltration ou par évacuation dans les eaux superficielles.

Ce rejet au milieu naturel peut s'effectuer par infiltration dans le sol ou dans certains cas par écoulement dans des eaux superficielles. Dans tous les cas, l'aménageur doit rechercher des solutions limitant les quantités d'eaux de ruissellement et le rejet au réseau public de collecte, tant en termes de débit que de pollution.

Le rejet au milieu naturel peut nécessiter une déclaration ou une autorisation au titre de la police de l'eau ; l'aménageur doit contacter les services concernés, la Collectivité n'ayant compétence qu'en matière de gestion des réseaux d'eaux pluviales.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 62/70
26 juillet 2024

La séparation des réseaux «eaux pluviales» et «eaux usées» dans l'emprise de l'unité foncière est obligatoire.

1. L'aménageur doit infiltrer sur la parcelle les eaux pluviales et ne prévoir aucun rejet sur le domaine public. Néanmoins, au cas par cas, le service peut autoriser le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public, et en limiter le débit.

2. Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer (à justifier par tout document demandé par les services compétents en matière d'eaux pluviales) notamment dans les situations suivantes :

- Si la réglementation l'interdit (PPRi, PPRn) ou si l'infiltration est susceptible d'aggraver l'aléa à proximité
- Si impossibilité manifeste (non-aptitude des sols – niveau haut de nappe incompatible) démontrée par l'aménageur (étude de sols à minima) et validée par les services compétents en matière d'eaux pluviales
- Si la construction se situe dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable

il sera alors laissé la possibilité de rejeter les eaux pluviales dans un milieu naturel superficiel (fossé, cours d'eau....) en respectant les prescriptions techniques et l'autorisation de rejet de l'autorité compétente.

3. Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer et de rejeter dans le milieu naturel, il devra le justifier par tout document demandé par les services compétents en matière d'eaux pluviales.

Il sera alors toléré un rejet à débit régulé vers le réseau public d'assainissement des eaux pluviales provenant de l'unité foncière : il est exigé la réalisation d'un dispositif de stockage dimensionné pour une pluie de période de retour 20 ans suivant les enjeux à proximité (conformément aux règles de l'Art).

Le débit de fuite sera calculé sur les bases suivantes :

- 0 à 200 m² de surface imperméabilisée : volume de stockage imposé = 3 m³ - orifice de régulation de 20 mm
- 200 à 500 m² de surface imperméabilisée : volume de stockage imposé = 3 m³ + 2 m³/100 m² sup. - orifice de régulation de 20 mm
- >500 m² ou tout autre projet que maison individuelle : étude d'infiltration obligatoire pour déterminer le volume de stockage nécessaire pour respecter un Qf = 3 l/s/ha

■ **Cas de constructions neuves :**

La surface imperméabilisée à compenser sera prise égale à la surface d'emprise maximale au sol des constructions augmentée des équipements internes à la parcelle : voies d'accès, terrasses, parking, abri jardins, piscine couverte...

Dans le cas d'une démolition de l'existant, le cas des constructions neuves s'applique.

■ **Cas des extensions :**

Dans le cas d'une extension d'une construction existante, seule l'extension liée au projet est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée à compenser sans rattrapage de la solution préexistante.

Si l'extension est inférieure à 40 m² de surface au sol, les règles suivantes ne s'appliquent pas et aucune rétention des eaux pluviales n'est alors imposée sur l'unité foncière.

Compte tenu de contraintes techniques (diamètre du tuyau d'évacuation des Eaux Pluviales), pour des opérations de superficie réduite, le débit minimum est fixé à 3 l/s.

Un ajustement sera possible sur dérogation des services compétents en matière d'eaux pluviales sur justification apportée par l'aménageur (étude hydraulique à minima).

Le dimensionnement des dispositifs requis sera effectué avec la méthode des pluies (en utilisant les données de pluie disponibles à la station la plus représentative de la zone étudiée).



Il sera assuré sous la responsabilité de l'aménageur par une entreprise compétente et devra répondre aux contraintes précédentes.

L'avis du service compétent en matière d'eaux pluviales sera reporté dans l'autorisation d'urbanisme. Cet avis vaudra autorisation de rejet dans les réseaux publics.

Dans tous les cas précédents, l'aménageur doit alors communiquer au service les informations relatives à l'implantation, à la nature et au dimensionnement de vos ouvrages de stockage et de régulation, et ce, au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordements.

Du point de vue qualitatif, la qualité de l'eau ne devra pas être altérée sur la parcelle du pétitionnaire.

L'aménageur doit préciser la nature, les caractéristiques et l'implantation des ouvrages de traitement pour les espaces où les eaux de ruissellement sont susceptibles d'être polluées (notamment les aires de stationnement, aires de déchargements, aires de distribution de carburants, ...).

Dans ce cas, la réglementation relative aux effluents autres que domestiques sera appliquée.

9.5 - Solutions techniques envisageables

9.5.1 - Gestion quantitative des eaux pluviales

❖ Les bassins de régulation structurants

Ces ouvrages se conçoivent à l'échelle d'opérations d'habitat collectif ou pavillonnaire à partir d'une dizaine de lots, d'une ZAC ou d'une opération de restructuration de l'habitat.

La prise en compte des besoins de régulation des eaux dès les premières phases de réflexion facilite généralement leur mise en œuvre dans de bonnes conditions : un bassin de rétention peut s'intégrer dans des espaces verts par ailleurs imposés, ou dans des aires de jeux.

❖ La rétention et l'infiltration à la parcelle

Les bassins sont dans certains cas consommateurs de place et parfois incompatibles avec l'équilibre financier des opérations essentiellement lorsqu'elles sont de petites tailles.

L'emploi d'autres techniques permet éventuellement de réduire les caractéristiques des aménagements à mettre en place à l'aval (volumes de bassins de rétention...), voire de les supprimer.

Il s'agit de techniques dites alternatives. Elles se divisent en deux catégories :

■ Les solutions à la parcelle, réalisées chez les riverains :

- Dispositifs de récupération : le stockage des eaux de toiture en citerne permet la réutilisation des eaux à des fins d'arrosage des espaces verts. Ce type de dispositif entre dans une logique globale d'économie de consommation d'eau potable.
- Dispositifs d'infiltration (Les puits d'absorption) : creux ou remplis de matériaux drainants, ils sont particulièrement adaptés pour les habitations individuelles.
- Les toits stockants et toitures végétalisées : les eaux de pluie sont provisoirement stockées en toiture et restituées à débit limité dans le réseau. Cette technique n'est applicable que dans certains cas de projets architecturaux.

■ Les solutions à réaliser au niveau de la voirie :

- Les tranchées drainantes : les eaux de ruissellement sont drainées à vitesse réduite au travers d'un matériau poreux.



- e. Les fossés et noues : les eaux de ruissellement sont régulées par infiltration dans le sol ou par ralentissement des écoulements. Des fossés larges et peu profonds avec régulation des débits à l'exutoire donnent de bons résultats dans les secteurs peu pentus. Les noues sont très valorisantes pour les espaces verts.
- f. Les chaussées à structure réservoir et pavés enherbés : les débits de pointe sont écrêtés par stockage temporaire de la pluie dans le corps de chaussée et évitent ainsi de mobiliser une emprise foncière supplémentaire pour le traitement des eaux de pluie.

9.5.2 - Gestion qualitative des eaux pluviales

Il est nécessaire d'imposer la mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales notamment à l'aval des surfaces destinées à la circulation, au stationnement, au nettoyage ou à des activités potentiellement sources de dépôts de pollutions.

La lutte contre les différents polluants transportés par les eaux pluviales vers les eaux de surface peut s'effectuer de deux façons :

❖ **Actions curatives** : en favorisant la décantation des eaux pluviales dans des bassins.

L'efficacité de ces bassins repose sur la mise en œuvre d'une longueur suffisante permettant aux matières en suspension de se déposer au fond du bassin au cours de la traversée. Une grande partie des pollutions véhiculées par ces effluents, fixées sur les MES, sont alors décantées.

Les rendements épuratoires annoncés par les constructeurs sont de l'ordre de 65 à 70% pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et hydrocarbures. Ils sont plus faibles, proche de 30 à 40 %, pour l'azote et le phosphore.

Il apparaît que, dans certains cas, la mise en œuvre de ces bassins extensifs soit impossible compte tenu de la trop faible emprise disponible en amont immédiat des rejets pluviaux (secteurs fortement urbanisés).

D'autres solutions plus compactes existent alors (décanteur particulaire ou lamellaire enterré) mais leur coût de mise en œuvre est beaucoup plus important. Leur principe repose sur la multiplication des surfaces de séparation eau-particules à l'aide d'une structure lamellaire. A rendement équivalent, ces ouvrages sont donc plus compacts (volume 4 à 5 fois inférieur à celui d'un décanteur classique). Préfabriqués, ils peuvent être enterrés et leur entretien est relativement aisé.

❖ **Actions préventives** : en piégeant la pollution à la source. Il peut être envisagé :

- La mise en place de déshuileur-débourbeur sur les stations-services, les aires de lavage et également les aires de stationnement, les parkings de supermarché,
- L'élaboration d'une stratégie de nettoyage des rues pour éviter l'accumulation de polluants.
- Dans les secteurs d'urbanisation nouvelle, l'utilisation de différentes techniques alternatives (structures réservoirs, toits stockants, ...) pour remplacer les réseaux enterrés traditionnels.

Parmi ces dispositifs, les noues (fossés enherbés larges et peu profonds) en particulier, favorisent la dépollution en augmentant la décantation des matières polluantes en suspension.



COMMUNE DE JAYAT
ACTUALISATION DES ZONAGES EAUX USEES
ET EAUX PLUVIALES 65/70
26 juillet 2024





**EGIS EAU – Agence
de Lyon**

170 Avenue Thiers – 69006
Lyon



**EPTEAU – Agence
de Loyettes**

115 rue Grange Peyraud –
01360 Loyettes

Annexe 4. SECTEURS AFFECTÉS PAR UN CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET FERROVIAIRES



**Direction départementale
des territoires**

Service sécurité et éducation routières

Unité gestion crise et transports

A R R Ê T É
portant sur la révision du classement sonore des infrastructures routières
du département de l'Ain

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R.111-4-1 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à R571-43 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R151-18 et R.151-53-5e ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, dans les établissements de santé et dans les hôtels ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 1999 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 septembre 2016 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain ;

Vu l'avis des communes concernées suite à la consultation qui s'est déroulée du 16 mai 2023 au 15 août 2023 ;

Considérant que le dernier classement sonore des infrastructures routières date de 2016 ;

Considérant que le classement sonore des voies doit être révisé tous les cinq ans au vu des évolutions du trafic ;

Considérant les résultats de l'étude de révision de classement sonore menée par un bureau d'étude spécialisé entre le 1^{er} septembre 2022 et le 06 octobre 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral du 09 septembre 2016 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain est abrogé dans sa partie « infrastructures routières » et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2

Les tableaux sont disponibles sur le site internet des services de l'État (<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante : <https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transport-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>. Ils donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 23 juillet 2013 et la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Une représentation cartographique de ce classement est disponible sur le site internet des services de l'État (<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante :

<https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transport-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>

Elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

ARTICLE 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R571-43 du code de l'environnement.

L'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013, modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

ARTICLE 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit et définis à l'article 3, sont pour les infrastructures routières :

Niveau sonore de référence LAeq 6h-22h en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq 22h-6h en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300 \text{ m}$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250 \text{ m}$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100 \text{ m}$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30 \text{ m}$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10 \text{ m}$

ARTICLE 5

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans le tableau joint en annexe 1.

ARTICLE 6

Le présent arrêté doit être annexé par le maire de chaque commune visée à l'article 5, au plan local d'urbanisme, ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme, conformément à l'article R151-53-5° du code de l'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par le maire de chaque commune visée à l'article 5, ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme, conformément à l'article R151-53-5° du code de l'urbanisme dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

ARTICLE 7

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie de chaque commune visée à l'article 5, pendant un mois au minimum.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

ARTICLE 9

Le présent arrêté, ainsi que la carte et l'ensemble des documents relatifs au classement sonore, sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Ain.

(<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante : <https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transports-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>

ARTICLE 10

La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Ain, le Directeur départemental des territoires de l'Ain ainsi que les maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg en Bresse, le 20 novembre 2023

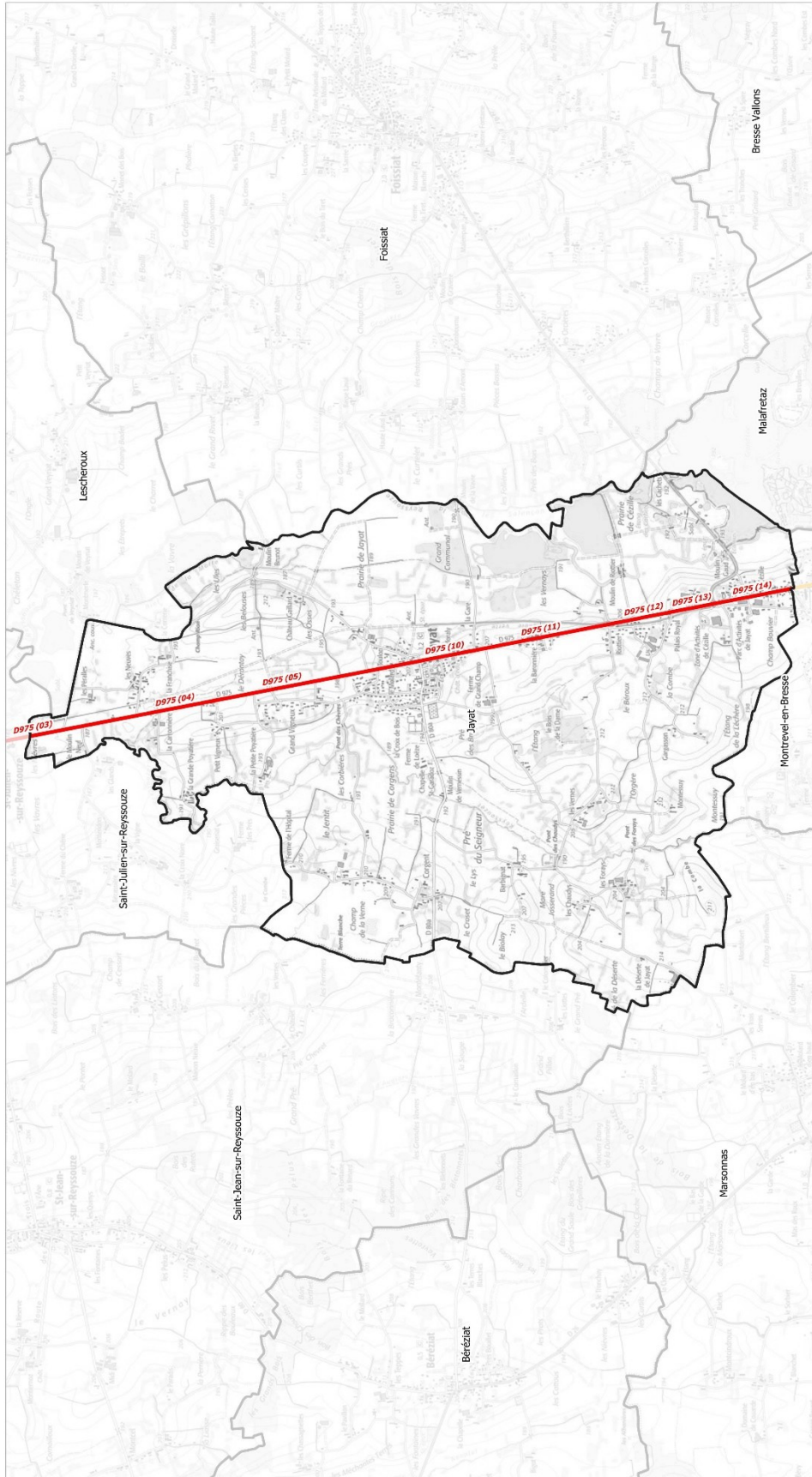
La préfète,
Signé

Chantal MAUCHET

Voies et recours :

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication:

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou par un recours hiérarchique. La décision explicite ou l'absence de réponse dans un délai de 2 mois qui fait naître une décision implicite de rejet peuvent être déférées au tribunal administratif de Lyon ;
- soit directement par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux peut être déposé auprès des juridictions administratives sur l'application internet « Télérecours citoyens » en suivant les instructions disponibles sur le site : <https://citoyens.telerecours.fr>



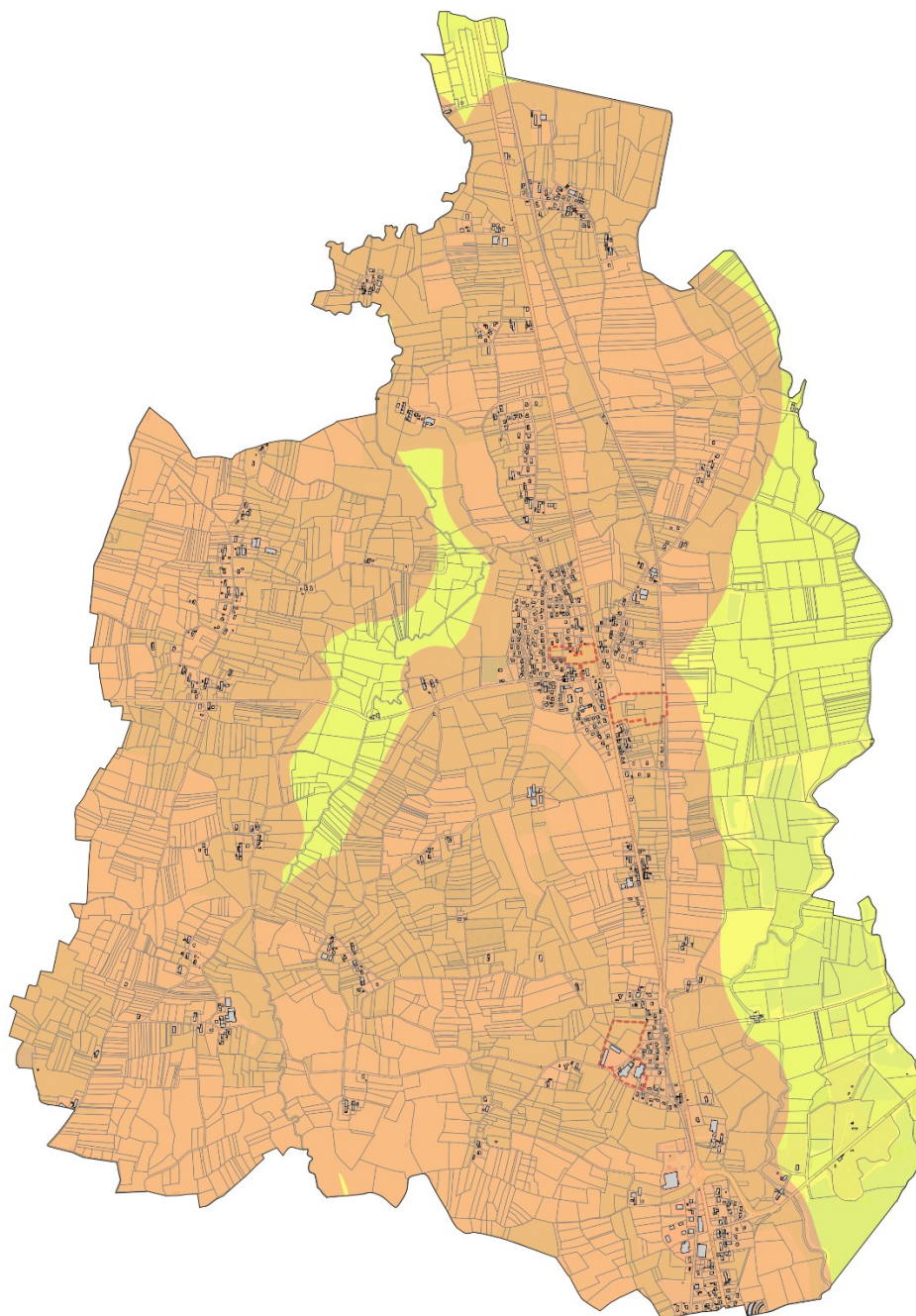
Carte élaborée par Cerema en avril 2023 | Source : SRT 25 IGN - Admin Express (314 - DDT 01)

Niveau sonore de (6000-23000) en dB(A)	Niveau sonore de (23000-5000) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des sections affectées par le bruit, en m, et d'au moins du bord extérieur de la chaussée de l'infrastructure.
L > 81 76 < L <= 81 71 < L <= 76 66 < L <= 71 61 < L <= 66	L > 76 71 < L <= 76 66 < L <= 71 61 < L <= 66 56 < L <= 61	1 2 3 4 5	d = 300 m d = 250 m d = 100 m d = 50 m d = 10 m

LEGENDE

 Limite communale

Annexe 5. SECTEURS D'ALÉAS RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES



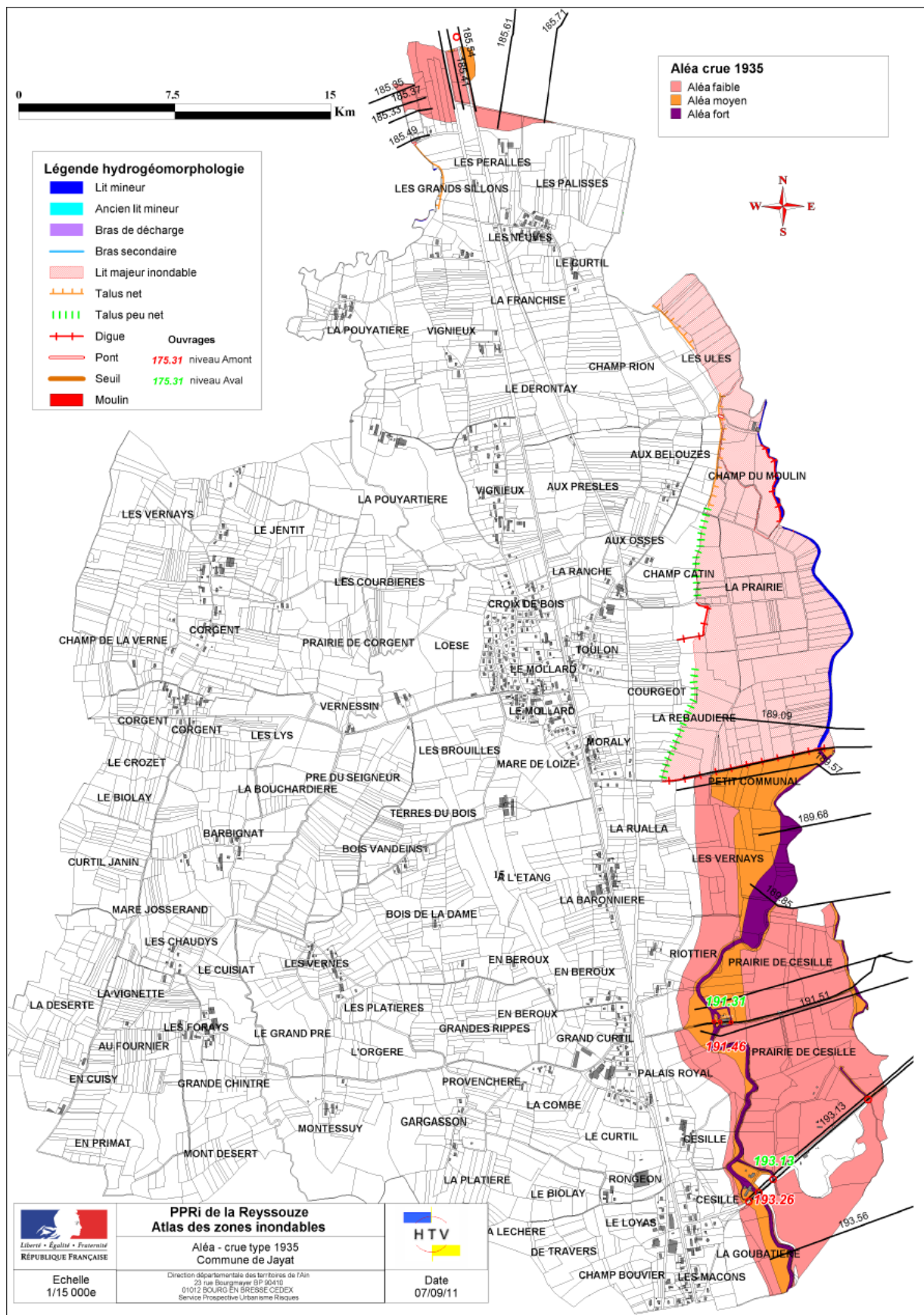
Risques

Aléa retrait et gonflement des argiles

- Faible
- Moyen

Pour en savoir plus et télécharger les guides de mesures préventives pour la construction :
<https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-majeurs-naturels-et-technologiques/2.-Connaissance-des-risques-naturels-dans-l-Ain/3.-Retrait-gonflement-des-argiles>

Annexe 6. SECTEURS D'ALÉAS INONDATION DE LA REYSSOUBE



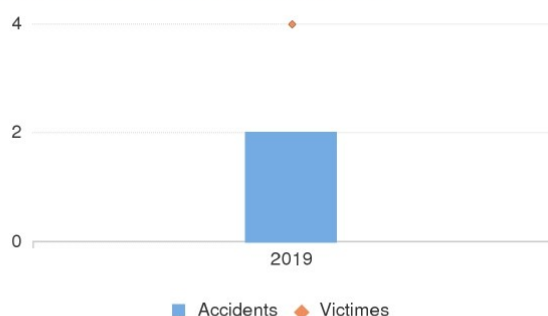


Bilan des Accidents corporels de la circulation 2016-2020 JAYAT

Restreint à une
sélection
d'accidents du
28/09/2021 15:50:17

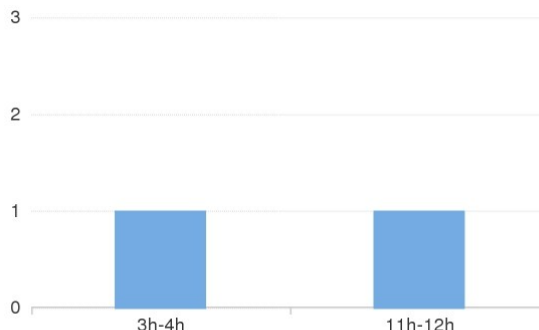
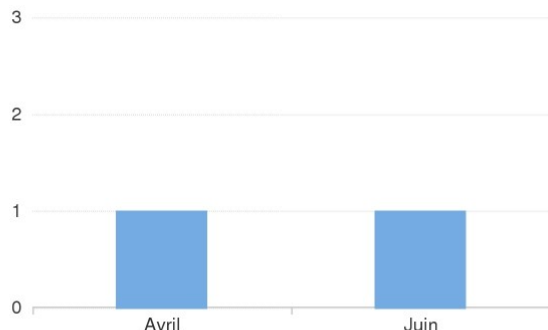
Quand ?

Accidents et victimes par an



	Accidents	Tués	Blessés
2019	2	0	4
Ensemble	2	0	4

Accidents par mois et par tranche horaire



Accidents et victimes de jour ou de nuit

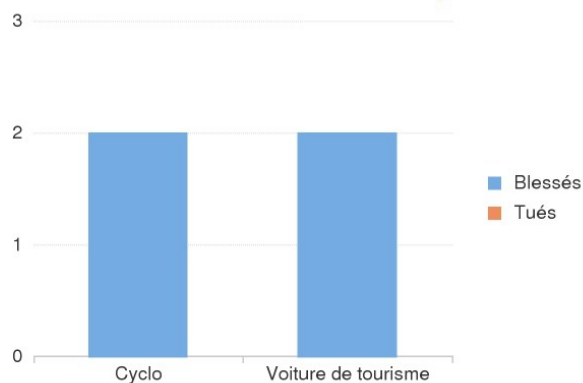
	Accidents	Tués	Blessés
Jour	1	0	2
Nuit	1	0	2

Accidents et victimes selon le type de jour

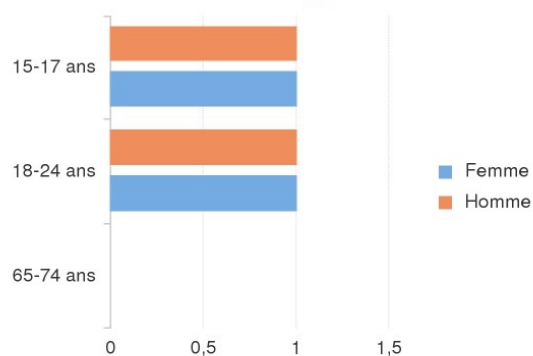
	Accidents	Tués	Blessés
Semaine	1	0	2
Week-end	1	0	2

Qui ?

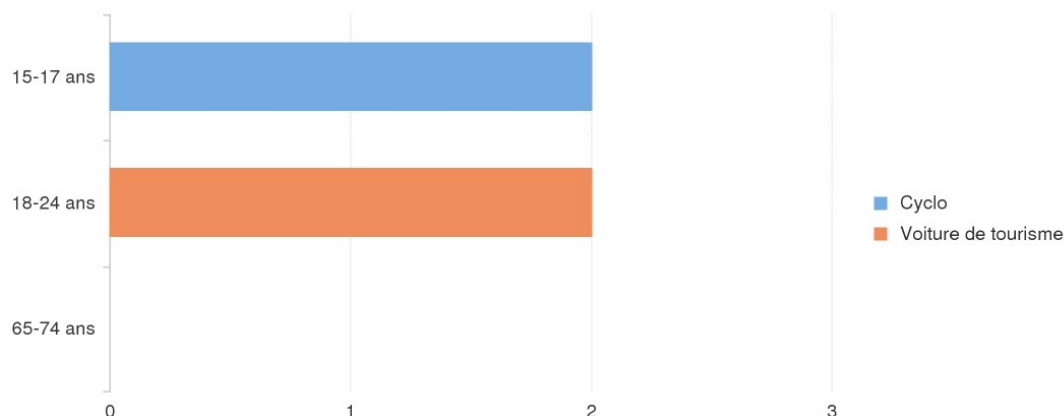
Victimes selon leur mode de déplacement



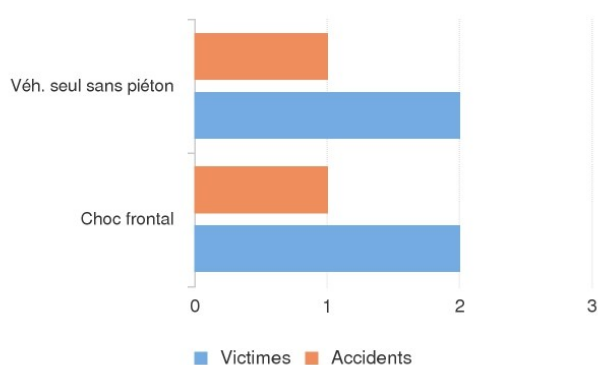
Victimes selon leur âge et sexe



Victimes selon leur âge et mode de déplacement



Accidents et victimes selon le conflit



Accidents et victimes selon le motif du trajet

	Accidents	Tués	Blessés
Promenade / loisirs	2	0	4

Où ?

Accidents et victimes selon le milieu routier

	Accidents	Tués	Blessés
Hors agglomération hors autoroute	2	0	4

Accidents selon l'intersection

	Accidents	Tués	Blessés
Hors intersection	2	0	4

Source : Fichier BAAC - Données officielles. Données relatives aux accidents corporels enregistrés par les forces de l'ordre.

Un accident corporel (mortel et non mortel) de la circulation routière implique au moins une victime (personne décédée ou qui nécessite un soin médical), survient sur une voie publique ou privée, ouverte à la circulation publique et implique au moins un véhicule. Parmi les victimes, on distingue les personnes tuées (personnes qui décèdent du fait de l'accident, sur le coup ou dans les trente jours qui suivent l'accident) et les personnes blessées.

Les piétons comprennent les usagers d'engin de déplacement personnel non motorisé.

Les vélos comprennent les bicyclettes classiques, les vélos à assistance électriques et les engins de déplacement personnel motorisés.

Les 3RM et scooters sont comptabilisés avec les cyclos (pour les moins de 50 cm³) et avec les motos (pour les plus de 50 cm³).



PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE L'AIN
Service Santé Environnement

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT DE L'AIN
Service Ville et Habitat

ARRÊTÉ

Déclarant l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb

Le préfet de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles, L 1334.5, L 1334.6 et R 32.8 à R 32.12,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R 32.12 du Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire DGS/VS3 n°99/533 et UHC/QC/18 n°99/58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme,

Vu la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis au cours de sa séance du 17 avril 2001,

Vu l'avis des Conseils municipaux des communes du département de l'Ain,

Vu l'avis des organes délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière de logement,

Considérant que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique, et notamment pour celle des jeunes enfants,

Considérant que l'emploi de peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948,

Considérant, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants,

Sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : L'ensemble du département de l'Ain est classé zone à risque d'exposition au plomb.

ARTICLE 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

Il est réalisé selon les prescriptions du guide méthodologique pour la réalisation d'états des risques d'accessibilité au plomb contenu dans la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001.

ARTICLE 3 : Si un tel état établit l'absence de revêtement contenant du plomb, il n'y a pas lieu de faire établir un nouvel état à chaque mutation. L'état initial établissant l'absence de revêtement contenant du plomb sera joint à chaque mutation.

ARTICLE 4 : Cet état des risques d'accessibilité au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission.

Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

ARTICLE 5 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2.

ARTICLE 6 : Une note d'information, conforme au modèle pris par arrêté ministériel, doit être annexée à tout état des risques d'accessibilité, lorsque celui-ci révèle la présence de revêtements contenant du plomb.

ARTICLE 7 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il est communiqué avec la note d'information par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concernée) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble).

En outre, cet état est tenu par le propriétaire à la disposition des agents ou services mentionnés aux articles L 1421-1 et L 1422-1 du code de la santé publique ainsi que le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service prévention des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 8 : Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R 32-2 du code de la santé publique, le vendeur ou son mandataire en transmet sans délai copie au préfet, direction départementale de l'équipement.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} août 2001.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain, les sous-préfets des arrondissements de Belley, Gex et Nantua, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière de logement et les maires des communes de l'Ain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché pendant un mois dans les mairies.

Pour l'emplissement
pour le Préfet
le délégué territorial, chef de bureau

Alain GARIEL

Fait à Bourg-en-Bresse, le 02 MAI 2001

Le préfet

Signé : Pierre-Etienne BISCH

Introduction

Le présent rapport est établi dans le cadre des procédures prévues par le Code de l'Urbanisme destinées à porter à la connaissance des communes les éléments à prendre en compte dans les règlements régissant l'occupation foncière de leurs territoires.

Il constitue la synthèse des contributions dues à ce titre par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les domaines réglementaires relatifs aux risques technologiques et miniers, et à l'exception notamment des réglementations relatives aux ouvrages de production et de transport d'électricité¹, en particulier :

- le Code de l'Environnement et ses textes d'application concernant tout particulièrement :
 - les établissements² présentant des risques technologiques,
 - les installations de stockages de déchets,
 - les sites caractérisés par une pollution des sols suspectée ou établie,
 - les carrières avec le cadre régional « matériaux et carrières » et les schémas départementaux des carrières (SDC),
 - et les canalisations de transport de matières dangereuses (gaz naturel ou assimilé, hydrocarbures et produits chimiques) ;
- le Code Minier et ses textes d'application relatifs aux mines et aux stockages souterrains ;
- les lois et règlements propres à certaines catégories d'établissements, d'installations ou d'infrastructures.

Il est établi au regard des informations techniques produites par les exploitants dans le cadre d'études imposées par la réglementation (études des dangers, études de sécurité, études relatives à la pollution des sols...), après évaluation par l'inspection, ou en application de textes et instructions issues des administrations centrales de tutelle, du moins dans les domaines dans lesquels il en existe.

La nature des documents de référence est mentionnée chaque fois que cela a semblé utile à une bonne compréhension de la problématique exposée.

Il est articulé en trois parties.

La **première partie** récapitule la liste des activités, établissements, infrastructures dont il est justifié de tenir compte. Elle renvoie à **une annexe** constituée de fiches détaillées selon les catégories précitées. Ainsi et à titre d'illustration, chaque établissement à risque fait l'objet d'une fiche précisant, la nature des activités sources de risques, les phénomènes dangereux retenus pour le dimensionnement des zones à prendre en compte, la cartographie de ces zones.

La **deuxième partie** traite du cas particulier des servitudes d'utilité publique (SUP) ou assimilées qu'il y a lieu, le cas échéant, de prendre en compte.

La **troisième partie** fournit enfin des orientations ou édicte des obligations en matière d'occupation foncière acceptable dans les zones précédemment définies.

¹Les observations éventuelles concernant les ouvrages de production ou de transport d'électricité vous parviendront directement du service ressources, énergie milieux et prévention des pollutions/unité air et énergie de la DREAL. D'autres services de la DREAL peuvent également être amenés à apporter leurs contributions dans leur domaine de compétence.

²Certains établissements réglementés au titre du code de l'environnement relèvent de la compétence de la DD(CS)PP, il convient d'interroger cette direction pour connaître les contraintes qui leur sont associées.

1^{ère} partie – établissements, activités, infrastructures à l'origine de contraintes à prendre en compte en matière d'urbanisme

Installations classées (risques technologiques, stockage de déchets, sites et sols pollués)

Un établissement visé par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), relevant du régime de l'enregistrement est implanté sur le territoire de la commune et un site VHU « illégal » qui ne devrait pas être régularisé.

Emballages COMAS (enregistrement)

Le Palais Royal

BP 3

01340 JAYAT

VIOLARD Philippe (site VHU « illégal »)

2403, route de Strasbourg

01340 JAYAT

Sites et Sols pollués

Pour les installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines, la base de données "BASOL" recense l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action de l'administration.

Cette base de données, comportant la description du site et détaillant pour chaque site les actions engagées par l'État, est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://basol.developpement-durable.gouv.fr/>

La commune de Jayat n'est pas concernée par un site et sol pollué (SSP) recensé sur la base BASOL.

Par ailleurs, un inventaire régional historique des anciens sites industriels a été conduit et diffusé notamment aux collectivités locales en 1999. Pour leur grande majorité, ces sites n'ont pas encore conduit à une action de la part de l'administration.

Les sites ainsi recensés font l'objet de fiches consultables sur internet à l'adresse suivante : <http://basias.brgm.fr>

La commune de Jayat est concernée par 5 sites recensés sur la base BASIAS.

Il convient d'être prudent concernant le réaménagement des terrains concernés qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation effectués, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage.

Les secteurs d'information sur les sols (SIS) incluent des terrains où une pollution subsiste et qui nécessitent pour toute demande de permis d'aménager ou de construire de joindre une attestation par un bureau d'étude certifié ou équivalent. Cette attestation justifie qu'une étude des sols est réalisée et qu'une pollution éventuelle est prise en compte dans le projet.

Une liste et une carte nationale des SIS est disponible sur : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Déchets :

L'inspection des IPCE n'a pas connaissance de l'existence d'une installation de stockage de déchets implantée sur la commune de Jayat.

Canalisations de transport de matières dangereuses – canalisations de distribution de gaz naturel

La commune de Jayat est traversée par une canalisation de transport de matières dangereuses :

- la canalisation de transport de gaz « artère du Maconnais », exploitée par la société GRTgaz.

La canalisation précitée fait l'objet de servitudes d'utilité publique I1 en application de l'article L555-16 du code de l'environnement, rappelées en 2^e partie de ce document, visant à réglementer la construction ou l'extension d'ERP ou d'IGH dans les zones de dangers.

Elle peut faire l'objet de servitudes I3 liées à une déclaration d'utilité publique (ou d'intérêt général) en application de l'article L555-27 du code de l'environnement.

Pour disposer de renseignements plus détaillés se rapportant à chacune de ces canalisations (tracé, servitudes, et d'éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place), il convient de prendre contact avec le transporteur.

Carrières

La commune de Jayat est concernée par une carrière et une installation de traitement de matériaux suivantes :

- Carrière de matériaux alluvionnaires en eau, exploitée par la société CEMEX, autorisée par arrêté préfectoral du 06/11/2019 pour une durée de 14 ans, sise route de Foissiat aux lieux-dits «Petit Communal», « La Vavre », « Les Vernays », « Riottier », « Prairie de Cezille » et « Les Nortières » pour une superficie totale de 47ha 33a 55ca, dont 27ha 41a 19ca exploitables.
La production moyenne est de 220 000 t/an et maximum de 260 000 t/an.
- Installation de traitement de matériaux, exploitée par la société CEMEX, autorisée par arrêté préfectoral du 24/08/1994, sise route de Foissiat, lieudit « Les Nortières ».

Enfin, un arrêté de dérogation « espèces protégées » est en vigueur depuis le 31/12/2019 (suite autorisation de carrière) ; il présente des mesures de compensations (agro-environnementales). (*AP et cartographie en annexe*).

3^e partie – orientations relatives à l'affectation des sols

A – Carrières : préservation de l'accès à la ressource

► Cas général

Dans l'attente de l'approbation du schéma régional des carrières, les schémas départementaux et le cadre régional (ex-Rhône Alpes) sont toujours applicables aux projets de carrières. Un lien de prise en compte dans les documents d'urbanisme est introduit dans le futur schéma régional.

D'ores et déjà une attention particulière est demandée concernant le maintien de l'accès aux gisements sur le long terme :

- présentant un intérêt particulier compte tenu de leur rareté (notion de gisement d'intérêt national ou régional) ;
- permettant un approvisionnement de proximité, en particulier ceux permettant de se substituer à l'exploitation de matériaux alluvionnaires.

Le schéma départemental des carrières n'est pas formellement opposable aux documents d'urbanisme. L'absence de zonage approprié dans le document d'urbanisme se traduit par une interdiction généralisée à toute ouverture de carrière. Le zonage ne préjuge cependant pas de l'autorisation ICPE nécessaire à l'exploitation d'une carrière, toujours sous réserve du droit des tiers.

Les documents graphiques, joints au schéma départemental des carrières (approuvé par arrêté préfectoral du 07/05/2004) font apparaître que le territoire de la commune de Jayat comporte des zones hétérogènes (argile) et des petites zones à éléments favorables de sables et graviers (ZEF ou ZPF selon classification des cartes géologiques du SDC**). De plus, en termes de contraintes, le secteur est positionné dans une zone de classe 3 qui correspond à des espaces sensibles inventoriés ou étudiés, c'est-à-dire sans contrainte environnementale majeure (contraintes de niveau I à interdiction directe ou indirecte ou de niveau II à sensibilité forte, selon classification des contraintes du SDC).

Rappelons que seules les zones de classe I comprennent les espaces où les carrières sont interdites. Dans toutes les autres zones, les ouvertures de carrières n'y sont pas strictement interdites a priori. Le contour de ces zones figure de façon approximative sur la carte annexée (extraction à faire avec B.R.G.M. à partir des données digitalisées du SDC).

* Les cartes sont annexées aux schémas départementaux des carrières disponibles à l'adresse suivante : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/schemas-departementaux-et-cadre-regional-14336.html>

** Les données sont structurées en 3 classes :

- ZEF (Zones à Éléments Favorables) dans lesquelles les exploitations actuelles ou anciennes témoignent de l'exploitabilité du matériau ;
- ZPF (Zones à Préjugés Favorables) qui correspondent aux prolongements géologiques des ZEF et présentent des lithologies a priori comparables bien qu'il n'y ait pas, ou peu, d'exploitations connues. Les formations géologiques, non voisines des ZEF, mais dont les critères lithologiques sont néanmoins favorables font également partie de cette classe ;
- ZH (Zones Hétérogènes) dans lesquelles il est observé des dilutions ou intercalation du matériau considéré par un matériau d'une autre nature. La présence d'exploitation dans le matériau considéré, ou dans le matériau intercalé (par exemple : alternance de marnes-calcaires) n'est pas exclue dans une zone classée ZH.

En particulier, le PLU doit prendre en compte les orientations suivantes du cadre régional « matériaux et carrières » élaboré par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, et approuvé par l'ensemble des préfets de département lors du comité de l'administration régionale du 20 février 2013 :

- les règlements et orientations en termes d'urbanisme doivent rendre possible le renouvellement et/ou l'extension des sites d'extraction actuels, notamment ceux en roches massives ou alluvionnaires à sec, lorsque la capacité du gisement, sa qualité, son milieu environnant (naturel ou agricole) et la topographie le permettent ;
- l'ouverture de nouvelles carrières en eau doit être exceptionnelle et leur renouvellement et extension doit se faire dans une optique de réduction de ces extractions.



PREFET DE L'AIN

ARRETE PREFECTORAL n.°DDPP01-19-412

Portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement :
transport de spécimens, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement, destruction,
perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées,
destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,
**par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée dans le cadre du renouvellement et de l'extension
d'une carrière, sur la commune de Jayat**

Le préfet de l'Ain

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2 à L.123-19-7, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 portant délégation de signature du directeur départemental de la protection des populations de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 autorisant la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée à exploiter une carrière sur la commune de Jayat ;

VU la demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616*01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614*01) déposée le 7 novembre 2018 par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée dans le cadre du renouvellement et de l'extension d'une carrière, sur la commune de Jayat ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature du Patrimoine Naturel du 22 février 2019, et le mémoire en réponse du pétitionnaire du 1^{er} avril 2019 ;

VU le projet d'arrêté transmis le 19 novembre 2019 au pétitionnaire, et la réponse apportée le 27 novembre 2019 ;

Page 1 sur 26

CONSIDERANT l'absence d'observation du public à l'issue de la mise en œuvre de la procédure de participation du public par le biais de la mise en ligne de la demande et du projet de décision sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes Rhône-Alpes du 28 novembre au 15 décembre 2019 ;

CONSIDERANT :

- 1 que le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur (exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires conforme aux orientations du cadre régional matériaux/carrières, en extension d'une installation préexistante),
- 2 qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante (extension d'un site préexistant exploité de longue date, emprise privilégiant la solution de moindre impact écologique au sein d'un périmètre d'étude élargi),
- 3 et que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (cf. art. 3) ;

SUR proposition de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Page 2 sur 26

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION ET OBJET

Dans le cadre de l'extension d'une carrière sur la commune de Jayat, la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée, ci-après « le bénéficiaire », représentée par M. Philippe Nykolyszyn, Président, dont le siège administratif est domicilié Europarc de Pichaur - Bâtiment C8 - CS60516 - 1330 rue J.R.J.R. Guilibert Gautier de la Lauzière 13593 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3 est autorisée, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à :

- capturer des spécimens d'espèces animales protégées,
- perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
AMPHIBIENS				
Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>)		X	X	
Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)		X	X	X
Grenouille rieuse (<i>Pelophylax ridibundus</i>)		X	X	
Grenouille rousse (<i>Rana temporaria</i>)		X	X	
Grenouille verte (<i>Pelophylax kl. esculentus</i>)		X	X	
Triton alpestre (<i>Ichtyosaura alpestris</i>)		X	X	
Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>)		X	X	
INSECTES				
Cordulie à corps fin (<i>Oxygastra curtisii</i>)			X	
MAMMIFÈRES				
Écureuil roux (<i>Sciurus vulgaris</i>)			X	X
Grand murin (<i>Myotis myotis</i>)			X	X
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)			X	X
Murin à moustaches (<i>Myotis mystacinus</i>)			X	X
Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>)			X	X
Murin de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>)			X	X
Murin de Daubenton (<i>Myotis daubentoni</i>)			X	X
Muscardin (<i>Muscardinus avellanarius</i>)			X	X
Noctule commune (<i>Nyctalus noctula</i>)			X	X
Oreillard gris (<i>Plecotus austriacus</i>)			X	X
Pipistrelle de Kuhl (<i>Pipistrellus kuhli</i>)			X	X
Pipistrelle de Nathusius (<i>Pipistrellus nathusii</i>)			X	X
OISEAUX				
Accenteur mouchet (<i>Prunella modularis</i>)			X	X
Aigrette garzette (<i>Egretta garzetta</i>)			X	X
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)			X	X
Bihoreau gris (<i>Nycticorax nycticorax</i>)			X	X
Bondrée apivore (<i>Pernis apivorus</i>)			X	X
Bruant zizi (<i>Emberiza cirius</i>)			X	X
Busard Saint-Martin (<i>Circus cyaneus</i>)			X	X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)			X	X
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>)			X	X
Chevalier guignette (<i>Tringa hypoleucos</i>)			X	X
Choucas des tours (<i>Corvus monedula</i>)			X	X
Chouette chevêche (<i>Athene noctua</i>)			X	X
Chouette hulotte (<i>Strix aluco</i>)			X	X
Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)			X	X
Coucou gris (<i>Cuculus canorus</i>)			X	X
Cygne tuberculé (<i>Cygnus olor</i>)			X	X
Échasse blanche (<i>Himantopus himantopus</i>)			X	X
Effraie des clochers (<i>Tyto alba</i>)			X	X
Epervier d'Europe (<i>Accipiter nisus</i>)			X	X
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)			X	X
Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)			X	X
Fauvette babillarde (<i>Sylvia curruca</i>)			X	X
Fauvette des jardins (<i>Sylvia borin</i>)			X	X
Fauvette grisette (<i>Sylvia communis</i>)			X	X
Gobemouche gris (<i>Muscicapa striata</i>)			X	X
Goéland leucophaea (<i>Larus michahellis</i>)			X	X
Grande Aigrette (<i>Egretta alba</i>)			X	X
Grèbe castagneux (<i>Tachybaptus ruficollis</i>)			X	X
Grèbe huppé (<i>Podiceps cristatus</i>)			X	X
Grimpereau des jardins (<i>Certhia brachydactyla</i>)			X	X
Grosbec casse-noyaux (<i>Coecothraustes coecothraustes</i>)			X	X
Héron cendré (<i>Ardea cinerea</i>)			X	X
Héron garde-bœufs (<i>Bubulcus ibis</i>)			X	X
Héron pourpre (<i>Ardea purpurea</i>)			X	X
Hibou moyen-duc (<i>Asio otus</i>)			X	X
Hirondelle de fenêtre (<i>Delichon urbica</i>)			X	X
Hirondelle de rivage (<i>Riparia riparia</i>)			X	X
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)			X	X
Huppe fasciée (<i>Upupa epops</i>)			X	X
Hypolaïs polyglotte (<i>Hypolaïs polyglotta</i>)			X	X
Locustelle tachetée (<i>Locustella naevia</i>)			X	X
Loriot d'Europe (<i>Oriolus oriolus</i>)			X	X
Martin-pêcheur d'Europe (<i>Alcedo atthis</i>)			X	X
Martinet noir (<i>Apus apus</i>)			X	X
Mésange à longue queue (<i>Aegithalos caudatus</i>)			X	X
Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>)			X	X
Mésange boréale (<i>Parus montanus</i>)			X	X
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)			X	X
Mésange nonnette (<i>Parus palustris</i>)			X	X
Milan noir (<i>Milvus migrans</i>)			X	X
Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)			X	X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Moineau friquet (<i>Passer montanus</i>)			X	X
Petit Gravelot (<i>Charadrius dubius</i>)			X	X
Pic épeiche (<i>Dendrocopos major</i>)			X	X
Pic épeichette (<i>Dendrocopos minor</i>)			X	X
Pic noir (<i>Dryocopus martius</i>)			X	X
Pic vert (<i>Picus viridis</i>)			X	X
Pic-grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>)			X	X
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)			X	X
Pouillot fitis (<i>Phylloscopus trochilus</i>)			X	X
Pouillot véloce (<i>Phylloscopus collybita</i>)			X	X
Roitelet huppé (<i>Regulus regulus</i>)			X	X
Roitelet triple-bandeau (<i>Regulus ignicapillus</i>)			X	X
Rossignol philomèle (<i>Luscinia megarhynchos</i>)			X	X
Rougegorge familier (<i>Erithacus rubecula</i>)			X	X
Rougequeue à front blanc (<i>Phoenicurus phoenicurus</i>)			X	X
Rougequeue noir (<i>Phoenicurus ochruros</i>)			X	X
Rousserolle effarvée (<i>Acrocephalus scirpaceus</i>)			X	X
Sittelle torchepot (<i>Sitta europaea</i>)			X	X
Tarier des prés (<i>Saxicola rubetra</i>)			X	X
Tarier pâle (<i>Saxicola torquata</i>)			X	X
Tarin des aulnes (<i>Carduelis spinus</i>)			X	X
Troglodyte mignon (<i>Troglodytes troglodytes</i>)			X	X
Verdier d'Europe (<i>Carduelis chloris</i>)			X	X
REPTILES				
Couleuvre à collier (<i>Natrix natrix</i>)		X	X	X
Lézard murailles (<i>Podarcis muralis</i>)		X	X	X
Orvet fragile (<i>Anguis fragilis</i>)		X	X	

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation (cf. annexe 1 du présent arrêté).

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements en faveur de la faune détaillés ci-dessous, découlant du dossier de demande de dérogation (version de 2018, prenant en compte les conditions formulées par le Conseil National de Protection de la Nature) :

• Mesures d'évitement (cf. annexe 2 du présent arrêté)

E1. Evitement des haies et maintien des principaux corridors biologiques

• Au sein du périmètre d'extraction

Un linéaire de haies de 2700 m est préservé.

Un linéaire de haies de 143 m est par ailleurs évité au sein de la zone d'extraction afin de maintenir des continuités écologiques.

• En périphérie

Un linéaire de haies de 988 m est préservé, ainsi que 0,25 ha de boisements.

Page 5 sur 26

Ces éléments font l'objet d'une matérialisation permanente sur le terrain en vue de leur mise en défens.

E2. Espace de bon fonctionnement de la Reyssouze et du Salençon

Les espaces de bon fonctionnement de la Reyssouze et du Salençon sont préservés au sein du périmètre d'exploitation, sous forme de délaissés de 50 à 60 m depuis la berge de la Reyssouze et de 10 m depuis celle du Salençon.

Ils ne donnent lieu à aucune exploitation ni circulation d'engins, et font l'objet d'une gestion agri-environnementale.

• Mesures de réduction des impacts

R1. Mise en place d'un Plan d'Action Environnemental

Un plan d'actions environnementales de suivi de travaux (PAE) est mis en œuvre dans le cadre du système de management de l'environnement de CEMEX ISO 14001 et de la charte de l'UNICEM. A ce titre, il est audité et mis à jour régulièrement.

Il met en œuvre le contrôle extérieur d'un écologue, mandaté sur les points suivants :

- matérialisation (balisage) et géolocalisation des éléments à enjeux écologiques (espèces protégées, habitats d'espèces protégées, etc.),
- formation et sensibilisation du personnel responsable du site aux précautions à prendre, avec production et diffusion d'un document d'information destiné à tous les intervenants,
- validation des mesures mises en œuvre et proposition des adaptations qui pourraient s'avérer pertinentes en cours d'exploitation,
- vérification de la bonne conduite des travaux et de la prise en compte de l'ensemble des mesures prescrites vis-à-vis des exigences environnementales,
- organisation de visites de contrôle régulières sur le chantier,
- mise en œuvre des suivis écologiques prescrits.

R2. Adaptation du calendrier des travaux préparatoires

Sauf exception, les travaux de dégagement des emprises et de défrichement s'effectuent entre le 1er octobre et le 30 novembre, soit en période de moindre sensibilité pour la faune. Les autres travaux préparatoires sont admissibles entre le 1er septembre et le 15 février.

En cas de nécessité d'intervention en périodes sensibles, la visite préalable d'un écologue est obligatoire afin de confirmer l'absence d'impact significatif sur les espèces protégées.

R3. Lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

L'exploitation fait l'objet d'un suivi des espaces remaniés. Ainsi, s'agissant des surfaces favorables au développement d'espèces invasives telles que Robinier, Buddleia ou Ambroisie, les terres sont traitées mécaniquement (fauche à ras, ramassage des branches et évacuation pour mise en décharge et élimination).

Un programme annuel d'éradication de l'Ambroisie est notamment mis en œuvre par fauchage répété toutes les 3 semaines en période de végétation, de juin à septembre.

Une attention particulière est portée à l'origine des camions. Un nettoyage complet des engins est obligatoirement réalisé avant l'arrivée sur l'exploitation. Si malgré les précautions prises, les engins ont été en contact avec des espèces envahissantes, un nettoyage est nécessaire avant de quitter l'exploitation.

A titre préventif, les zones remaniées et laissées à nu sont rapidement recouvertes par des géotextiles ou végétalisées avec des espèces autochtones en privilégiant un sur-semis d'espèces indigènes adaptées, telles que l'Avoine élevée (*Arrhenatherum elatius*) ou le Brome dressé (*Bromus erectus*) sur les tas de terre ; des espèces messicoles peuvent de plus être utilisées.

Dans tous les cas, les zones envahies et contaminées sont délimitées et mises en défens.

R4. Délimitation des milieux à sauvegarder

Les milieux naturels préservés au sein du périmètre d'exploitation font l'objet sont matérialisées de façon permanente par un balisage adapté.

R5. Mesures en faveur des milieux aquatiques (pour mémoire)

Cf. prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 autorisant le bénéficiaire à exploiter la carrière ;

R6. Phasage des opérations de défrichement

Afin de limiter les impacts sur les espèces associées aux boisements, le défrichement s'effectue par phases :

- phase 1, entre N (1ère année d'exploitation de la carrière) et N+7, 0.68 ha de boisements (peupleraie, aulnaie...) et 459 ml de haies sont défrichés,
- phase 2, entre N+7 et N+10, 5 ha de boisements et de 576 m de haies sont défrichés.

R7. Réaménagement coordonné des terrains en cours d'exploitation

Afin de limiter les impacts sur les espèces et de favoriser une recolonisation rapide des terrains, ceux-ci sont réaménagés progressivement au fil de l'exploitation.

R8. Défavorabilisation des milieux vis-à-vis de la faune en cours d'exploitation

• **Avifaune**

Afin d'éviter la colonisation des emprises d'exploitation par l'avifaune, les terrains concernés sont mis à nu avant la période de reproduction (celle-ci étant comprise entre le 1^{er} mars et le 31 juillet).

• **Amphibiens**

Certaines espèces pionnières d'amphibiens (Crapaud sonneur, Crapaud calamite) pouvant coloniser très rapidement les ornières laissées par les engins de chantier, une attention particulière est portée à la suppression de celles-ci.

R9. Suppression des pièges à micro-mammifères ou à reptiles

Avant et après travaux, tous les trous verticaux (par exemple anciens piquets) sont neutralisés. Les macro-déchets (bidons, simple bouteille plastique, etc.) sont immédiatement évacués.

R10. Création de gîtes à Hérisson

4 gîtes à hérissons sont aménagés. La localisation et la typologie indicatives figurant dans le dossier de demande sont précisées dans le cadre du suivi écologique mis en œuvre.

R11. Création d'hibernaculums

4 hibernaculums sont mis en place en appui de haies. La localisation figurant dans le dossier de demande est précisée dans le cadre du suivi écologique mis en œuvre.

La mise en œuvre obéit aux principes suivants :

- creusement d'une tranchée de 3 m de long sur 70 cm de large ;
- mise en place d'une couche de drainage au fond avec graviers et galets grossiers ;
- pose de branchages et briques dans le fond, de façon à aménager une cavité, avec pose d'accès pour les reptiles sous la forme par exemple d'un tuyau béton type de drainage ;
- remplissage par des branchages, segments de troncs, tuile et brique ménageant des anfractuosités jusque 50 cm au-dessus de la surface du sol puis couverture par du substrat (niveau final environ 70 cm au-dessus du niveau du sol).

R12. Conversion de cultures en prairies en faveur du Tarier des prés sur des terrains à exploiter

Afin de retarder et ainsi limiter les impacts dans le temps sur la faune prairiale et en particulier l'espèce « parapluie » Tarier des prés, les cultures de la zone nord du périmètre d'exploitation (parcelle C 138, pour 6.6ha) sont converties en prairie dès l'obtention de l'autorisation d'exploiter.

Un semis prairial d'espèces adaptées au site est réalisé en vue d'obtenir une prairie permanente dès l'année suivante, suivi d'un roulage. Cela permettra d'avoir une prairie permanente l'année N+1 des semis.

R13. Utilisation de semis d'espèces végétales adaptées

Les espèces privilégiées sont : Phléole des prés (*Phleum pratense*), Avoine élevée (*Arrhenatherum elatius*), Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), Vulpin des prés (*Alopecurus pratensis*), Fétuque des prés (*Festuca pratensis*) ou Fétuques rouges (*Festuca gr. rubra*), Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) et Trèfle rampant (*Trifolium repens*), le mélange pouvant inclure des messicoles telles que Coquelicot (*Papaver rhoeas*), Bleuet (*Cyanus segetum*) ou Nielle des blés (*Agrostemma githago*).

Le choix des espèces exclue toute espèce exotique ou envahissante et également tous les cultivars et espèces horticoles. Les semences sont composées uniquement d'espèces autochtones, elles sont issues du label « végétal local » ou d'une démarche équivalente garantissant leur origine locale.

Des pratiques agricoles adaptées sont mises en œuvre :

- amendements organiques (fumiers, lisiers, etc.) plafonnés à 30 unités par an,
- pas d'amendements minéraux (granules d'engrais azotés, soufrés, phosphorés, etc.),
- aucune intervention mécanique du 20 février au 15 juin, ni fauche avant le 15 juin (une deuxième fauche sur le regain étant possible en fin d'été),
- fauche centrifuge,
- possibilité de pâturage extensif (charge de bétail n'excédant pas 2 UGB/ha),
- traitements sanitaires du bétail ciblés privilégiés au détriment de ceux à large spectre.

• **Mesures compensatoires (cf. annexe 3)**

Le bénéficiaire s'assure de la maîtrise foncière des parcelles supportant les mesures compensatoires.

C1. Création de mares

6 mares sont créées, d'une profondeur maximale de 1 m et des berges en pente douce (de 5 à 25 % au plus côté profondeur maximale) d'une superficie d'environ 300 m² au maximum.

La localisation figurant dans le dossier de demande est précisée dans le cadre du suivi écologique mis en œuvre.

C2. Ilots de sénescence

Un boisement de 1,65 ha est maintenu en îlot de sénescence avec :

- interdiction d'effectuer des coupes à blanc,
- maintien du milieu forestier sans aucune intervention (sauf sur les lisières en cas de danger avéré) avec conservation du chablis, des chandelles et des arbres sénescents.

C3. Plantation de massifs boisés

Des plantations sont réalisées dès le début de l'exploitation sur une superficie de 8,45 ha.

Les modalités techniques de plantation et d'entretien des haies / boisements figurées en annexe 3a sont mises en œuvre.

C4. Gestion de haie

Les modalités techniques de plantation et d'entretien des haies / boisements figurées en annexe 3a sont mises en œuvre.

Les haies objet de la mesure d'évitement E1 font l'objet d'une gestion conservatoire intégrant :

- une absence de coupe, sauf sécurisation des bordures de chemin et maîtrise des espèces exotiques envahissantes ;
- une restauration dans le cas de la haie bordant la gravière préexistante, envahie par le Robinier, de façon à favoriser les chênes indigènes. Le robinier pourra être combattu par annélation ; les sujets morts pourront être abattus. Des plantations complémentaires (cf. mesure MC03) sont si nécessaire réalisées.

C5. Convention de gestion de prairie naturelle en contexte bocager

Des mesures de gestion adaptées sont mises en œuvre sur une superficie de 35,6 ha afin de restaurer écologiquement des prairies humides intensifiées, dans le cadre de conventions, telles que figurées en annexe 3.

C6. Conversion de parcelles cultivées en prairie de fauche et confortement de la trame bocagère

Des mesures de gestion adaptées sont mises en œuvre sur une superficie de 3 ha appartenant au pétitionnaire, dans l'objectif de convertir des parcelles céréalières en prairie de fauche extensive ; elles sont confortées par la plantation d'une haie bocagère de 1 km de longueur destinée à renforcer la trame bocagère.

• **Mesure d'accompagnement (cf. annexe 4)**

A1. Remise en état du site d'exploitation

Le site d'exploitation fait l'objet d'une remise en état à vocation écologique (cf. annexe 4 du présent arrêté).

- **Suivi et évaluation des mesures**

- **S1. Mesures de suivi**

Un accompagnement par un écologue qualifié est mis en place dès le début de l'exploitation de la carrière pour s'assurer :

- de la bonne réalisation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (obligation de moyen),
- de leur efficacité au regard du maintien du bon état de conservation des espèces (obligation de résultat).

Cette mission comporte une sensibilisation de l'équipe de la carrière, réalisée régulièrement avec un rappel des mesures prescrites.

Les protocoles de suivis sont adaptés en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

Les protocoles mis en œuvre font l'objet d'une validation préalable de la part de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes avant le début de mise en œuvre des suivis.

Les rapports de suivi sont produits : années n+1, n+2, n+3, n+5, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation du site, et transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ces services dans un délai de 6 mois suivant la notification de la dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, a minima, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, a minima, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Ils participent à l'amélioration des évaluations d'impacts et permettent un retour d'expérience pour d'autres projets.

ARTICLE 4 : DUREE DE VALIDITE DE LA DEROGATION

Les prescriptions du présent arrêté sont mises en œuvre durant l'ensemble de la durée d'exploitation fixée pour la carrière.

ARTICLE 5 : MESURES CORRECTIVES ET COMPLÉMENTAIRES

Si les suivis prévus à l'article 3 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire sera tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui seront soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts protégés énumérés à l'article L411-1, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande de dérogation.

ARTICLE 7 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

ARTICLE 8 : TITULAIRE

La présente dérogation est personnelle, et transférable à un tiers dans les conditions définies par l'article R411-11 du Code de l'Environnement. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

ARTICLE 9 : CONTROLE

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté pourra faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu d'avertir la DREAL au moins 15 jours à l'avance du début des travaux.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 11 : DROITS ET INFORMATIONS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain.

ARTICLE 12 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet qui peut, elle-même être déférée au tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois,
- par un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai du recours contentieux.

ARTICLE 13 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de l'Ain, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de l'Ain, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité de l'Ain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Ain, et dont copie sera adressée :

- au ministère de la transition écologique et solidaire,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- à la direction départementale des territoires de l'Ain,

Page 10 sur 26

- au commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain,
- au service départemental de l'ONCFS de l'Ain,
- au service départemental de l'AFB de l'Ain,
- au maire de la commune de Jayat.

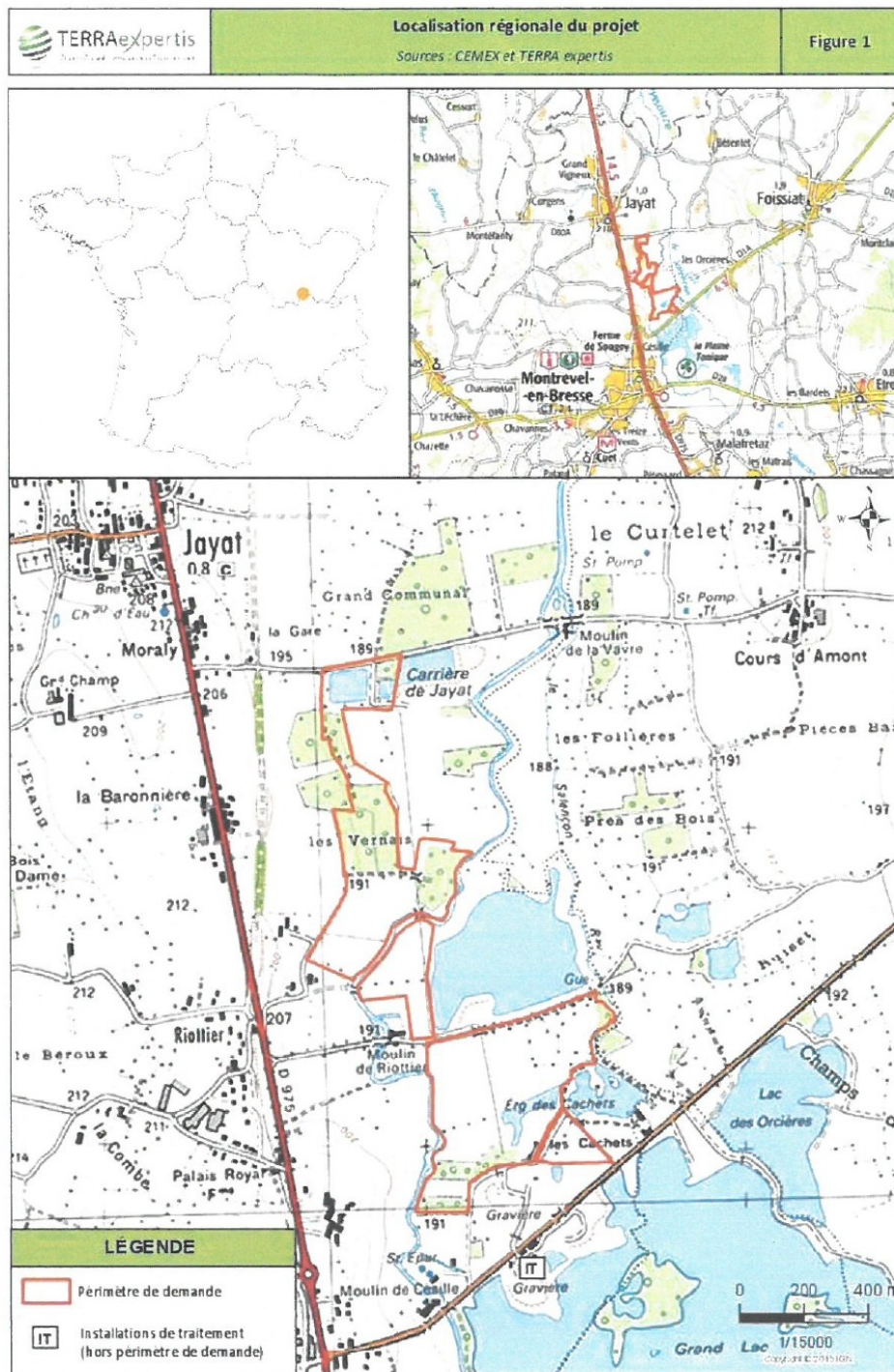
Pour le préfet et par subdélégation,
le chef de service

SIGNE

Laurence BREMOND

Page 11 sur 26

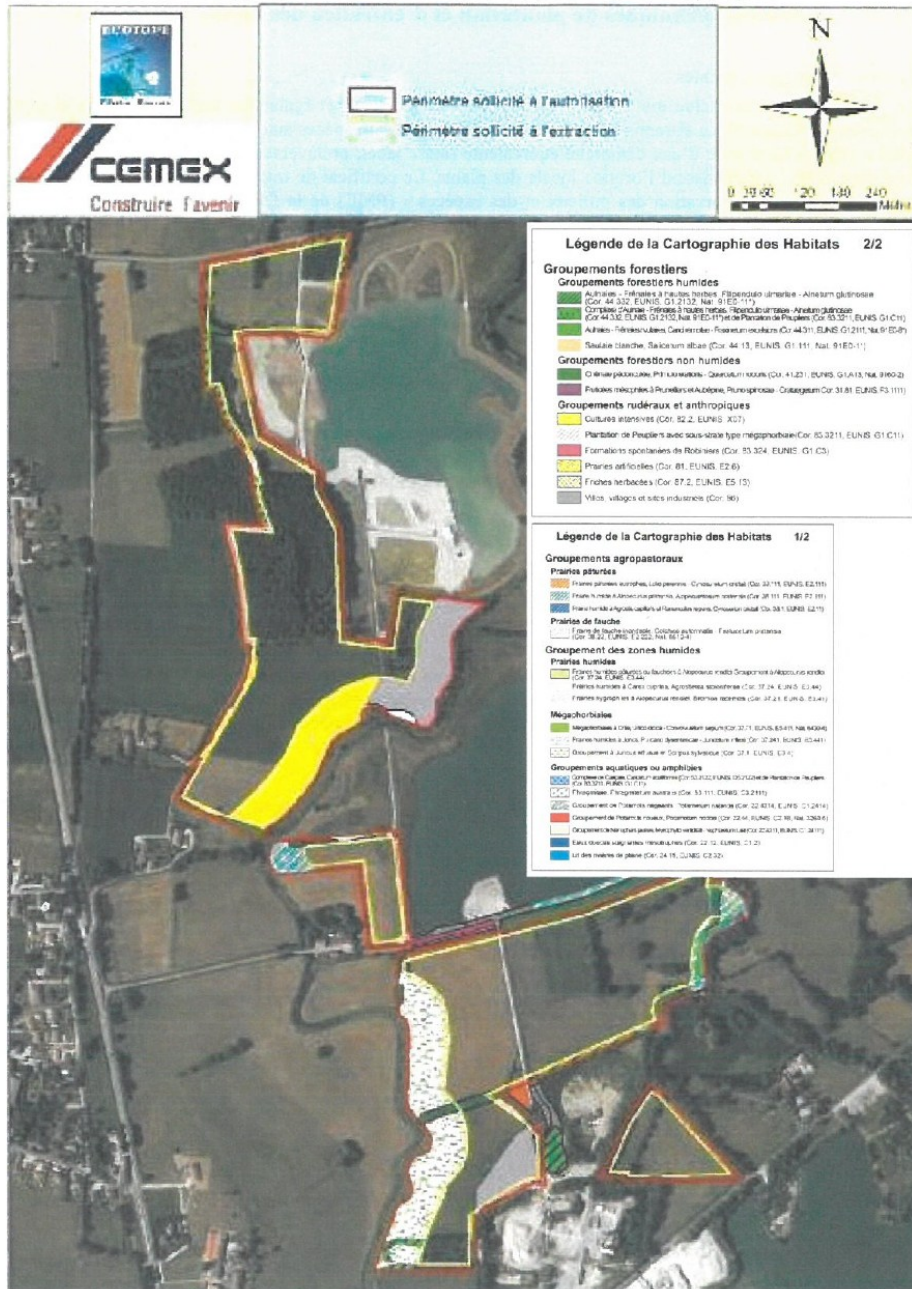
LOCALISATION DE LA CARRIÈRE



Page 12 sur 26

ANNEXE 2 MESURE D'ÉVITEMENT E1

Cartographie des habitats évités par le projet



ANNEXE 3a

MESURES DE COMPENSATION

Modalités techniques de plantation et d'entretien des haies / boisements

1) Choix des espèces locales

Le choix des espèces exclue toute espèce exotique ou envahissante et également tous les cultivars et espèces horticoles. Les plantations et semis sont composées uniquement d'espèces autochtones. Ces plants sont issus du label « végétal local » ou d'une démarche équivalente (autre label, prélèvements raisonnés sur l'emprise projet ou à proximité...) garantissant l'origine locale des plants. Le certificat de traçabilité de l'origine des plants est transmis au pôle « préservation des milieux et des espèces » (PME) de la DREAL dans le cadre du suivi S1 prévu par l'arrêté. Toute impossibilité technique (indisponibilité, quantités insuffisantes...) à obtenir une partie ou la totalité des plants ou semis certifiés doit être précisément justifié. Dans ce cas, des plants non labellisés peuvent être utilisés en complément.

Les essences utilisées sont choisies afin de s'adapter au mieux au territoire, au climat, au type de sol, aux espèces ciblées par la compensation, à la forme de la haie souhaitée. Les espèces sauvages locales, naturellement présentes autour du site, sont privilégiées.

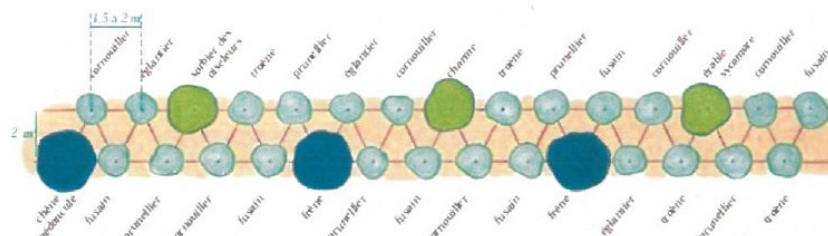
Les modalités techniques de plantation et d'entretien des haies / boisements figurées en annexe 3a sont mises en œuvre.

Les espèces privilégiées sont : Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*, à tailler en trogne), Charme (*Carpinus betulus*, à tailler en trogne), Pommier sauvage (*Malus sylvestris*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Viorne lantane (*Viburnum lantana*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*).

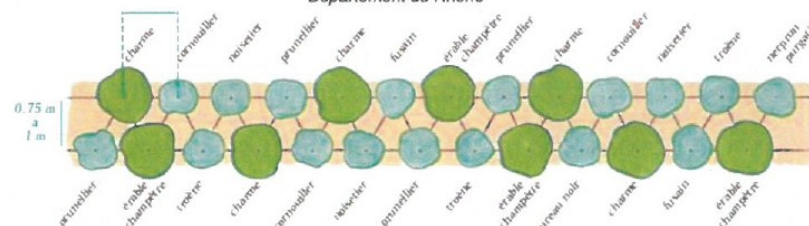
2) Modalités de plantation

Pour les boisements : Les plantations sont réalisées en quinconce tous les 2 mètres maximum dans les lignes et avec un espacement entre les lignes de 2 mètres maximum comme indiqué sur le schéma de principe ci-contre. Ces modules sont multipliés autant que nécessaire.

Pour les haies (modalité 1 : 2 rangs) : Les plantations sont réalisées en quinconce sur 2 rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation comme représenté sur le schéma de principe ci-contre. Ces modules sont multipliés autant que nécessaire.



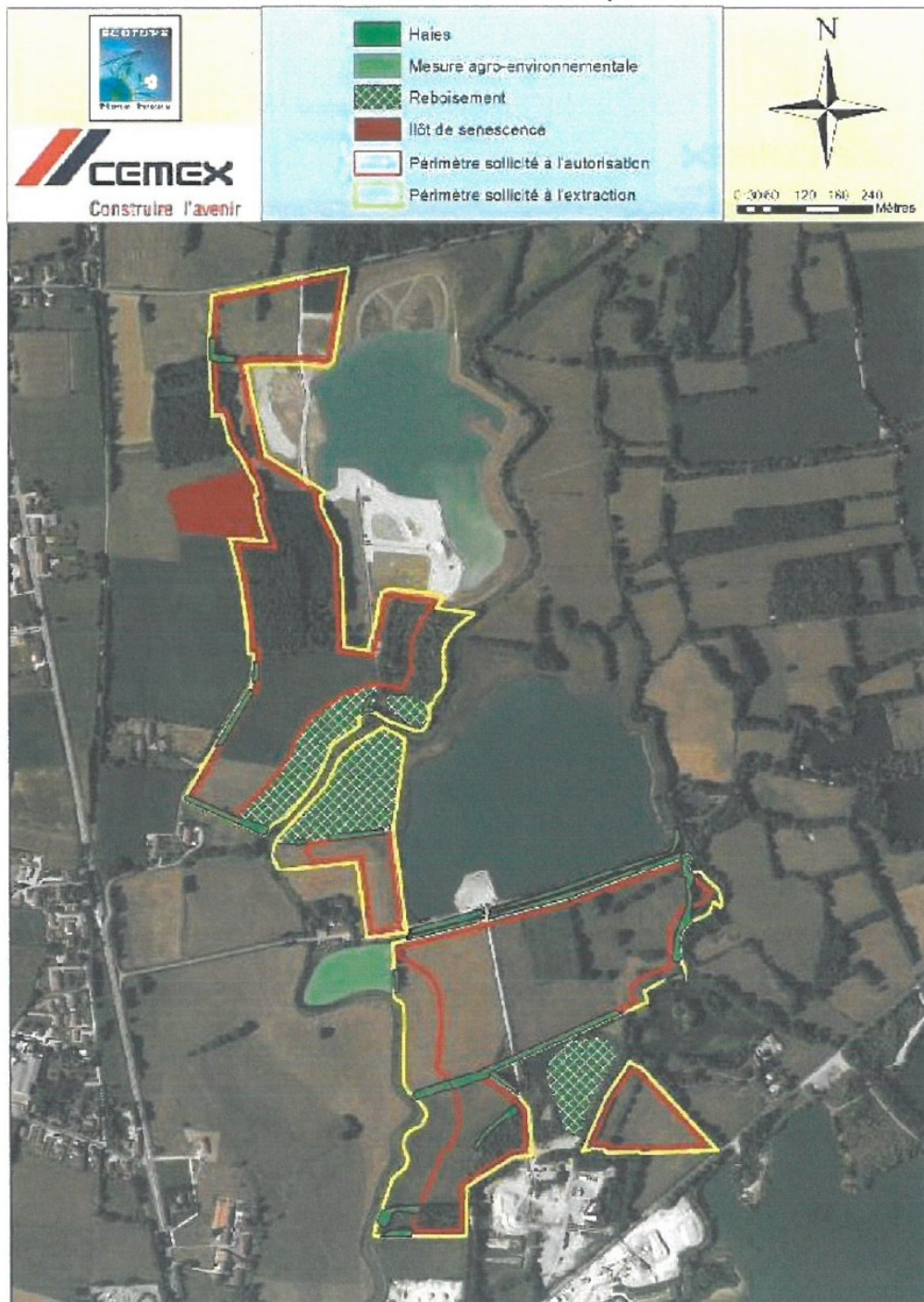
Exemple de module de plantation – Source : guide de plantation et d'entretien des haies champêtres – Département du Rhône



Exemple de module de plantation – Source : guide de plantation et d'entretien des haies champêtres – Département du Rhône

Pour les haies (modalité 2 : 3 rangs, haie arborée) : Les plantations sont réalisées sur 3 rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation comme représenté sur le schéma de principe ci-contre. Ces modules sont multipliés autant que nécessaire.

Localisation des mesures compensatoires



Page 18 sur 26



400 200 0 400 800 Mètres

Légende

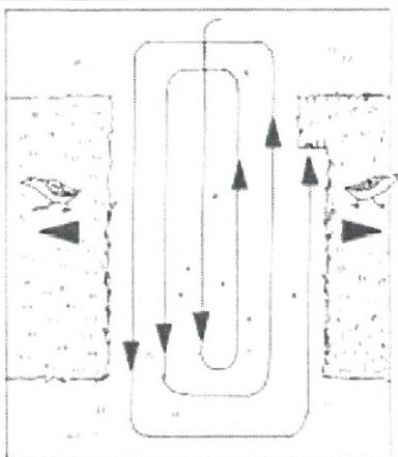
- haies_comp_morel
- terrains_cemex
- FAVIER_compJayatII
- RIGAUDIER_compJayatII
- MOREL_compJayatII
- Périmètre_demande

Projection: Lambert Conformal Conic
Système de coordonnées: RGF 1993 Lambert 93

Sources:

ANNEXE 3 MESURES DE COMPENSATION

C5/C6 : modalités de fauche



- Exportation de la matière fauchée ;
- Aucune intervention mécanique du 20 février au 15 juin inclus ;
- La charge ne doit pas excéder **2 UGB** (Unité Gros Bétail par hectare) ; 1 UGB correspond à une vache adulte ou un cheval adulte ;
- Limitation des intrants azotés à 30 unités par an ;
- Exclusion d'intrants organiques du 20 février au 15 juin inclus ;

Calendrier des travaux :

	= période autorisée
	= période charnière
	= période exclue

Actions	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Interventions mécaniques												
Intrants organiques												
Pâturage												

- Cf. article 6 et 7 de la convention

ANNEXE 3

MESURES DE COMPENSATION

C5/C6 : exemple de conventions de gestion

CONVENTION D'ENGAGEMENT VOLONTAIRE POUR LA MISE EN PLACE DE MESURES COMPENSATOIRES PROJET D'EXTENSION DE LA GRAVIERE CEMEX A JAYAT

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Mickael MOREL, exploitant agricole demeurant à 381 Les Vernes 01 340 JAYAT.

Ci-après dénommé « l'Exploitant »

ET :

La société CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANEE, Société par Actions Simplifiée au capital de 8.605.464 Euros, dont le siège social est à RUNGIS (94150) – 2 rue du Verseau – Zone SILIC, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CRETEIL sous le N°B712 980 432.

Représentée par Monsieur Philippe NYKOLYSZYN, agissant en qualité de Président.

Ci-après dénommée « l'Entreprise »

APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIV

Dans le cadre d'une demande de dérogation de destruction d'habitats d'espèces protégées, la société Cemex Granulats Rhône Méditerranée s'est engagée à porter des compensations au titre du Code de l'Environnement. Ces compensations ont pour objectifs d'accompagner des exploitants agricoles à porter des mesures agro-environnementales sur des prairies de zones humides.

Le recueil de données écologiques locales auprès d'experts (Ecotope) a permis d'identifier 2 secteurs constitués d'un ensemble de terrains bocagers classés zone humide. Le premier secteur est localisé en aval de la Reyssouze, au Nord-Ouest du projet d'extension de gravière de Jayat. Le second est situé le long du Reyssouzet (affluent de la Reyssouze) sur la commune de Jayat.

L'Entreprise s'est rapprochée d'exploitants agricoles volontaires du secteur ciblé afin de mettre en place ces mesures compensatoires suivant un cahier des charges (annexé à la présente). Une contrepartie financière sera apportée aux exploitants agricoles pour l'application de ce cahier des charges.

LES PARTIES SE SONT RAPPROCHEES ET ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les mesures compensatoires et le cahier des charges (fiche mesure n°1) qui seront mis en place sur les terrains engagés par l'Exploitant dans le cadre de cette démarche volontaire et d'en encadrer leur application.

Article 2 – Description de l'ensemble des mesures

Afin de répondre aux obligations de l'Arrêté Préfectoral qui sera délivré à Cemex pour l'exploitation de la gravière, plusieurs types de mesures ont été définis ci-après :

1/5

- Gestion de la fauche
- Gestion du pâturage
- Prescription pour les interventions
- la création d'environ 1,2 km de haies composées d'essences patrimoniales dans le but de recréer un milieu bocager sur les parcelles citées plus haut. Les travaux seront à la charge de Cemex et feront l'objet d'un accord préalable avant travaux (cf. détail cartographique annexé).

Le détail de ces mesures est présenté selon la fiche descriptive ci-après annexée à la présente convention et fera l'objet d'une explication orale à l'Exploitant.

Article 3 – Désignation des parcelles et mesures associées

Commune	Section cadastrale	N°Parcelles	Surface engagée (ha)	Mesure
JAYAT	Section C	n° 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1024, 1025, n° 2534, 1704, 1705, 1706, 1707, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716	17	Agro-environnementale

Article 4 – Prix

Afin de dédommager l'Exploitant suite aux pertes que peuvent engendrer la réalisation des mesures mises en place à l'article 2, l'Entreprise prévoit une indemnisation.

Le montant de cette indemnisation annuelle est ainsi évalué à 300 €/ha pour la totalité des surfaces engagées.

Article 5 – Paiement

Le paiement s'effectuera par l'Entreprise dans un délai de 30 jours suivant le 1^{er} janvier de chaque année. Si toutefois la convention venait à prendre fin avant la fin de l'année, celle-ci sera réglée le mois suivant son annulation au prorata de la durée effectuée.

Article 6 – Durée

La présente convention est acceptée et consentie pour une durée de 30 ans.

Article 7 – Suivi écologique

Afin d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place, l'Entreprise CEMEX propose la réalisation un suivi écologique pluriannuel des parcelles considérées par la présente convention. L'Exploitant donnera libre accès aux experts écologues mandatés par CEMEX pour assurer ce suivi tout au long des années concernées pendant la durée des présentes.

Article 8 – Obligations

L'Exploitant permettra l'accès aux parcelles contractualisées ainsi que toutes vérifications nécessaires aux autorités compétentes pour contrôler la bonne exécution des mesures réalisées.

L'Exploitant s'engage à fournir tout document ou justificatif demandé, par toute structure mandatée par l'Entreprise, afin de pouvoir notamment vérifier son droit d'exploiter les terrains concernés (mode de faire valoir, déclaration MSA et PAC).

2/5

Article 9 – Changement des conditions

En cas de changement de situation de l'exploitant, celui-ci est tenu d'informer toute nouvelle personne pouvant être impliquée. Cette dernière aura libre choix de maintenir la poursuite des mesures en place.

En cas de changement de modes d'exploitation conditionnés par une mise en péril de l'économie de l'exploitant, l'Entreprise pourra étudier, au cas par cas, avec le concours des autorités compétentes, la possibilité de se désengager partiellement ou en totalité des mesures conventionnées.

Article 10 – Conditions de sortie

L'exploitant pourra à tout moment mettre fin à la convention en notifiant l'Entreprise par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception. L'entreprise fera les démarches nécessaires afin de prévenir la DREAL Auvergne Rhône Alpes et de convenir des ajustements nécessaires pour honorer les compensations agro-environnementales.

Si l'exploitant ne se conforme pas à l'un de ses engagements, les indemnisations pourront être, en tout ou partie, suspendues ou supprimées. Par ailleurs, l'une ou l'autre des parties pourra librement mettre fin à la présente convention, si elle n'était pas respectée et cela après deux avertissements par écrit restés sans suite.

Article 11 – Litiges

Toute difficulté rencontrée dans l'application de la présente convention relèvera, à défaut d'accord amiable, de la compétence des services de la DREAL en charge du suivi des compensations.

Fait en trois exemplaires à Jayat
Le 6 novembre 2019

Pour l'Exploitant



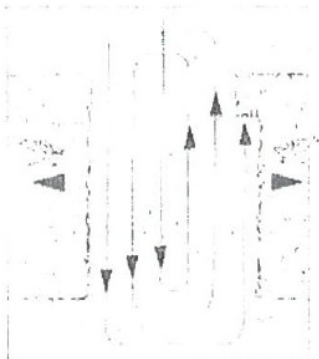
Pour l'Entreprise

CEMEX Granulats Rhône Méditerranée
Monsieur Philippe MYKOLYSZYN



3/5

Page 23 sur 26

Fiche Mesure Agri-environnementale CEMEX																																																				
Objectif principal	GESTION DES PRAIRIES HUMIDES																																																			
Espèces ciblées	Courlis cendré (<i>Numenius arquata</i>), Barge à queue noire (<i>Limosa limosa</i>)																																																			
Additionnalité	Cortèges de Passereaux de prairies humides																																																			
Actions et planning opérationnel	Cahier des charges : <ul style="list-style-type: none">- Fauche annuelle avec décalage de la date de fauche après le 6 juillet ;- Fauche dite centrifuge (du centre de la parcelle vers l'extérieur de celle-ci ; source du schéma : RSPB) : 																																																			
	<ul style="list-style-type: none">- Exportation de la matière fauchée ;- Aucune intervention mécanique du 20 février au 6 juillet inclus ;- La charge ne doit pas excéder 2 UGB (Unité Gros Bétail par hectare) ; 1 UGB correspond à une vache adulte ou un cheval adulte ;- Limitation des Intrants azotés à 30 unités par an ;- Exclusion d'intrants organiques du 20 février au 6 juillet inclus ;																																																			
	Calendrier des travaux : <table><tr><td></td><td>= période autorisée</td></tr><tr><td></td><td>= période charnière</td></tr><tr><td></td><td>= période exclue</td></tr></table>		= période autorisée		= période charnière		= période exclue																																													
		= période autorisée																																																		
	= période charnière																																																			
	= période exclue																																																			
<table><tr><th>Actions</th><th>J</th><th>F</th><th>M</th><th>A</th><th>M</th><th>J</th><th>J</th><th>A</th><th>S</th><th>O</th><th>N</th><th>D</th></tr><tr><td>Interventions mécaniques</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Intrants organiques</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Pâturage</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>	Actions	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Interventions mécaniques													Intrants organiques													Pâturage												
Actions	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D																																								
Interventions mécaniques																																																				
Intrants organiques																																																				
Pâturage																																																				
Contrôle et suivis écologiques de la mesure	<ul style="list-style-type: none">- Cf. article 6 et 7 de la convention																																																			

4/5

Page 24 sur 26

COMPENSATIONS ESPECES PROTEGEES JAYAT Conventions Agro-environnementales



Légende

- haies_comp_morel
- FAVIER_compJayatII
- RIGAUDIER_compJayatII
- MOREL_compJayatII
- Périmètre_demande

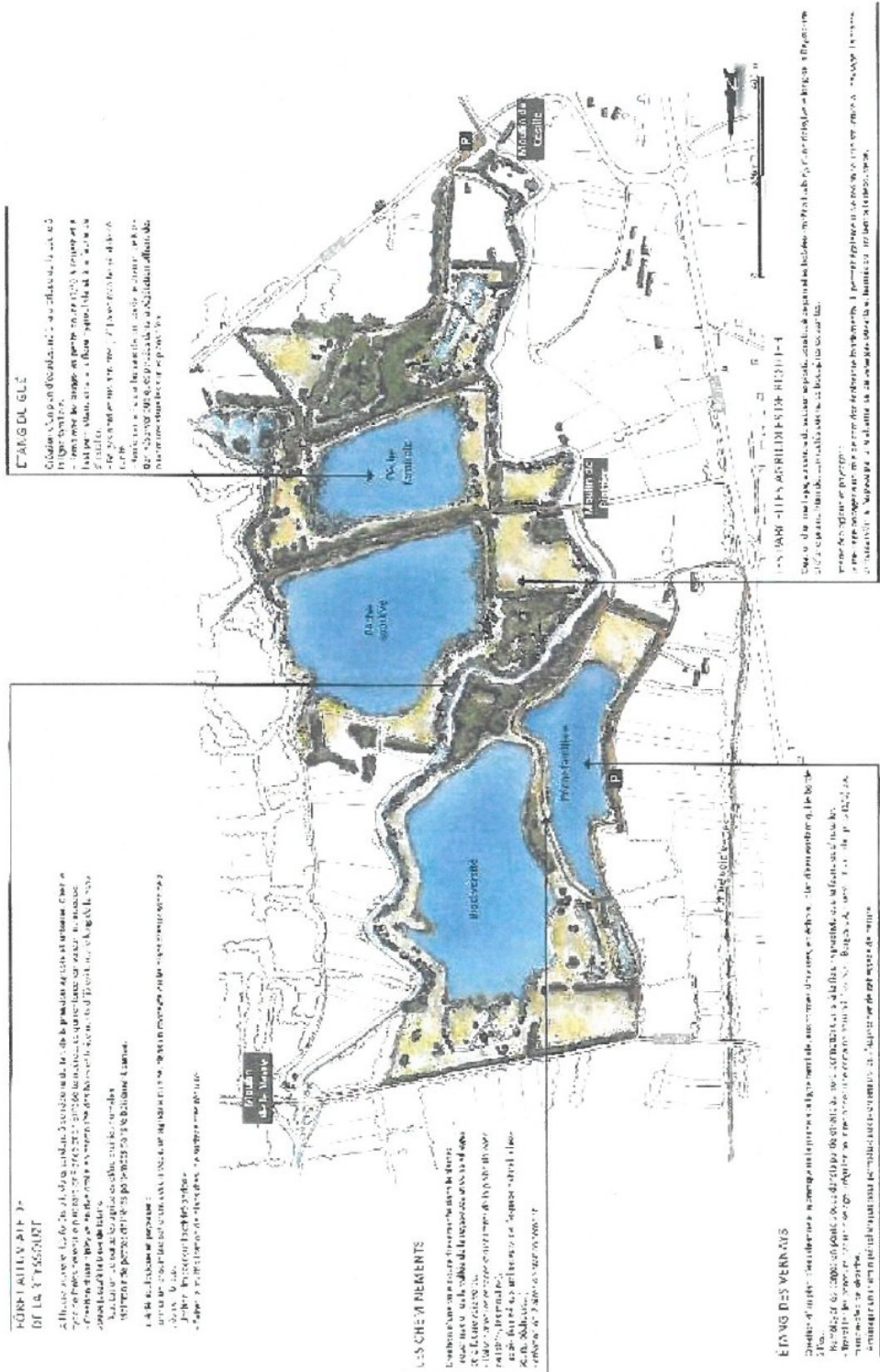
Projection: Lambert Conformal Conic
Système de coordonnées: RGF 1993 Lambert 93

Sources:

5/5

ANNEXE 4 **MESURES D'ACCOMPAGNEMENT** (Schéma de principe de la remise en état du site)

ETAT FINAL - PLAN DE MASSIF DU PRETIT PAYSAGER



Annexe 10. SEUILS DE SURFACES DES ESPACES BOISÉS APPARTENANT À DES PARTICULIERS POUR LESQUELS LES DÉFRICHEMENTS SONT SOUMIS À AUTORISATION



Direction départementale des territoires

Service Agriculture et Forêt

Unité Agriculture Durable, Forêt

SAF-2016-02

AR R E T E

**fixant les seuils de surface des espaces boisés appartenant à des particuliers
pour lesquels les défrichements sont soumis à autorisation**

Le préfet de l'Ain

Vu les articles L.341-1 à L.341-10 et L.342-1 du code forestier relatifs aux défrichements ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment le titre III du livre I et le titre I du livre III ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Considérant la nécessité de protéger les bois situés dans les zones à faible taux de boisement et à pression foncière affirmée ;

Considérant la surface moyenne de 2 ha de la propriété forestière dans le département de l'Ain ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Ain ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Seuils applicables aux bois des particuliers

Est soumis à autorisation administrative préalable, tout défrichement dans les massifs boisés d'un seul tenant dont la superficie est au moins égale aux seuils fixés ci-dessous :

- seuil fixé à 0,50 hectare pour les 38 communes de l'annexe I qui présentent un taux de boisement compris entre 0 et 5 % ;
- seuil fixé à 1 hectare pour les 118 communes de l'annexe II qui présentent un taux de boisement supérieur à 5 % et n'excédant pas 15 % ;
- seuil fixé à 2 hectares pour les autres communes.

ARTICLE 2 : Seuils applicables aux parcs et jardins clos

Dans les parcs et jardins clos et attenants à une habitation principale, est soumis à autorisation administrative préalable, tout défrichement lié à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre 1^{er} du livre III du code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre dudit code, lorsque la surface du tènement boisé est égale ou supérieure à 2 ha.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté préfectoral SAF-2016-01 du 5 février 2016, fixant les seuils de surface des espaces boisés appartenant à des particuliers pour lesquels les défrichements sont soumis à autorisation, est abrogé.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa publication :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique auprès du ministre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être elle-même déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de LYON, 184 rue Duguesclin - 69003 LYON.

ARTICLE 5 :

La secrétaire générale de la préfecture, les sous préfets, le directeur départemental des territoires, les maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain et affiché dans toutes les communes par les soins des maires pendant une durée d'un mois.

Fait à BOURG EN BRESSE, le
Le Préfet,

08 AOUT 2016

pour le préfet
la secrétaire générale
Caroline GADOU

Communes dont le seuil d'autorisation est de 0,50 ha

Ars-sur-Formans	Frans	Saint-Bernard
Asnières-sur-Saône	Genouilleux	Saint-Denis-les-Bourg
Bâgé-le-Châtel	Jayat	Saint-Didier-sur-Chalaronne
Bey	Laiz	Saint-Jean-sur-Veyle
Biziat	Lurcy	Saint-Julien-sur-Reyssouze
Cessy	Massieux	Saint-Laurent-sur-Saône
Chaleins	Messimy-sur-Saône	Saint-Vulbas
Champagne-en-Valmorey	Monthieux	Sauvigny
Châtillon-sur-Chalaronne	Parcieux	Thil
Chevry	Pérouges	Thoissey
Cruzilles-les-Mépillat	Pont-de-Veyle	Toussieux
Fareins	Saint-André-d'Huriat	Valeins
Francheleins	Saint-Bénigne	

Annexe 11. PÉRIMÈTRES À L'INTÉRIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

COMMUNE DE JAYAT

2013-07-05 33

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 5 JUILLET 2013

L'an deux mil treize, le cinq juillet à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Daniel BEREIZIAT

Date de la convocation : 28/06/2013

Membres présents : BEREIZIAT Daniel, COLLET Guy, LONGERON Robert, MOREL Catherine, BEAUDET Marie Pierre, MOREL Mickaël, PERRIN Stéphane,

Membres excusés avec pouvoir : Anita BERRY donne pouvoir à Guy COLLET, Michèle SERREDSZUM donne pouvoir à Guy COLLET

Membres excusés : BROCHAND Stéphane, FAVRE Nathalie, POMERET Stéphane, PONCET Fabrice, RIGAUDIER Jean-Claude, TRICAUD Lionel,

Nombre de membres : exercice : 15 - Présents : 09 - Votants : 09

Secrétaire de séance : Marie Pierre BEAUDET

OBJET : Droit de Préemption Urbain (DPU) - modification suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Code nomenclature : 2.3 – Urbanisme – droit de préemption urbain

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'un instrument de politique foncière existe pour les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme - P.L.U - approuvé le **Droit de Préemption Urbain (DPU)**.

Il est rappelé à l'assemblée que le droit de préemption urbain a été institué sur les zones U et NA du territoire communal par délibération du Conseil en date du 4 mars 1994 suite à l'approbation du Plan d'Occupation des Sols (POS) par le comité syndical du SIVOM d'agglomération de Jayat-Malafretaz-Montrevel le 24 novembre 1993.

Ce document ayant fait l'objet d'une révision générale et d'une transformation en PLU approuvée le 6 mai 2013 par délibération de ce même comité syndical compétent en matière de planification, il convient de modifier le champ d'application du droit de préemption urbain pour l'adapter au nouveau Plan Local d'Urbanisme.

L'article L 211.1 du Code de l'Urbanisme stipule que les communes dotées d'un P.L.U approuvé peuvent, par délibération, instituer le Droit de Préemption Urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, lorsqu'il n'a pas été créé de Zone d'Aménagement Différé ou de périmètre provisoire de Zone d'Aménagement Différé sur ces territoires.

Le Maire expose, que pour les motifs ci-après énumérés et selon une liste non exhaustive, il serait souhaitable que la commune institue le Droit de Préemption Urbain simple pour :

- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, notamment sur les secteurs déjà urbanisés de la commune pour une revitalisation du tissu urbain (zones urbaines centrales du Bourg y compris les secteurs de Vigneux, Croix de Bois, Mollard, Loeze, Mare de Loeze, Toulon et Moraly, du hameau de Riotier-Grand Curtil, ainsi que les extensions bâties de l'agglomération de Montrevel sur Cézille et le Cropoget ou leurs zones périphériques équipées et/ou desservies) ou dans les zones de développement stratégique de l'habitat (zones à urbaniser en particulier situées en extension du bourg, à Moraly, Toulon, Curtil, Grand Curtil, Champ Bouvier, les Macons et la Goubatière) ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, en particulier sur les secteurs de forte concentration à l'extrémité Nord de l'agglomération de Montrevel sur les secteurs de Cézille, du Cropoget, des Macons, des Loyas et de Champ Bouvier, à Grand Curtil et Curtil, ainsi qu'au centre-village ;

Accusé de réception en préfecture
001-210101960-20130705-07_2013070533-DE
Reçu le 10/07/2013

- favoriser le développement des loisirs et du tourisme en particulier sur les secteurs des Nortières et de Prairie de Cézille ;
- réaliser des équipements collectifs, en particulier les équipements scolaires, sociaux ou médicaux, sportifs, festifs, culturels ou d'agrément (parcs et jardins...) et leurs équipements complémentaires ;
- sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et/ou lutte contre l'insalubrité ;
- constitution de réserves foncières en vue notamment de permettre la réalisation des actions ou opérations d'aménagement ci-avant mentionnées.

Les secteurs indiqués ci-avant sont les appellations cadastrales et les « lieux-dits ». La liste ainsi dressée n'est pas exhaustive : elle indique à tout le moins les secteurs prioritaires d'intervention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2124 et L2122-22-15°
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210.1, L 211.1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1 et R 211.1 et suivants, R213-1 et suivants
- Vu la délibération du 6 mai 2013 du comité syndical du SIVOM d'agglomération de Jayat-Malafretaz-Montrevel en Bresse approuvant le Plan Local d'Urbanisme
- Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption urbain dit simple sur les secteurs du territoire communal lui permettant de mener à bien sa politique foncière et pour les motifs énumérés ci-avant par Monsieur le Maire ;

Après avoir délibéré, A l'unanimité de ses membres présents,

- ◊ **DECIDE** de modifier le champ d'application du Droit de Préemption Urbain dit simple pour l'instituer sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser telles qu'elles figurent au plan de zonage du PLU approuvé le 6 mai 2013, soit sur les zones ci-après dénommées :
 - zones urbaines, comprenant en particulier les sous-secteurs UB, UBa, UBb, UBc et UX
 - zones à urbaniser, comprenant en particulier les sous-secteurs IAUa, IAUb et IAUc,
 - zones d'urbanisation future, comprenant en particulier les sous-secteurs 2AU, 2AUc, 2AUI et 2AUX.
- ◊ **PRECISE** que le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain dit simple est reporté à titre informatif sur un fond de plan cadastral qui est annexé à la présente délibération,
- ◊ **PRECISE** que le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain dit simple devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément à l'article R123-13 du code de l'urbanisme,
- ◊ **PRECISE** que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire (Art. R211-2 et suiv. du code de l'urbanisme).

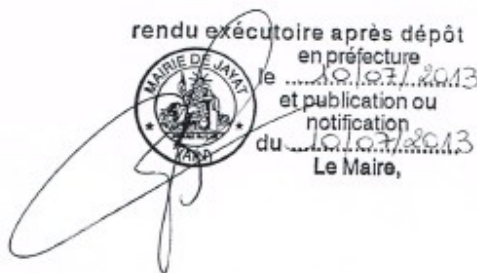
- ◊ **DECIDE** qu'en application de l'article R211-2 du code de l'urbanisme la présente délibération fera l'objet :
- d'un affichage en mairie pendant 1 mois ;
 - d'une mention insérée dans 2 journaux régionaux ou locaux habilités à publier des annonces légales (Le Progrès et Voix de l'Ain).
- ◊ **DECIDE** qu'en application de l'article R211-3 du code de l'urbanisme qu'une copie de la présente délibération et du plan annexé sera transmise :
- à Monsieur le Préfet de Département de l'Ain
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques ;
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Ain ;
 - à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat ;
 - à Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires ;
 - au greffe du tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse
 - au Barreau constitué près ce même tribunal de grande instance.
- ◊ **DIT** qu'en application de l'article L213-13 demeure ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intention d'aliéner, les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption ou par délégation de ce droit et les précisions sur l'utilisation effective des biens acquis. Ce document restera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, des extraits pouvant être remis sur simple demande ;
- ◊ **CHARGE** Monsieur le Maire de signer tous les documents nécessaires à l'institution du Droit de Préemption Urbain.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Pour copie certifiée conforme
Le Maire,
Daniel BEREZTAT



rendu exécutoire après dépôt
en préfecture
le 10/07/2013
et publication ou
notification
du 10/07/2013
Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
001-210101960-20130705-07_2013070533-DE
Reçu le 10/07/2013

**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 5 JUILLET 2013**

L'an deux mil treize, le cinq juillet à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Daniel BEREIZIAT

Date de la convocation : 28/06/2013

Membres présents : BEREIZIAT Daniel, COLLET Guy, LONGERON Robert, MOREL Catherine, BEAUDET Marie Pierre, MOREL Mickaël, PERRIN Stéphane,

Membres excusés avec pouvoir : Anita BERRY donne pouvoir à Guy COLLET, Michèle SERREDSZUM donne pouvoir à Guy COLLET

Membres excusés : BROCHAND Stéphane, FAVRE Nathalie, POMERET Stéphane, PONCET Fabrice, RIGAUDIER Jean-Claude, TRICAUD Lionel,

Nombre de membres : exercice : 15 - Présents : 09 - Votants : 09

Secrétaire de séance : Marie Pierre BEAUDET

OBJET : Instauration du droit de préemption urbain « renforcé » sur certaines parties du territoire communal

Code nomenclature : 2.3 – Urbanisme – droit de préemption urbain

Monsieur le Maire expose que le Droit de Préemption Urbain offre la possibilité à une collectivité locale, dans un périmètre prédéfini, de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien immobilier, lorsque celui-ci est mis en vente par son propriétaire, pour réaliser une opération d'aménagement.

Conformément à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme, les communes ont le droit d'instaurer un droit de préemption urbain (D.P.U.) sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future. Toutefois, l'instauration d'un droit de préemption urbain dit simple, tel qu'il a été opéré par délibération en date du 7 juin 2013, ne s'applique pas à certaines cessions listées à l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- L'aliénation de certains lots faisant partie d'une copropriété
- L'aliénation d'immeubles bâtis depuis moins de 10 ans
- La cession de parts ou d'actions de certaines sociétés de construction
- La cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière

Monsieur le Maire propose donc d'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur les zones dans le Bourg (une cartographie précise est jointe en annexe) :

A l'Est de la RD 975,

Au Nord de la RD 80A,

En bordure de la RD 975, à l'Ouest et dans l'angle de la RD 80A

Ces secteurs bien ciblés s'avèrent stratégiques pour le bon développement des équipements communaux existants (écoles, salle des fêtes, mairie, église, locaux techniques...), pour la création de nouvelles constructions d'intérêt collectif, le développement de nouveaux quartiers d'habitat notamment sur le secteur ayant fait l'objet de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme, pour la requalification et la mise en valeur du centre du village et le maintien de commerces et services existants.

Vu, le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-4, L213-1 et suivants et R 211-1 et suivants ;

Vu, les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales ;

Vu, la délibération du conseil municipal en date du 5 juillet 2013 modifiant sur le territoire de la commune le Droit de Préemption Urbain dit simple par suite de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme par le comité syndical du SIVOM en date du 6 mai 2013 ;

Considérant qu'il est nécessaire que la commune de Jayat puisse poursuivre en vertu des

Accusé de réception en préfecture

001-210101960-20130705-007_2013070534-DE

Reçu le 10/07/2013

dispositions du code de l'urbanisme ses actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet :

- création ou renforcement de voirie et de carrefours,
- renforcement /extensions des équipements scolaires, périscolaires et publics,
- mise en œuvre de la politique de l'habitat et des équipements publics sur le secteur Est de la RD 975 en considération de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme,
- mise en œuvre d'une politique de requalification urbaine au centre village,
- maintien et requalification de la zone de commerces située à l'Ouest de la RD 975,
- mise en valeur et sauvegarde du patrimoine historique ou ancien pour les terrains situés au Nord de la RD 80A.

Considérant que l'instauration du droit de préemption « renforcé » tel que défini à l'article IL 211-4 du code de l'urbanisme permettra à la commune de mener à bien la politique ainsi définie en considération de l'intérêt général de ses habitants.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, A l'unanimité de ses membres présents :

DECIDE d'instaurer le droit de préemption urbain dit « renforcé » sur les secteurs du territoire tels que définis sur le plan annexé, afin d'assurer les mises en œuvre suivantes :

- création ou renforcement de voirie et de carrefours,
- renforcement /extensions des équipements scolaires, périscolaires et publics,
- mise en œuvre de la politique de l'habitat et des équipements publics sur le secteur Est de la RD 975 en considération de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme,
- mise en œuvre d'une politique de requalification urbaine au centre village,
- maintien et requalification de la zone de commerces située à l'Ouest de la RD 975,
- mise en valeur et sauvegarde du patrimoine historique ou ancien pour les terrains situés au Nord de la RD 80A.

DIT que la présente délibération sera soumise à l'ensemble des formalités de publicité prévues par les articles R 211-2 et R 211-3 du code de l'urbanisme.

Pour copie certifiée conforme

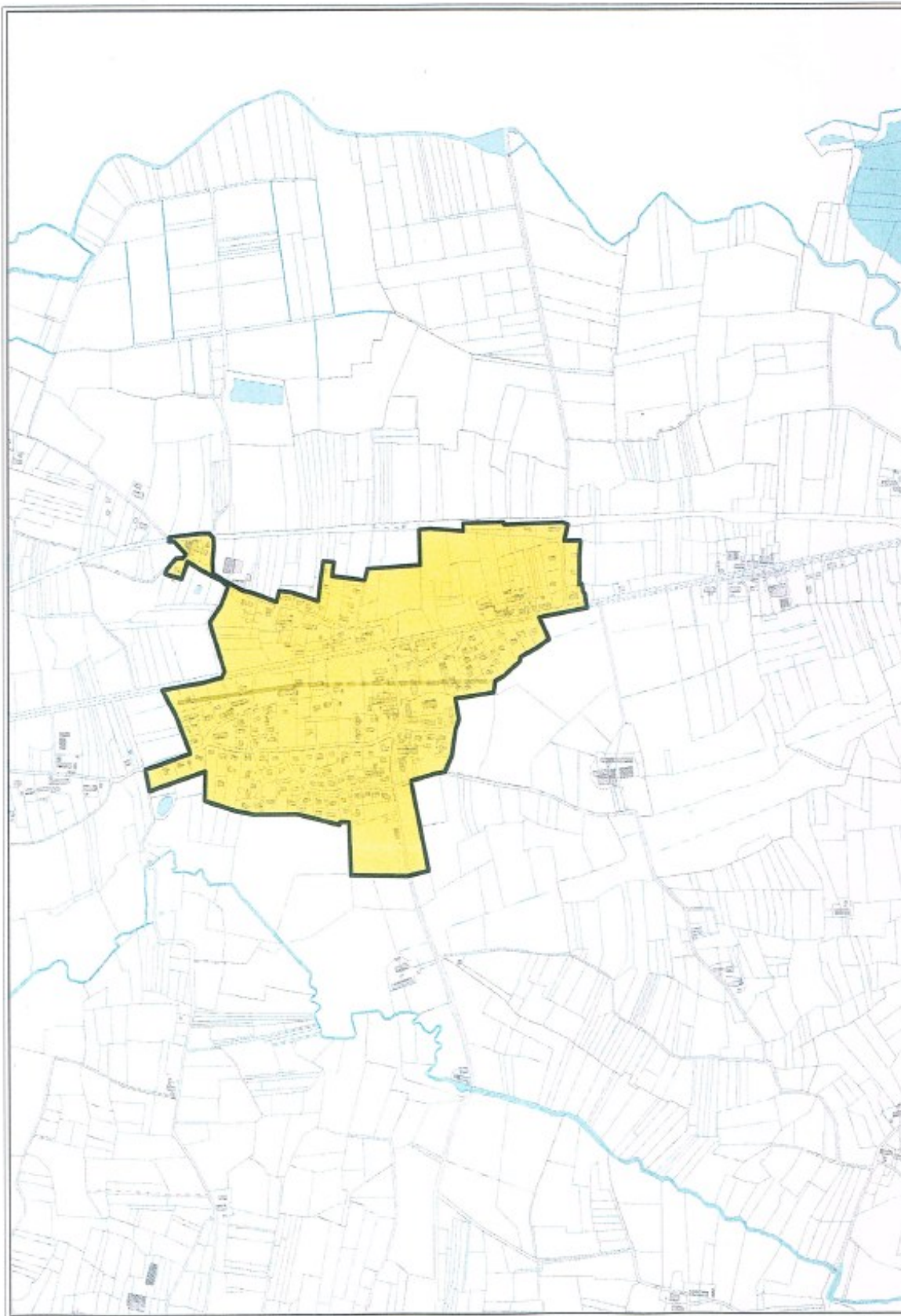
Le Maire,

Daniel BEREIZIAT

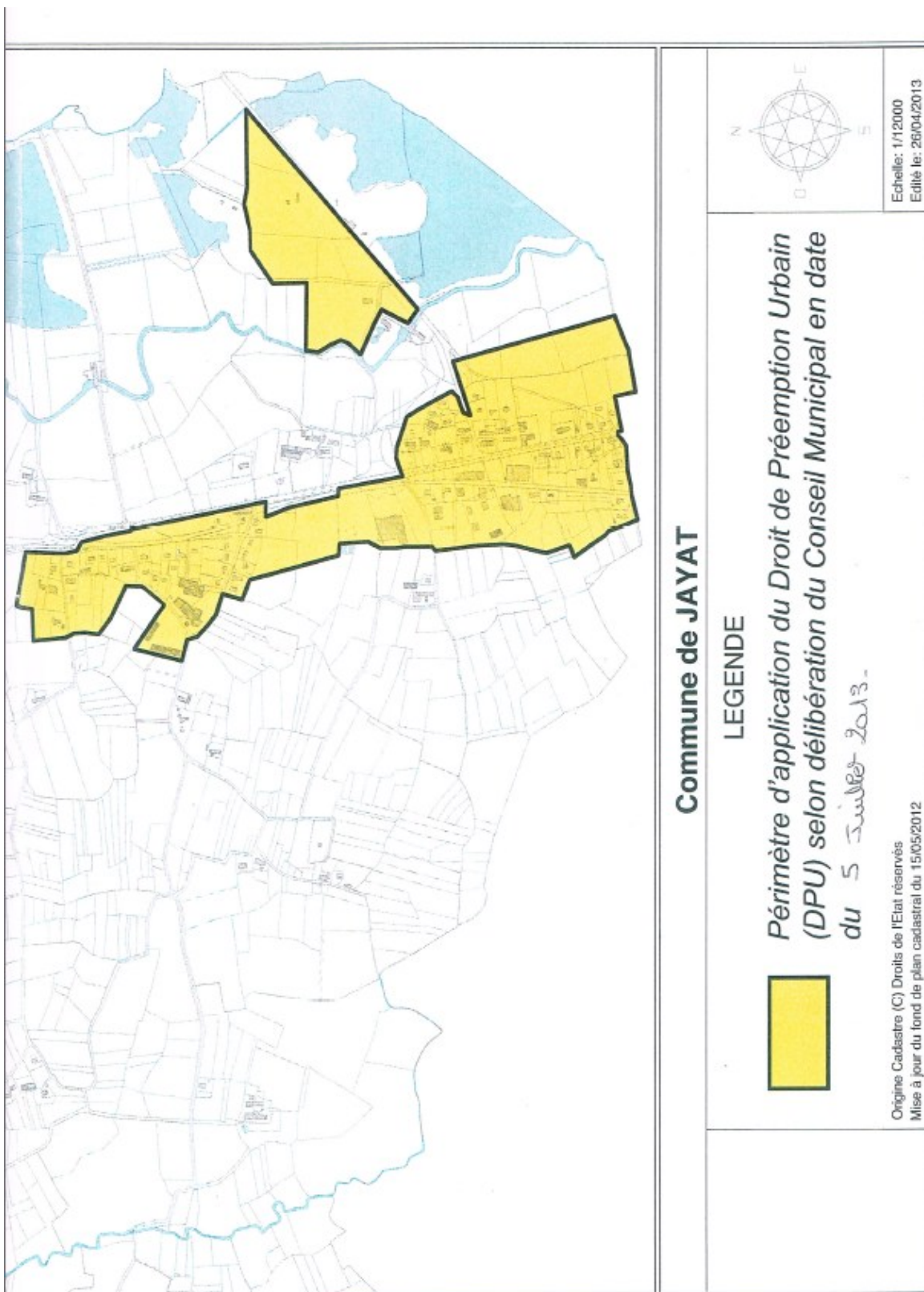


rendu exécutoire après dépôt
en préfecture
le 10/07/2013
et publication ou
notification
du 10/07/2013
Le Maire,

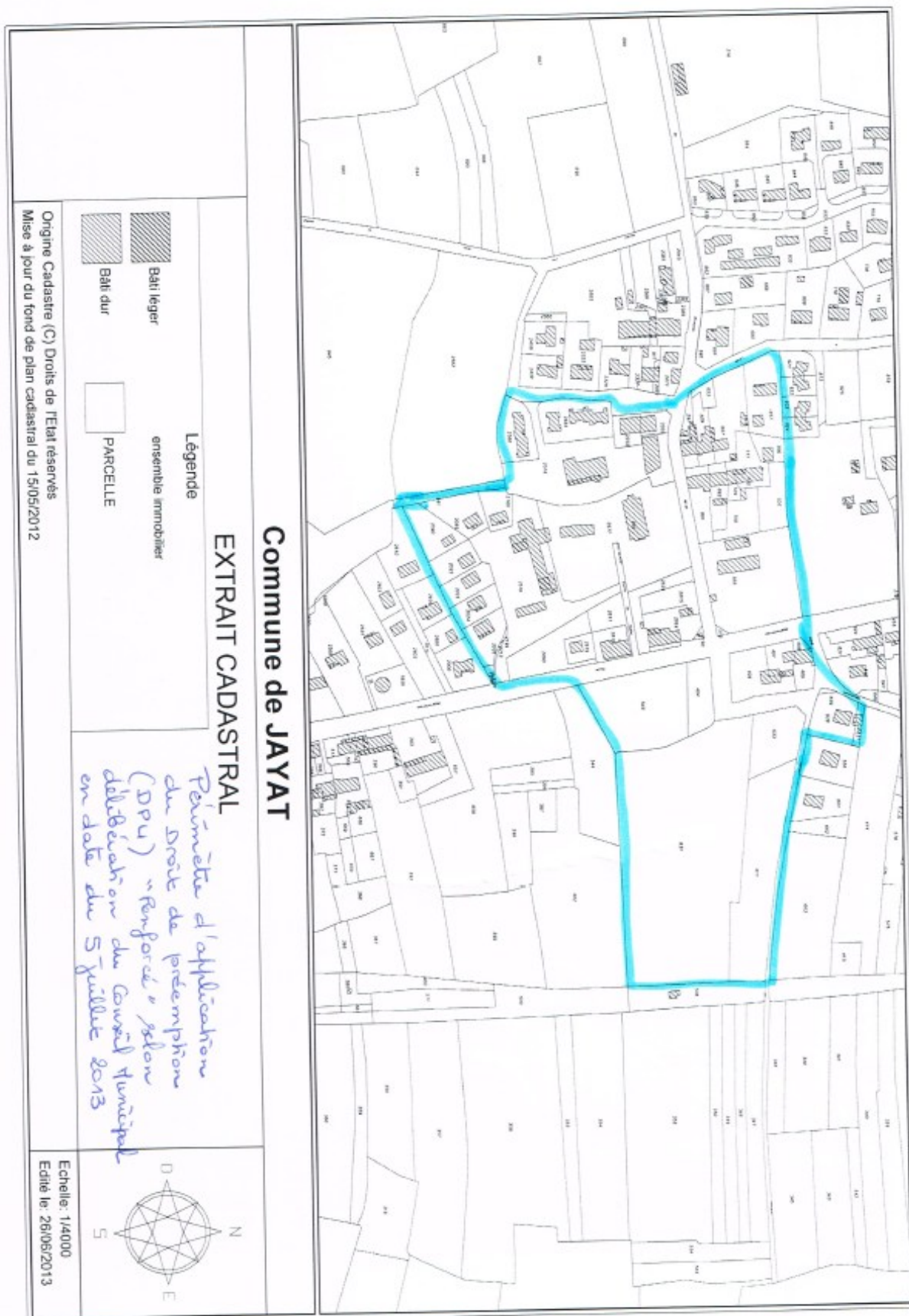
Accusé de réception en préfecture
001-210101960-20130705-007_2013070534-DE
Reçu le 10/07/2013



DPU simple – nord de la commune



DPU simple – sud de la commune



DPU renforcé



N° 2022-09-30 41

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mil vingt deux, le trente septembre à vingt heures,
le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la
présidence de Monsieur MOREL Mickaël

Date de la convocation : 26/09/2022

Membres présents : Mickaël MOREL, Marie-Pierre BEAUDET, Stéphane PERRIN,
Véronique NEVORET, Cécile BERTHOLAT, Lionel TRICAUD, Christophe DARNIOT,
Laurent GOUBARD, Cécile DEROCHE-RICHY, Yannick PERRIN, Stéphanie DECHOZ,
Sébastien PONCET

Membres absents : Alain BRAS, Hélène FAVIER, Alexia ROBIN

Nombre de membres : exercice : 15 - Présents : 12 - Votants : 12

Secrétaire de séance : Marie –Pierre BEAUDET

OBJET : Vote du taux de la taxe d'aménagement communale

Code Nomenclature : 2-2 Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.331-14

Vu la délibération du 4 novembre 2011 fixant les taux de la taxe d'aménagement à 3% sur
une partie du territoire de la commune et 5% sur les parcelles limitrophes avec Montrevel-
en-Bresse,

Pour l'année 2022, les collectivités peuvent délibérer jusqu'au 1^{er} octobre 2022 pour fixer le
taux de la taxe d'aménagement ainsi que les exonérations de l'année N+1.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal, que pour garantir un juste développement
des équipements et réseaux nécessaires, tout en tenant compte des coûts engendrés pour la
commune, il propose d'instituer un taux unique de taxe d'aménagement à 5%.

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

Dans le cadre du transfert de la liquidation des taxes d'urbanisme de la DDT vers
les services de la DGFIP, une nouvelle application DELTA est disponible à compter de
vendredi 23 septembre.

Cette application constitue le seul vecteur de transmission à la DGFIP des délibérations des
taux et exonérations votés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**APPROUVE l'instauration d'un taux unique de taxe d'aménagement de 5% sur
l'ensemble de la commune.**

Pour copie conforme,

**Le Maire,
Mickaël MOREL**



Certifié exécutoire
Compte tenu de sa transmission en
Préfecture, le 03/10/2022
Et de son affichage, le 04/10/2022

Accusé de réception en préfecture
001-210101960-20220930_20220930_41-DE
Date de réception préfecture : 03/10/2022